



La purge à LFI secoue l'union de la gauche

► Alexis Corbière, Raquel Garrido, Danielle Simonnet et d'autres figures de La France insoumise ont appris qu'elles n'étaient pas investies par leur parti

► Parlant de « purge » et accusant Jean-Luc Mélenchon de vouloir « régler ses comptes », ces frondeurs ont décidé de maintenir leur candidature

► Réaction très violente de François Ruffin, fustigeant l'investiture d'Adrien Quatennens et dénonçant la « bêtise » et le « sectarisme » de la direction de LFI

► « Mélenchon ne sera pas premier ministre », affirme au « Monde » la présidente de la région Occitanie, Carole Delga

PAGES 2-4 ET IDÉES PAGE 27

ÉDITORIAL

L'UNITÉ À L'ÉPREUVE DE MÉLENCHON

PAGE 30

Majorité Interrogations sur le risque de disparition de la Macronie

Initialement, la création du Nouveau Front populaire était une déconvenue pour Emmanuel Macron. La purge à LFI va-t-elle rebattre les cartes ?

PAGE 5

Sommet du G7 La difficile cohabitation de Macron avec Meloni

Une passe d'armes a opposé le chef de l'Etat français à la cheffe du gouvernement italien, au sujet de l'avortement

PAGE 9

COMMENT LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE SE PROJETTE SOUS UN GOUVERNEMENT RN

► Alors que l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir paraît possible, les cadres supérieurs de l'Etat s'interrogent sur la conduite à tenir

► Que faire prévaloir, la continuité de l'Etat ou sa conscience personnelle ? Du Conseil d'Etat à la Cour des comptes, c'est la tétanisation qui prédomine

► Côté RN, les choses s'organisent : les postes les plus importants sont déjà répartis. Pour le reste, on attendra la fin des JO

PAGES 6-7

Analyse Par-delà le vaudeville, la gravité du choix d'Eric Ciotti

Le ralliement du président de LR à l'extrême droite est l'aboutissement d'une lente dérive sémantique et idéologique de la droite française

PAGE 8

Médias Au « Figaro », craintes sur la droitisation de la ligne éditoriale

Une partie de la rédaction s'est émue d'un editorial d'Alexis Brézet sur la « fluidité entre les électors de droite » sur Europe 1

PAGE 8

Festival d'Annecy « Rock Bottom », un fol hommage à Robert Wyatt



Image extraite du long-métrage d'animation de Maria Trénor, « Rock Bottom ». LOCO FILMS

« ROCK BOTTOM », de la réalisatrice espagnole Maria Trénor, fut, sans contestation aucune, le film le plus fou de la compétition officielle du Festival du film d'animation d'Annecy. Un hommage halluciné à Robert Wyatt, le chanteur, batteur et figure importante du rock progressif,

créateur en 1966 du groupe légendaire Soft Machine. Il a fallu à la cinéaste dix ans pour écrire le scénario et deux pour réaliser ce long-métrage qui plonge le spectateur, en pleine période hippie, dans une communauté où se croisent des artistes.

PAGE 22

Débats

Quatre tribunes sur cette crise sociale qui vient de loin

PAGES 28-29

Santé publique

Record de cas de dengue importés en France

PAGE 12

Euro 2024

Les Bleus favoris et néanmoins en proie au doute

PAGE 16

Paris 2024

Les incertitudes du plan de transport sont levées

PAGE 15

Royaume-Uni Dans le comté de Durham, « les gens ont perdu espoir »

A trois semaines des élections générales, paroles d'électeurs de cette région oubliée du nord-est de l'Angleterre

PAGE 11

Sécurité routière Airbags défectueux, chaos chez Citroën

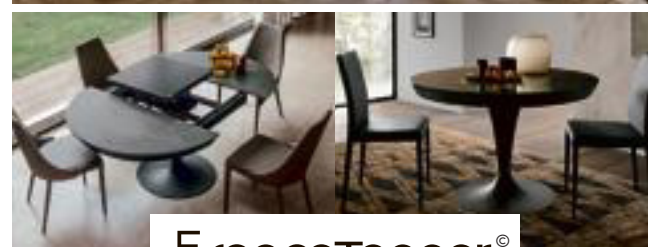
Des propriétaires de C3 et de DS3 concernés par le rappel disent leur désarroi et leur colère face aux ratés de la prise en charge

PAGE 14

LE PLUS GRAND ESPACE TABLE & CHAISE DE REPAS À PARIS



Ruban, extensible jusqu'à 10 couverts
L 180 > 280 cm
2608€
Hors livraison



EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

Bonaldo, Bontempi, Calligaris, Celio, Mobliberica, Sovet...
145-147 rue St-Charles Paris 15, M° Charles Michels, 01 45 75 02 81
63 rue de la Convention Paris 15, M° Charles Michels, 01 45 77 80 40
Canapés, literie, mobilier sur 3000 m² : nos adresses sur www.topper.fr





Conférence de presse du Nouveau Front populaire, à la Maison de la chimie, à Paris, vendredi 14 juin. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

A gauche, un programme commun et déjà une polémique

Les forces de gauche ont présenté les mesures défendues par le Nouveau Front populaire, vendredi, avant qu’une crise interne n’éclate à La France insoumise

Quatre jours et quatre nuits d’intenses tractations, et, à l’issue, une photo de famille réunissant toutes les sensibilités à gauche. Le Parti socialiste (PS), Europe Ecologie-Les Verts (EELV), La France insoumise (LFI), le Parti communiste français (PCF) et Place publique (PP) ont présenté, vendredi 14 juin à la Maison de la chimie, à Paris, le « contrat de législature » du Nouveau Front populaire. Ce programme « de rupture », censé acter l’union des gauches pour les législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet, avec une candidature unique par circonscription, aura toutefois été terni par LFI.

«Purge», «sectarisme», «sabotage»... La formation de Jean-Luc Mélenchon a révélé, vendredi soir, l’identité de ses 230 candidats investis : l’ex-député du Nord Adrien Quenennens, condamné, fin 2022, pour violences conjugales, y figure, mais pas Danielle Simonnet, députée de Paris, ainsi que Raquel Garrido et Alexis Corbière, élus de Seine-Saint-

Denis qui incarnent des voix critiques au sein de LFI. «L’extrême droite est aux portes du pouvoir, un rassemblement inédit vient d’être constitué à gauche, et LFI décide de fracturer notre mouvement et d’affaiblir le rassemblement», a réagi, sur X, la députée sortante de la Seine-Saint-Denis Clémentine Autain, comme d’autres figures du mouvement telles que François Ruffin. Jusqu’ici, cette alliance avait reçu l’onction de plusieurs personnalités jusque-là rétives à tout accord avec les «insoumis», comme l’ancien président François Hollande ou la maire de Paris, Anne Hidalgo.

POUVOIR D’ACHAT ET DIPLOMATIE

Face aux caméras, vendredi pour l’annonce du programme, les négociateurs des partis de gauche s’affichent les uns aux côtés des autres : Aurore Lalucq pour PP, Manuel Bompard et Mathilde Panot pour LFI, Marine Tondelier et Yannick Jadot côté écologistes, Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, la maire (PS) de Nantes, Johanna Rolland, et Fabien Roussel, le secrétaire général du PCF. Abdel Ait Ouazghour, ouvrier automobile de

« UN
RASSEMBLEMENT
INÉDIT VIENT
D’ÊTRE CONSTITUÉ,
ET LFI DÉCIDE DE
L’AFFAIBLIR ET DE
FRACTURER NOTRE
MOUVEMENT »

CLÉMENTINE AUTAIN
députée sortante LFI
de la Seine-Saint-Denis

MA France, licencié en mai à la suite de la fermeture de son usine en Seine-Saint-Denis, et Jean-François Julliard, directeur de Greenpeace, sont également présents, en signe d’ouverture de l’alliance à la société civile.

Prenant le micro en premier, le coordinateur de LFI, Manuel Bompard, a soutenu, au nom de l’alliance de gauche, deux priorités en cas d’accession au pouvoir : « le blocage des prix sur l’alimentaire et sur l’énergie » et un positionnement diplomatique de la France visant à « rétablir une voix de paix (...) sur la scène internationale », en soutenant l’Ukraine « face à la guerre d’agression de Vladimir Poutine et en se donnant les moyens d’obtenir un cessez-le-feu immédiat face aux massacres en cours à Gaza ». Des propos loin d’être anodins tant les sujets internationaux ont déchiré ses partis, ces deux dernières années, de l’entrée en guerre de la Russie contre l’Ukraine au massacre du 7 octobre 2023 perpétré par le Hamas, suivi de l’offensive israélienne à Gaza. La campagne houleuse des européennes entre la liste PS-PP de Raphaël Glucksmann et celle de LFI a fait émerger des

clivages forts sur la cause palestinienne, avec des accusations d’antisémitisme à l’encontre de LFI. Et, malgré l’union, les plaies ne semblent pas encore totalement cautérisées pour Aurore Lalucq. « On l’a fait parce qu’il le fallait », a lancé l’émissaire de PP, sans tenter de feindre l’enthousiasme. « On ne va pas se mentir, on part de lignes qui peuvent être éloignées », a-t-elle embrayé, provoquant un léger malaise dans l’assistance.

Sans surprise, le programme du Nouveau Front populaire est orienté vers le social. Dès les quinze premiers jours, la gauche entend adopter « vingt actes de rupture pour répondre à l’urgence sociale, au défi climatique, à la réparation des services publics, à un chemin d’apaisement en France et dans le monde ». En premier lieu, la coalition décrètera un « état d’urgence sociale » en revenant sur certaines mesures emblématiques des mandats d’Emmanuel Macron. Elle veut abroger les décrets d’application de la réforme des retraites ayant repoussé l’âge légal de départ à 64 ans et le décret de la réforme de l’assurance-chômage, qui doit être publié le 1^{er} juillet.

LE NUCLÉAIRE, GRAND ABSENT

La coalition de gauche veut mettre en œuvre un « pacte pour le pouvoir d’achat », un sujet « sur lequel il n’y a aucune ambiguïté », où tous les partis se sont « rapidement mis d’accord », a fait savoir Fabien Roussel. Pour augmenter les salaires, le smic sera porté à « 1600 euros net, à 2000 euros brut, et le brut est important, car les cotisations compteront pour financer la protection sociale de notre pays », a précisé le secrétaire national du PCF, qui a également assuré que les salaires seront indexés sur l’inflation. A cela s’ajoutent des mesures plus symboliques. Dès la rentrée 2024, Marine Tondelier a annoncé l’instauration de « l’école vraiment gratuite », la prise en charge de la cantine, du périscolaire, des transports...

« Un délire total » aux yeux du ministre de l’économie, Bruno Le Maire, qui a qualifié, sur Franceinfo, le programme de la gauche d’« assurance du déclassement, du chômage de masse et de la sortie de l’Union européenne », compte tenu des contraintes établies par le pacte budgétaire européen. « Ces gens qui prétendaient être des experts de la finance, quand on voit la situation budgétaire dans laquelle ils ont mis le pays, ne sont pas très bien placés pour donner des leçons », répond Johanna Rolland. La maire socialiste de Nantes certifie que les négociateurs ont tenu compte de la dégradation des finances publiques. « Il y a une possibilité dans le pays de contribuer à l’effort national. Ça peut même être un élément de fierté et de citoyenneté, comme sur la taxation des superprofits », considère-t-elle.

Géopolitique, pouvoir d’achat, taxation des plus aisées... Tous les membres de l’union de la gauche soutiennent que « rien n’a été mis sous le tapis » dans l’optique de sceller un accord. Il y a toutefois un grand absent dans le programme : le nucléaire. « Tout le monde sait que l’on a des désaccords », assume Yannick Jadot. L’ancien candidat écologiste à la présidentielle compte sur « une grande loi de programmation énergétique ».

Il reste que la gauche, critiquée pour ses grands écarts et ses divisions fratricides, est attendue au tournant. « Attention ! Soyez à la hauteur des enjeux. La tâche est immense, le pays meurtri. Vous avez tant à faire », a prévenu Abdel Ait Ouazghour, avant d’être applaudi. Quelques heures plus tard, une crise interne éclatait au sein d’un des mouvements fondateurs de l’union. ■

MARIAMA DARAME
ET THIBAUD MÉTAIS

Salaires, prix de l’énergie... les principales mesures économiques

Le Nouveau Front populaire prévoit notamment une indexation des salaires sur l’inflation et un smic porté à 1600 euros net

Les partis de gauche ont présenté, vendredi 14 juin, leur contrat de législature. Ils ont défini des priorités pour leurs quinze et cent premiers jours, et pour les mois suivants, une fois les grands chantiers lancés.

Pouvoir d’achat Il est prévu d’augmenter le salaire minimum net mensuel de 200 euros, à 1600 euros. C’est le seul salaire indexé sur l’inflation. Entre le 31 décembre 2020 et le 1^{er} janvier, il a progressé de près de 14,8 %, tandis que les autres salaires augmentaient moins vite. La coalition promet « d’indexer les salaires sur l’inflation », une revendication portée par les syndicats CGT, FO et CFE-

CGC comme par le Parti communiste et La France insoumise. La mesure peut se montrer coûteuse pour les entreprises, surtout si elle concerne l’ensemble des salaires, y compris les plus hauts. Dans la proposition de loi qu’ils avaient déposée en 2023, les députés « insoumis » avaient proposé de n’indexer que les salaires jusqu’à deux fois supérieurs au salaire médian.

Blocage des prix Le programme propose un « blocage des prix des biens de première nécessité », notamment dans l’alimentation, l’énergie, et les carburants. Cette mesure figurerait dans le programme électoral de la Nupes de 2022. Ce type de mesure, qui peut

démontrer son efficacité en situation de crise et sur le court terme, se révèle souvent inefficace à plus long terme, car les entreprises s’adaptent à la nouvelle donne du marché, en ralentissant la production ou en diminuant l’offre sur les biens ou services dont les prix sont bloqués. A long terme, cela peut se traduire par des pénuries sur ces produits essentiels.

Energie Il est prévu d’abolir « la taxe Macron de 10 % sur les factures d’énergie », d’annuler « la hausse programmée du prix du gaz au 1^{er} juillet », et d’instaurer « la gratuité des premiers kilowattheures » électriques. Une « planification écologique » est envisagée.

Cela passe par le vote d’une nouvelle loi énergie climat, par un plan climat à l’horizon 2050, par la structuration de filières françaises et européennes de production d’énergies renouvelables, et par l’isolation complète des logements et de rénovation des bâtiments publics.

La coalition compte revenir sur la fusion entre l’Agence de sûreté nucléaire et l’Institut de recherche sur la sûreté nucléaire. En revanche, motus sur le déploiement ou non d’un nouveau programme nucléaire. Les communistes sont partisans de l’atome, là où les écologistes et les « insoumis » s’y opposent. Les socialistes naviguent dans un entre-deux.

Agriculture Parmi les mesures d’urgence sociale figure l’engagement de « négociations commerciales en garantissant un prix plancher et rémunérateur aux agriculteurs et en taxant les superprofits des agro-industriels et de la grande distribution ». L’instauration d’un prix plancher, point névralgique des manifestations agricoles au début de l’année, est une revendication défendue de longue date par la Confédération paysanne. Elle a été reprise par La France insoumise dans une proposition de loi en novembre 2023, à laquelle la majorité s’était opposée. En février, le gouvernement a souhaité faire entrer cette thématique

dans une révision de la loi EGalim. Tout a été gelé à la suite de la dissolution de l’Assemblée nationale.

Santé L’idée de créer un pôle public du médicament est portée de longue date par les élus communistes et ceux de La France insoumise. Surtout depuis la multiplication des pénuries de médicaments et la prise de conscience, depuis la crise liée au Covid-19, de l’état de dépendance de la France pour la fabrication de traitements essentiels. L’objectif est de reprendre la main sur la gestion des produits de santé et de renforcer les obligations de stocks. ■

SERVICE ÉCONOMIE



Un programme qui inquiète Bercy et le patronat

Bruno Le Maire et le Medef ont fustigé les mesures présentées vendredi, bien qu’elles ne soient pas chiffrées

L’exécutif, qui renvoie dos à dos l’extrême droite et l’extrême gauche, a sauté sur l’occasion. Le programme économique du Nouveau Front populaire alliant les gauches et rendu public vendredi 14 juin, est « *un délire total* », a immédiatement prévenu le ministre de l’économie, Bruno Le Maire, sur Franceinfo, le même jour. « *C’est 1981 puissance dix* », a-t-il assuré, brandissant le spectre du « *retour du chômage de masse* », du « *déclassement* » et de la « *sortie de l’Europe* ». « *Attendez-vous au pire!* », a-t-il averti.

Quoique non chiffré à ce stade, le programme comporte de fait plusieurs mesures susceptibles de faire frémir les budgétaires de son ministère, dans un contexte de dégradation des comptes et de tensions sur les marchés : abrogation des réformes de l’assurance-chômage et des retraites, relèvement de 10 % des aides au logement, sortie des règles budgétaires européennes, création d’emplois aidés, relèvement du point d’indice des fonctionnaires de 10 %, garantie universelle des loyers, augmentation du nombre de fonctionnaires, relèvement des budgets de certains ministères – le sport passerait à 1 % du budget, et la culture à 1 % du produit intérieur brut (PIB).

S’y ajoutent des mesures peu populaires dans le monde économique, non pas du fait de leur coût mais parce que vues comme néfastes. Comme l’indexation des salaires sur l’inflation, accusée d’alimenter la hausse des prix, ou l’augmentation du smic à 1600 euros, dont une partie des économistes affirme qu’elle nuirait à l’emploi. Même chose pour la remise en question du libre-échange, auquel sont généralement attachées les entreprises. Ou le refus des règles budgétaires européennes, qui sous-tendent la monnaie unique et s’appliquent à 27 pays membres. « *On peut toujours promettre qu’on va raser gratis, on peut toujours promettre que le salaire moyen sera à 2 000 euros pour tout le monde, s’est emporté Bruno Le Maire vendredi. Mais, quand on oublie la réalité économique, elle se rappelle à vous.* »

Chantier complexe

Le Nouveau Front populaire, qui promet un budget rectificatif dès cet été pour « *abolir les privilèges des milliardaires* », récusé les accusations de laxisme budgétaire, rappelant que son programme de 2022 était « *bouclé* », autrement dit que les dépenses étaient financées par des recettes nouvelles permettant de réduire le déficit public. Les mesures présentées vendredi proposent ainsi de taxer les plus riches et les grands groupes, et de réduire les niches fiscales.

Les entreprises verraient leurs aides ou allègements de cotisations réduits, et leur fiscalité alourdie, avec une taxation renforcée sur les transactions financières et sur les « *superprofits des agro-industriels et de la grande distribution* ». Les ménages fortunés seraient à nouveau assujettis à l’impôt sur la fortune (ISF), avec un volet climat, à la taxation du capital (suppression de la « *flat tax* »), à l’« *exit tax* » sur les contribuables partis à l’étranger, tandis que l’impôt sur l’héritage serait alourdi en ciblant les gros patrimones. Les prélèvements sociaux sur les salaires les plus hauts seraient relevés, ainsi que sur les revenus financiers que sont les dividendes, la participa-

LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE RÉCUSE LES ACCUSATIONS DE LAXISME BUDGÉTAIRE

tion, l’épargne salariale, et sur les heures supplémentaires.

« *Nous avons dû travailler très vite, en quatre jours*, admet Aurélie Trouvé, députée sortante LFI de Seine-Saint-Denis et enseignante-chercheuse en économie, qui a planché sur le programme avec plusieurs économistes, dont Eric Berr, du collectif les Économistes atterrés. *Nous avions chiffré une partie de ces mesures il y a deux ans. Mais nous n’avons pas comme le gouvernement les services de Bercy qui travaillent pour nous.* » Elle indique néanmoins miser sur plusieurs dizaines de milliards d’euros de recettes avec la « *révolution fiscale* », qui comprend le rétablissement de l’ISF et d’impôts supprimés par la majorité actuelle sur les entreprises (comme la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises), l’alourdissement de la taxe sur les transactions financières, ainsi que l’abrogation des exonérations de cotisations sur les salaires.

« *Nous voulons mettre en place un impôt universel sur les entreprises lié à leur activité réelle en France*, ajoute-t-elle. *Cela rapporterait 40 milliards d’euros.* » Un chantier complexe, sur lequel l’OCDE travaille depuis des années et qui a abouti à l’impôt minimum sur les sociétés entré en vigueur en 2024. Le Nouveau Front populaire compte aussi sur un surcroît de recettes lié à la demande supplémentaire que provoqueraient des hausses de salaires.

Les équipes de campagne Renaissance ont proposé leurs propres estimations de ce programme, dont elles évaluent le coût à 257 milliards d’euros, « *autant que le PIB du Portugal* », affirment-elles. Des mesures comme le relèvement du smic ou l’abrogation de la réforme de l’assurance-chômage conduiraient à « *la destruction de 1,2 million d’emplois* », calculent-elles.

En réalité, tous ces chiffrages, réalisés de part et d’autre sur la base de promesses encore vagues, sont très approximatifs et difficiles à exploiter. Certaines mesures évaluées ne figuraient par exemple plus au programme en fin de journée vendredi, comme la sixième semaine de congés payés, ou la nationalisation du groupe pharmaceutique Sanofi.

Cela n’a pas empêché les milieux patronaux de faire part de leurs inquiétudes. « *L’irrationalité des mesures contenues dans le programme du Nouveau Front populaire, si elles étaient mises en œuvre, conduirait à une explosion des déficits et de la dette et à une perte de confiance dans l’avenir*, indique-t-on au Medef. *La France n’est pas une île et ne peut pas faire comme si elle l’était.* » La Confédération des petites et moyennes entreprises a de son côté évoqué la perspective d’un scénario budgétaire « *identique à celui qu’a connu la Grèce* », fustigeant « *le retour d’une économie administrée prévoyant notamment un blocage des prix, une embauche massive de fonctionnaires et un alignement des salaires sur l’inflation* ». ■

ELSA CONESA

ENTRETIEN

Pendant longtemps, la présidente socialiste de la région Occitanie, Carole Delga, a bataillé contre La France insoumise (LFI), en particulier lors des élections législatives de 2022, où elle a soutenu dans sa région des candidats dissidents à la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes). Face au danger d’une victoire de l’extrême droite aux élections législatives, elle défend le Nouveau Front populaire.

L’accord pour un Nouveau Front populaire vient d’être validé à 95 % par le conseil national du Parti socialiste. Comment cette quasi-unanimité est-elle devenue possible ?

L’histoire nous regarde : l’extrême droite ne doit pas diriger ce pays. La gauche se doit d’être unie et porter un programme qui répond aux préoccupations des Français. Avoir, comme le propose l’arrière-petit-fils de Léon Blum [Antoine Malmoud], une unité d’action pour casser la spirale du désespoir et de la colère, après cette décision cynique d’Emmanuel Macron [de dissoudre l’Assemblée nationale]. Pour casser aussi la voie qu’a tracée le chef de l’Etat en offrant des victoires idéologiques à l’extrême droite, notamment sur la préférence nationale à travers la loi relative à l’immigration. Dans les quinze prochains jours, prouvons au peuple de France que nous avons compris ses angoisses, son sentiment d’abandon, et que nous amenons des réponses en responsabilité. C’est ma seule préoccupation.

Que répondre à ce retournement par lequel le camp présidentiel condamne l’extrême droite pour son manque de sérieux économique et fustige

CHRONIQUE

PAR LAURENT TELO

L’incarnation finale sera forcément imparfaite

François Ruffin a tiré deux fois le premier. D’abord, dimanche 9 juin, au soir des élections européennes, il lance un appel au « *front populaire* » qui fait tilt et mouche : le Nouveau Front populaire, qui s’étend de Jean-Luc Mélenchon à François Hollande, un miracle pour les uns, un attelage contre-nature pour les autres, surgit des cendres de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale archi dominée par La France insoumise (LFI). Ensuite, jeudi 13 juin, sur Franceinfo, le même Ruffin se dit « *prêt* » à devenir premier ministre si l’union de la gauche remporte les élections législatives anticipées, prévues les 30 juin et 7 juillet. Il s’est fait prier par les intervieweurs pour le dire, il ne s’est pas répété depuis. Son entourage l’exhorte à s’afficher rapidement comme l’incontournable visage du rassemblement, mais le député de la Somme sait que donner l’impression de tirer la couverture à soi, dans un moment politiquement très collectif, peut lui être fatal.

Cependant, se pose déjà la question de l’incarnation de l’union. Car à la fin, si victorie il y a, il n’en restera qu’une ou qu’un, à Mâtignon. Qui pour mener le

la gauche sur des fondements moraux, jugeant qu’elle a abandonné les valeurs républicaines ?

Je ne parle pas à Emmanuel Macron, mais aux Français. Les yeux dans les yeux, je leur dis : faites-nous confiance, nous avons bâti un projet solide qui répond à leurs préoccupations. Qui protégera leur pouvoir d’achat. Qui transforme l’école pour qu’elle redevenue un lieu d’émancipation. Qui reconstruit l’hôpital public et porte un projet pour la sécurité, car on entend l’angoisse sur la violence qui ne cesse de monter dans notre société. Il réinvente notre modèle de développement, vers plus de souveraineté industrielle, et mène une transformation écologique populaire. En face, le programme du RN [Rassemblement national] est désastreux. L’extrême droite menace la stabilité dont a besoin notre économie pour générer de la croissance. Elle représente un danger pour l’école, la culture, la liberté d’expression et le vivre-ensemble. Par ailleurs, son accession au pouvoir bouleverserait les équilibres géopolitiques et donnerait une puissance encore amplifiée [au président russe] Vladimir Poutine : elle affaiblirait l’Europe. Au fond, la famille Le Pen nous promet le détricotage de la République. A l’inverse, nous avons un programme qui est financé et rétablit une justice fiscale et sociale, en instaurant l’impôt sur les superprofits et en rétablissant l’ISF [impôt sur la fortune].

Pourtant, de nombreux électeurs de Raphaël Glucksmann aux européennes demeurent réticents à soutenir une alliance avec LFI...

Je comprends et j’ai partagé leur indignation, leur opposition totale aux propos tenus par certains leaders de LFI vis-à-vis d’Israël, de l’Ukraine, de la montée supposée

combat sur les plateaux médiatiques et personifier un programme « *grand écart* » ficelé en quelques heures ? Pour ne pas faire capoter la coalition à cause de querelles d’ego, les responsables des partis désormais partenaires ont décidé d’entretenir le flou le plus longtemps possible.

« *On est une équipe ! On veut marquer des buts collectivement*, a célébré Fabien Roussel, premier secrétaire du Parti communiste français, lors d’une conférence de presse commune, vendredi 14 juin. *En fonction des résultats, on verra qui sera le meilleur* [pour Mâtignon]. » Pas de tête d’affiche, une première historique confrontée à un problème majeur : les électeurs voudront savoir pour qui ils votent.

L’incertitude de l’incarnation peut aussi laisser prospérer l’idée d’un Jean-Luc Mélenchon de nouveau postulant à Mâtignon. En ce début de campagne, les remontées de terrain font état d’un risque de rejet massif du triple ex-candidat à l’élection présidentielle auprès des électeurs de gauche les plus éloignés de la radicalité insoumise, ainsi que des éventuels déçus du macronisme. Les non-investitures brutales,

« DANS CETTE PÉRIODE, IL NE PEUT ÊTRE QUESTION D’EGO NI D’AMBITION PERSONNELLE »

ment résiduelle de l’antisémitisme en France. Mais je veux leur dire que, contre tout cela, nous avons imposé nos conditions dans le programme, avec Raphaël Glucksmann. Sur la question du cessez-le-feu immédiat à Gaza et la reconnaissance des actes terroristes du Hamas, cela figure noir sur blanc dans l’accord, tout comme la lutte contre l’antisémitisme. A toutes les personnes qui font du combat contre l’antisémitisme et le racisme un combat premier, je leur dis que nous serons garants de ces principes, comme nous l’avons toujours été.

Comment analysez-vous les dissensions internes à LFI et cela peut-il mettre en danger l’édifice de la nouvelle union ?

Cela donne une très mauvaise image de notre Nouveau Front populaire. J’ai toujours combattu le sectarisme et je continuerai à soutenir celles et ceux qui en sont victimes. Je tiens à rappeler que l’accord appartient aux forces de gauche et aux forces républicaines. Il appartient à ces citoyens qui nous demandent de gagner face à l’extrême droite. La direction de LFI se met en dehors de la dynamique collective. Nous allons continuer à œuvrer collectivement, avec énergie et responsabilité, pour la réussite du Nouveau Front populaire. Je m’en tiens garante.

L’accord comporte une clause de sanction à l’égard d’éventuels candidats dissidents.

Contrairement à 2022, votre région ne sera plus l’épicentre des dissidences ?

Il n’y aura pas de dissidents de mon fait. Je suis une femme libre, mais de parole. Je dis à mes concitoyens que nous portons ensemble un programme clair qui correspond à mes valeurs et à ce dont la France a besoin.

Même les candidats « insoumis » et Philippe Poutou, candidat du NPA, dans l’Aude, sous la bannière du Nouveau Front populaire ?

Je ne vais pas tomber dans ce genre de mesquinerie, à faire ici un tri entre les candidats. Mais je ne soutiendrai jamais quelqu’un qui a eu un comportement violent ou la moindre ambiguïté dans la lutte contre l’antisémitisme.

Que faire en cas de seconds tours RN-Renaissance ?

J’ai toujours été claire : face à l’extrême droite, au second tour, j’appellerai, comme à chaque fois, à voter pour le candidat républicain qui a la capacité de la battre. J’ai demandé que cette éthique soit partagée par tous au sein du Nouveau Front populaire, qui se doit, entre les deux tours, d’être le front républicain.

Jean-Luc Mélenchon a dit se sentir « capable » d’être premier ministre, mais la question de l’incarnation sera tranchée après les élections... Etes-vous aussi capable ?

En 2022, je n’ai accepté ni le programme de la Nupes, ni le soutien à la candidature [du leader de LFI] Jean-Luc Mélenchon à Mâtignon. Je ne l’accepte toujours pas. Jean-Luc Mélenchon ne sera pas premier ministre. Dans cette période, il ne peut être question d’ego ni d’ambition personnelle. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIE CARRIAT

turné à l’avantage du Parti socialiste, LFI, même si son hégémonie a été rognée, même si elle est secouée par une crise interne dont on mesure encore mal les conséquences demeure le barycentre de la gauche. Elle envoie le plus gros contingent de candidats et ses volontés demeurent prédominantes. C’est donc autour de M. Ruffin, réputé d’avantage social-démocrate que M. Mélenchon, que converge la plus grande « *centralité* » de la nouvelle union.

Qui d’autre ? Raphaël Glucksmann n’était pas présent à la conférence de presse, mais s’est dit prêt « *à mouiller la chemise* » dans la campagne. Clémentine Autain, députée LFI de moins en moins proche de Jean-Luc Mélenchon, et Fabien Roussel, se sont positionnés. Boris Vallaud, président du groupe socialiste à l’Assemblée nationale ? Un ou une écologiste, mais le ou laquelle ? Reste l’hypothèse d’une personnalité issue de la société civile. Raphaël Glucksmann a suggéré Laurent Berger. Pour l’instant, le répondeur téléphonique de l’ancien leader de la CFDT enregistre des appels qui restent sans réponse. ■

Jean-Luc Mélenchon règle ses comptes au sein de LFI

Des figures contestataires de La France insoumise n'ont pas été reconduites pour les législatives anticipées

Jean-Luc Mélenchon avait promis qu'il jetait «*les rancunes à la rivière*» avec la construction du Nouveau Front populaire. Mais, cela ne concernait pas son propre mouvement, La France Insoumise (LFI). A 23 heures, vendredi 14 juin, plusieurs de ses piliers, ont appris, à la faveur de la publication de la liste des candidats pour les investitures, qu'ils n'étaient pas reconduits : Alexis Corbière, Raquel Garrido, Hendrik Davi, Danielle Simonnet ou Frédéric Mathieu. Leur point commun : leur désaccord avec la ligne du vieux chef. «*Tout ça est une purge, une punition politique qui n'a qu'un responsable, Jean-Luc Mélenchon, qui règle ses comptes, s'insurge Alexis Corbière. Et d'ajouter : «Le paradoxe, c'est que notre ligne s'accomplit dans le [Nouveau] Front populaire. Toutes les personnes frappées de la décision sont celles qui n'ont pas voulu la situation de tension*» instaurée par LFI à l'égard de ses partenaires.

«*On ne rend pas la société plus démocratique avec des méthodes pareilles. Même les entreprises privées n'agissent pas de cette façon*», poursuit-il. Dans un mail, le mouvement a justifié son éviction par le besoin de renouvellement avec des personnalités de la société civile. L'ex-compagnon de route de Jean-Luc Mélenchon a décidé de maintenir sa candidature en Seine-Saint-Denis (93), où il aura face à lui Sabrina Ali Benali, compagne à la ville de l'ex-député Arnaud Le Gall, un proche de M. Mélenchon.

Alexis Corbière se montrait inquiet ces derniers jours, et avait pris les devants, repartant en campagne, en organisant une

réunion publique devant 350 personnes. Sa compagne, Raquel Garrido, également élue dans le 93, a elle aussi décidé de continuer. «*On me fait payer le crime de lèse-Mélenchon. C'est du sabotage*», s'est-elle plainte sur X. Pressentant elle aussi un mauvais coup, elle avait lancé sa candidature réunissant 300 concitoyens à Bobigny. «*Je ne me laisserai pas faire*», confiait-elle aux journalistes avant l'annonce des investitures. Frédéric Mathieu, qui avait «*porté une exigence démocratique au sein du mouvement*», repart aussi en campagne, comme Danielle Simonnet. Dans le 20^e arrondissement, celle qui fut aussi une proche de Mélenchon a dénoncé une «*purge des députés engagés pour l'unité*». Cette semaine, elle s'était exprimée devant 300 militants dans sa circonscription. Elle aura face à elle Céline Verzeletti, de la CGT.

Opération de nettoyage

Pour ces exclus, il s'agit d'un nouvel épisode dans l'opération de nettoyage entamée par Jean-Luc Mélenchon fin 2022. Le triple candidat à la présidentielle avait décidé de les écarter de la direction de LFI, lors de sa dernière réorganisation, créant une importante crise interne. Depuis, c'était la guerre des nerfs entre Alexis Corbière, Raquel Garrido, Danielle Simonnet et la direction du mouvement, à laquelle ces derniers reprochaient l'absence de débat en interne, et le bras de fer permanent et les outrances à l'égard de ses anciens partenaires de gauche.

Les relations n'étaient guère meilleures avec Clémentine Autain, que le mouvement a toutefois décidé de réinvestir, peut-être en raison de l'ampleur médiatique prise par l'ex-élue de Seine-Saint-Denis, citée comme candidate possible pour l'élection présidentielle de 2027. Cette dernière dénonce «*la bombe à fragmentation*» lancée par LFI. «*L'extrême droite est aux portes du pouvoir, un rassemblement inédit vient d'être constitué à gauche, et LFI décide de fracturer notre mouvement et d'affaiblir le rassemble-*



Jean-Luc Mélenchon, à Paris, le 9 juin. AGNES DHERBEYS/MYOP POUR «LE MONDE»

ment», a-t-elle tancé sur X. «*J'appelle à ne pas créer du dégoût de la politique. J'appelle au soutien du peuple de gauche et écologiste, attaché au pluralisme et à des méthodes dignes du XXI^e siècle*», s'est-elle émue. LFI a préféré la punir, en écartant l'un de ses proches, Hendrik Davy. Jean-Luc Mélenchon n'a pas non plus osé s'en

prendre à son éternel rival François Ruffin, qui a donné le coup d'envoi le soir de l'élection européenne du 9 juin au Nouveau «*Front populaire*», appelant les partis de gauche à l'unité, choisissant même d'y intégrer la France Insoumise, et prenant l'ascendant sur l'ex-sénateur socialiste. Réinvesti dans la Somme, l'an-

cien journaliste a répondu violemment à LFI : «*Merci, mais je ne vous ai demandé aucune investiture, aucune autorisation. Je ne suis pas passé sous les fourches caudines de votre bêtise, votre sectarisme*», a-t-il écrit sur X. «*Vous préférez un homme qui frappe sa femme, auteur de violences conjugales, à des camarades qui ont*

**ALEXIS CORBIÈRE,
RAQUEL GARRIDO,
HENDRIK DAVI,
DANIELLE SIMONNET
ET FRÉDÉRIC MATHIEU
NE SONT PAS INVESTIS**

l'impudence d'avoir un désaccord avec le grand chef», a-t-il ajouté en référence à Adrien Quatennens, l'ex-dauphin de Jean-Luc Mélenchon, condamné pour violences conjugales, mais réinvesti à Lille.

Ruffin n'échappe toutefois pas à une mesquinerie opérée par LFI, soucieux de casser le front contestataire interne qui s'était constitué depuis deux ans. Guillaume Ancelet, président de son mouvement Picardie Debout, n'a pas, lui, reçu l'investiture Insoumise dans la 5^e circonscription de la Somme, «*écarté à la faveur d'un sabotage LFI*», comme l'a dit le sénateur socialiste Rémi Cardon, dans un message de soutien sur X.

Cette nouvelle purge commence à ébranler le tout Nouveau Front populaire. Dans «*Les Quatre Vérités*», sur France 2, la chef de file des Verts, Marine Tondelier, s'est dite «*extrêmement choquée*» et a dénoncé, samedi matin, une «*purge*», une «*erreur*», «*assez ridicule au vu des enjeux qui sont les nôtres*». «*Il a toujours été clair que les candidats sortants seraient soutenus par le [Nouveau] Front Populaire, La France insoumise fait l'inverse*», a-t-elle lancé, annonçant avoir convoqué les instances de son parti samedi matin. La conseillère d'opposition d'Hénin-Beaumont va discuter de cette décision avec le chef de file du Parti communiste, Fabien Roussel et son homologue du Parti socialiste, Olivier Faure.

Cette crise au sein du Nouveau Front populaire devrait faire la joie du camp présidentiel, en guerre contre l'alliance à gauche et celle du Rassemblement national, aux portes du pouvoir. ■

SANDRINE CASSINI

Une crise qui fragilise l'ensemble du Nouveau Front populaire

La non-investiture des frondeurs de LFI envoie un message désastreux aux électeurs de gauche, qui réclament massivement l'unité

La stratégie d'union de la gauche qui avait fait preuve d'une indéniable efficacité – un accord bouclé en quatre jours, vendredi 14 juin, allant de François Hollande au Nouveau Parti anticapitaliste – a connu, en à peine quelques heures, ses premiers accrocs sérieux. Les fissures dans le Nouveau Front populaire, alliance des formations de gauche pour les élections législatives, ne sont pas apparues entre les organisations politiques qui la composent (notamment La France insoumise, le Parti socialiste, le Parti communiste français et Europe Ecologie-Les Verts), mais au sein de l'une d'entre elles, affaiblissant, de fait, l'ensemble de la construction.

Plusieurs figures de La France insoumise (LFI), considérées comme des frondeurs (Alexis Corbière, Raquel Garrido, Hendrik Davi, Danielle Simonnet, Frédéric Mathieu), n'ont, en effet, pas été investies. Au contraire, Adrien Quatennens, personnalité contestée à gauche depuis sa condamnation pour violences conjugales mais fidèle parmi les fidèles de Jean-Luc Mélenchon, est, lui, bel et bien candidat.

La non-investiture des sortants a tout de suite mis le feu aux poudres, révélant les fragilités de l'atelage de gauche : plusieurs voix ont fait part de leur stupéfaction face à une décision jugée incompréhensible. Pour Clémentine Autain, c'est une «*purge*». François Ruffin parle, lui, de «*bêtise*» et de «*sectarisme*». Eux deux, pourtant frondeurs, ont eu l'investiture.

De la crise ajoutée à la crise

Dans son message sur X, François Ruffin laisse entendre qu'il n'est pas dupe de la démarche : «*Je ne vous ai demandé aucune investiture, aucune autorisation. Je ne suis pas passé sous les fourches caudines de votre bêtise, votre sectarisme. Vous préférez un homme qui frappe sa femme, auteur de violences conjugales, à des camarades qui ont l'impudence d'avoir un désaccord avec le grand chef. Notre démocratie mérite mieux que vous.*»

En clair : l'éviction de certains élus et pas d'autres serait une manœuvre – certes simple mais efficace – de la part de la direction de LFI pour enfoncer un coin dans le camp des frondeurs qui avaient

pris une certaine importance dans le dispositif du Nouveau Front populaire. En effet, depuis 2022, ceux qui ont été écartés du mouvement se parlent, se voient et discutent avec les autres forces de gauche. Ce n'est pas un hasard si c'est François Ruffin qui, le 9 juin, a le premier lancé l'idée d'un «*front populaire*». Il travaille sur cela depuis plusieurs années : ne plaiderait-il pas, dès 2019, pour un «*front populaire écologique et social*» entre «*rouges et verts*» ?

Si, au sein de LFI, l'existence de courant politique est impossible, en les écartant, la direction «*insoumise*» et son leader, Jean-Luc Mélenchon, en avaient créé un de fait. Problème : ils n'avaient plus de prise sur eux. Jusqu'à vendredi et les investitures. Leur retirer est le seul moyen de se débarrasser d'eux politiquement.

Reste une interrogation : pourquoi procéder à «*ce règlement de comptes mesquin*», selon le mot d'Alexis Corbière, maintenant alors que la gauche a su s'unir face à un Rassemblement national plus fort que jamais ? Tout le monde le sait : cette décision va parasiter les premiers pas du Nouveau Front populaire, en-

voyant un message désastreux aux électeurs de gauche qui réclament massivement non seulement l'unité, mais aussi que les responsables politiques mettent de côté pendant trois semaines – jusqu'au 7 juillet, date du second tour – des querelles qui apparaissent à tous comme picrocholines.

Le risque de cette crise à La France insoumise est qu'elle se propage à l'ensemble de l'édifice politique du Nouveau Front populaire. Les chefs de parti vont être obligés de se prononcer, et donc forcément d'ajouter de la crise à la crise. On ne peut que se demander : n'est-ce pas l'effet recherché ? Car le Nouveau Front populaire correspondait à une dynamique inverse de celle qui a

**« JE NE SUIS PAS PASSÉ
SOUS LES FOURCHES
CAUDINES DE VOTRE
BÊTISE, DE VOTRE
SECTARISME »**

FRANÇOIS RUFFIN
candidat dans la Somme

présidé à la naissance de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale en 2022. A l'époque, Jean-Luc Mélenchon était dans une position hégémonique à gauche : fort de ses 22 % de voix à la présidentielle, il pouvait revendiquer, sans contestation possible, le leadership de l'union.

Aujourd'hui, les choses ont changé. Outre les résultats des européennes, où la liste de Marion Aubry est arrivée derrière celle du socialiste Raphaël Glucksmann (avec 9,9 % des voix, contre 13,8 %), son propre camp est fracturé depuis longtemps. En plus de la mise à l'écart des frondeurs, sa campagne des élections européennes, quasi uniquement centrée sur la guerre à Gaza, n'a pas convaincu tous les «*insoumis*». Les accusations d'antisémitisme visant certains membres de LFI – notamment M. Mélenchon – ont aussi semé le trouble.

Ses déclarations du 12 juin sur France 2, où il disait «*[se] sen[tir] capable d'être premier ministre*», constituaient une sorte de ballon d'essai pour voir comment cette idée était accueillie. Au regard de la fraîcheur des réactions, l'ancien sénateur socialiste a vite ré-

tropédaillé, laissant le passage à François Ruffin. Autrement dit : M. Mélenchon n'était plus le cœur de l'alliance. Encore moins depuis que François Hollande et Raphaël Glucksmann, tous deux extrêmement critiques envers M. Mélenchon et LFI, ont décidé, vendredi 15 juin, de soutenir la démarche unitaire.

De même, l'arrivée d'Aurélien Rousseau, ancien ministre macroniste de la santé, va également dans le sens du renforcement du pôle social-démocrate de l'atelage. Enfin, les socialistes comptent bien envoyer plus de députés à l'Assemblée nationale et voir leur groupe passer devant celui des «*insoumis*», ce qui inverserait durablement le rapport de force interne à la gauche.

Jean-Luc Mélenchon et ses soutiens se trouvent devant un choix : soit renforcer le Nouveau Front populaire en jouant la carte de l'apaisement et de l'unité en réintégrant les cinq sortants frondeurs (ou en ne présentant finalement personne face à eux). Ou alors camper sur leurs positions, au risque de fracturer l'ensemble de l'édifice. ■

ABEL MESTRE

Le macronisme au risque de la disparition

Le Nouveau Front populaire a constitué une profonde déconvenue pour Emmanuel Macron, qui parie toujours sur la désunion de la gauche

Une semaine après l'annonce par Emmanuel Macron de la dissolution de l'Assemblée nationale, les raisons de cette décision sont loin d'être limpides. Le président de la République a évidemment toute légitimité pour convoquer des élections législatives anticipées, en vertu de l'article 12 de la Constitution. Encore ce geste fort – «*On ne peut pas faire plus solennel et plus fort*», s'enorgueillissait-il lors de sa conférence de presse, mercredi 12 juin – doit-il être compris des Français, appelés aux urnes les 30 juin et 7 juillet.

Trois raisons ont été avancées par le chef de l'Etat, puis par son entourage, pour convaincre qu'il ne s'agit ni d'un acte insensé ni d'un caprice personnel. Il a d'abord été expliqué que l'«*équation parlementaire*», entre majorité relative et «*désordre*» dans l'Hémicycle, était devenue «*difficilement tenable*». Or, depuis 2022, ni la majorité relative ni le désordre n'ont empêché la première ministre Elisabeth Borne de faire passer plus de cinquante

textes en presque vingt mois, ce qu'elle ne s'est pas privée de rappeler devant les députés Renaissance, au lendemain de la dissolution. Son successeur, Gabriel Attal, envisageait d'ailleurs avec sérénité de poursuivre dans cette voie. Epreuve nerveuse pour l'exécutif, cette situation était sans doute moins mauvaise que celle de la prochaine Assemblée nationale: la tripartition pourrait déboucher sur une situation de blocage autrement aiguë, sans possibilité de dissoudre avant un an.

Il a ensuite été argué que le vote d'une motion de censure à l'automne était «*inéluctable*». Le président du groupe Les Républicains (LR) Eric Ciotti en aurait fait la confiance à l'ancien président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand, qui en aurait informé l'Elysée... Le fait qu'il soit nécessaire de réunir les signatures de 58 députés et que le groupe LR n'en compte que 61 rendait pourtant cette perspective hautement improbable, alors qu'un tiers du groupe n'était pas favorable au dépôt d'une motion. En outre,

une dissolution décidée à l'automne à la suite de l'adoption d'une motion de censure aurait été, elle, parfaitement logique et compréhensible.

Une erreur d'analyse

Enfin a été avancé le «*vote sur l'Europe*» du 9 juin, qui est «*clair*», pour Emmanuel Macron. Avec près de 40 % pour les forces d'extrême droite, un score il est vrai inédit, «*nous devons apporter une réponse démocratique*», a-t-il jugé, sans qu'on voie pour autant le lien de causalité entre européennes et dissolution. Cette dissolution «*à chaud*», après une défaite électorale, est une première sous la V^e République. L'élection des eurodéputés n'a jamais bousculé la vie politique nationale. En 2014, l'échec cuisant de la liste conduite par le chef de file du Parti socialiste (PS) Jean-Christophe Cambadélis (14 % des voix), arrivée troisième, derrière celles du Front national (25 %) et de l'Union pour un mouvement populaire (21 %), alors que François Hollande était au pouvoir depuis deux ans, n'a eu

d'autre conséquence que le départ d'une secrétaire d'Etat et l'arrivée de deux autres.

L'explication «*rationnelle*» de cette dissolution surprise est donc ailleurs. Bridé depuis deux ans par l'absence de majorité absolue, hostile à l'idée de bâtir une quelconque coalition avec un parti républicain, Emmanuel Macron a voulu provoquer un «*moment de la clarification*» politique à son profit. Les divisions manifestes au sein de la droite républicaine et l'animosité particulièrement forte qui s'était révélée pendant la campagne électorale entre les partis de gauche lui offraient la possibilité, a-t-il calculé, de conquérir la majorité absolue à l'Assemblée nationale. La situation était mûre. Le camp présidentiel apparaîtrait, entre une gauche déchirée et une droite coupée en deux, comme la «*force d'apaisement*», selon le terme d'un conseiller du chef de l'Etat. Le calendrier volontairement resserré des élections législatives, vingt jours seulement pour investir les candidats et faire campagne, ne laisserait pas le temps aux partis de gauche de se rassembler. Et l'absence d'accord à gauche lui permettrait d'attirer à lui les électeurs sociaux-démocrates de Raphaël Glucksmann (13,8 %).

Ce coup de poker, inspiré par un sentiment tenace d'infailibilité, repose toutefois sur une erreur d'analyse. A gauche, l'impératif de l'union est encore vivace. «*Quand on n'a pas d'idée à gauche, on est pour l'union, c'est pavlovien*», moque l'ancien député PS Gilles Savary. Aussi a-t-on vu cette semaine les partis qui étaient profondément divisés

PRIS EN ÉTAU, LE PARTI PRÉSIDENTIEL APPARAÎT COMME UN VOTE INUTILE POUR FAIRE BARRAGE À L'EXTRÊME DROITE

pendant la campagne des européennes, sur des questions de fond comme les guerres en Ukraine et à Gaza, parvenir à un accord en quatre jours. Et devenir, dans les sondages, la deuxième force politique derrière le Rassemblement national (RN). Avec la dissolution, Emmanuel Macron offre à la gauche unie – bien que des premières dissensions au sein de La France insoumise dès le 15 juin pourraient entraîner des candidatures dissidentes – la possibilité de devenir la deuxième composante de l'Assemblée nationale.

Sauve-qui-peut

Car ces élections législatives interviennent à un moment où le parti présidentiel Renaissance (15 % aux élections européennes) est particulièrement affaibli. Alors que le RN devrait être présent dans un nombre sans précédent de seconds tours, le parti du président, peu implanté dans les territoires, pourrait perdre une centaine de sièges au moins (sur 249). Pris en étau entre le Rassemblement national et le Nouveau Front populaire, le parti du président de la République apparaît comme un vote inutile pour faire

barrage à l'extrême droite. En décidant la dissolution, Emmanuel Macron a donc pris le risque d'aboutir, le 7 juillet au soir, au pire des scénarios: l'effondrement de son parti et une majorité relative pour le RN à l'Assemblée nationale.

Les macronistes tentent ces jours-ci de s'accorder avec la droite modérée en nouant des accords localement, pour faire barrage ici au Rassemblement national, là au Nouveau Front populaire. Tandis qu'Edouard Philippe, président d'Horizons, essaie d'avancer ses pions et de marquer sa différence en travaillant à la construction d'une «*majorité parlementaire*» dans la prochaine Assemblée, qui irait «*de la droite conservatrice aux sociaux-démocrates*».

Un sauve-qui-peut face à la vague RN, tandis que le chef de l'Etat se projette déjà dans une situation de cohabitation. Ainsi faisait-il remarquer jeudi 13 juin, en marge du G7, en Italie, que «*sur les sujets internationaux et de défense, la parole de la France est engagée par le président de la République*», pas par le premier ministre. Lui-même entend bien se maintenir à l'Elysée jusqu'au «*printemps 2027*», dit-il, quel que soit le résultat des urnes. Il se dit en coulisse qu'Emmanuel Macron souhaite la cohabitation avec les amis de Marine Le Pen, qui lui permettra de faire rempart de son corps pour protéger la République en danger et, ainsi, de se refaire une santé politique. Qu'il y parvienne ou pas, les élections législatives devraient en tout cas acter la fin du macronisme. ■

NATHALIE SEGAUNES

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/24
Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

Reproduction interdite

Lit coffre
Topper
790€
En 140 x 190

Lit coffre
Topper + matelas
1290€
En 140 x 190
Matelas Câlín
Dunlopillo 20 cm

5 coloris bois au choix
Structure MDF. Matelas mousse hybride 35kg/m³. Ecopart 10 € incluse
Prix hors tête de lit et hors livraison. Photos non contractuelles

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Paris 15 : 66 rue de la Convention, 7J/7, 01 40 59 02 10, M° Charles Michels
Paris 15 : 37 rue du Commerce, du mardi au samedi, 01 45 75 29 98, M° Emile Zola ou La Motte-Picquet - Grenelle
Paris 12 : 56-60 cours de Vincennes, 7J/7, 01 43 41 80 93, M° Nation

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE

La maison recherche également bien d'autres produits
Déplacements réguliers et gracieux dans toute la France
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maison-charles-antique.fr

ROUILLAC
Commissaires-Priseurs
Experts près la Cour d'Appel

Une famille au cœur du marché de l'art

01 45 44 34 34
rouillac.com

Le Monde

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS
LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?
marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

LE PLUS GRAND ESPACE TABLE & CHAISE DE REPAS À PARIS

Ruban, extensible jusqu'à 10 couverts
L 180 > 280 cm
2608€
Hors livraison

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Bonaldo, Bontempi, Calligaris, Celio, Mobliberica, Sovet...
145-147 rue St-Charles Paris 15, M° Charles Michels, 01 45 75 02 81
63 rue de la Convention Paris 15, M° Charles Michels, 01 45 77 80 40
Canapés, literie, mobilier sur 3000 m² : nos adresses sur www.topper.fr

Ambassade de l'Équateur

AVIS DE VENTE AUX ENCHÈRES

PEUGEOT 508, BERLINE 2.0, 2012, mauvais état

Valeur de base de la vente aux enchères : 4 900 euros.

La vente aux enchères aura lieu le 25 juin 2024, à 12 h 00 à l'Ambassade de l'Équateur en France, 50, rue Copernic, 75116 Paris.

Les offres seront reçues dans des enveloppes scellées jusqu'au 24 juin à 16 h 00.

Le véhicule peut être vu sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10 h 00 à 13 h 00 et de 14 h 00 à 16 h 00.

Pour plus d'informations : eeufrancia@cancilleria.gob.ec 01 45 61 10 21

ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS
ET EXPERTISES

Participant à Affaire conclue.

«ART D'ASIE»: CHINE, VIETNAM ET MOYEN-ORIENT

06 07 55 42 30 - P. MORCOS

EXPERT : COMPAGNIE NATIONALE DES EXPERTS

* Porcelaines et Bronzes * Cristal de Roche * Corail et Ivoires Anc.
* Jade blanc et couleurs * Cornes et Laques
* Peintures et Tissus anc. * Peintures et panneaux laqués du Vietnam

DÉPLACEMENTS PARIS - PROVINCE - morcospatrick@orange.fr

Face à l'arrivée possible du RN, des cadres de l'Etat « tétanisés »

Alors qu'un gouvernement d'extrême droite paraît désormais possible après les législatives, les hauts fonctionnaires s'interrogent sur la conduite à tenir, déchirés entre obligation de continuité et conscience personnelle

ENQUÊTE

M ercredi 12 juin, trois jours après la déflagration provoquée par la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer des élections législatives anticipées, des conseillers d'Etat de la « section de l'intérieur » du Palais-Royal se réunissent, l'air soucieux. Que feront-ils, s'ils ont à plancher sur des projets de loi estampillés Rassemblement national (RN) ? Au hasard, un texte réservant les logements sociaux aux Français, promesse du parti d'extrême droite ? « On dira que c'est contraire à la Constitution », anticipe un maître des requêtes expérimenté. « C'est sûr qu'il y aura des éléments de préférence nationale. Comme en 1940, le Conseil d'Etat s'aplatira, avec la peur de sembler peser sur le cours des choses », s'étouffe un juge administratif, déterminé à déguerpir en cas de victoire du RN, le 7 juillet.

Depuis dimanche, les hauts fonctionnaires décrivent une atmosphère de compte à rebours avant l'impact d'une météorite, qui verraient entrer le président du RN, Jordan Bardella, 28 ans, à l'Hôtel de Matignon, et la France se doter de ministres du parti fondé par Jean-Marie Le Pen. Partir ou rester ? Une quinzaine d'années que ce questionnement taraude les cadres des ministères à mesure que l'extrême droite progresse dans le pays. Plus que quelques semaines pour mettre en balance obligation de continuité et conscience personnelle. Déjà, ils imaginent l'arrivée possible des hommes de Marine Le Pen et Jordan Bardella dans certains des quelque 600 emplois supérieurs de l'Etat, que le gouvernement nomme en conseil des ministres.

Le RN dit vouloir attendre la fin des Jeux olympiques avant de changer les rouages utiles à cette grande fête populaire, dont le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez. Mais il a en tête la quinzaine de postes les plus sensibles : patron du renseignement, directeur de la police nationale, du Trésor ou du budget. Et a déjà fleché pour ses proches les places de directeur de cabinet de Matignon, directeur de cabinet du ministère de l'intérieur et secrétaire général du gouvernement, véritables tours de contrôle de l'appareil d'Etat.

« On n'est pas par principe pour le spoils system [pratique américaine qui consiste à remplacer des fonctionnaires en place par des fidèles], mais il faut aux postes-clés des gens totalement loyaux et pas anti-RN », argue le Versailles catho tradi Renaud Labaye, bras droit de Marine Le Pen à l'Assemblée nationale et pièce maîtresse de l'ombre formée à Saint-Cyr et à HEC. Ceux qui voudraient freiner ou empêcher, ceux qui ne sont pas disposés à appliquer totalement notre politique seront remplacés, c'est certain. »

Entre les murs lambrissés de la Cour des comptes, Pierre Moscovici imagine l'institution qu'il préside comme « un corps de refuge », où ses magistrats détachés pourront rentrer dès le 8 juillet – quelques-uns l'ont déjà appelé pour revenir. Lui-même avait fait ce choix, en mars 1993, quand la victoire de

la droite aux législatives avait débouché sur la cohabitation Mitterrand-Balladur. La publication des rapports, souvent épicés, vient d'être suspendue le temps de la campagne pour ne pas influencer le débat. Ensuite, « nous continuerons notre office quoi qu'il arrive, pas pour servir le pouvoir, mais pour remplir la fonction de la Cour, informer les citoyens », positive le premier président.

Mais en privé, Pierre Moscovici se tracas. « Quand tout fout le camp, il reste les institutions, veut croire l'ancien ministre socialiste de l'économie de François Hollande. En quarante ans de vie politique, je n'ai jamais vu un truc pareil. Je me muscle le cerveau, je me bronze l'âme, pour le pire. Quand l'illibéralisme attaque, il le fait toujours contre les médias et les juges. Il faut être prêt à résister. » Résister, mais comment ? A ses yeux, les cadres supérieurs de l'Etat se classent en trois types : ceux qui, refusant de servir un gouvernement RN, démissionneront ou retourneront dans leur corps d'origine ; ceux qui resteront, avec l'espoir de peser de l'intérieur pour préserver les principes républicains ; ceux qui s'en tiendront à leur rôle, servir un gouvernement démocratiquement élu, parfois par adhésion aux thèses du RN.

Dans les ministères, les uns et les autres s'épient, en se demandant à quelle catégorie ils appartiennent. « On sent une tétanisation, un abattement, une chape de silence. C'est un signal de peur, témoigne Mylène Jacquot, secrétaire générale de la CFDT Fonctions publiques, conservatrice de bibliothèque. Cela fait un moment que ça tangue. Après le conflit des retraites, il y a eu un désengagement. Depuis la loi "immigration", il suffit qu'on soit à l'abri des oreilles, dans les couloirs, pour qu'on nous en parle spontanément. Des cadres supérieurs de l'Etat, dans les ministères sociaux et à Bercy, nous interrogent : est-ce qu'on reste ? »

« L'ATMOSPHÈRE A BEAUCOUP CHANGÉ »

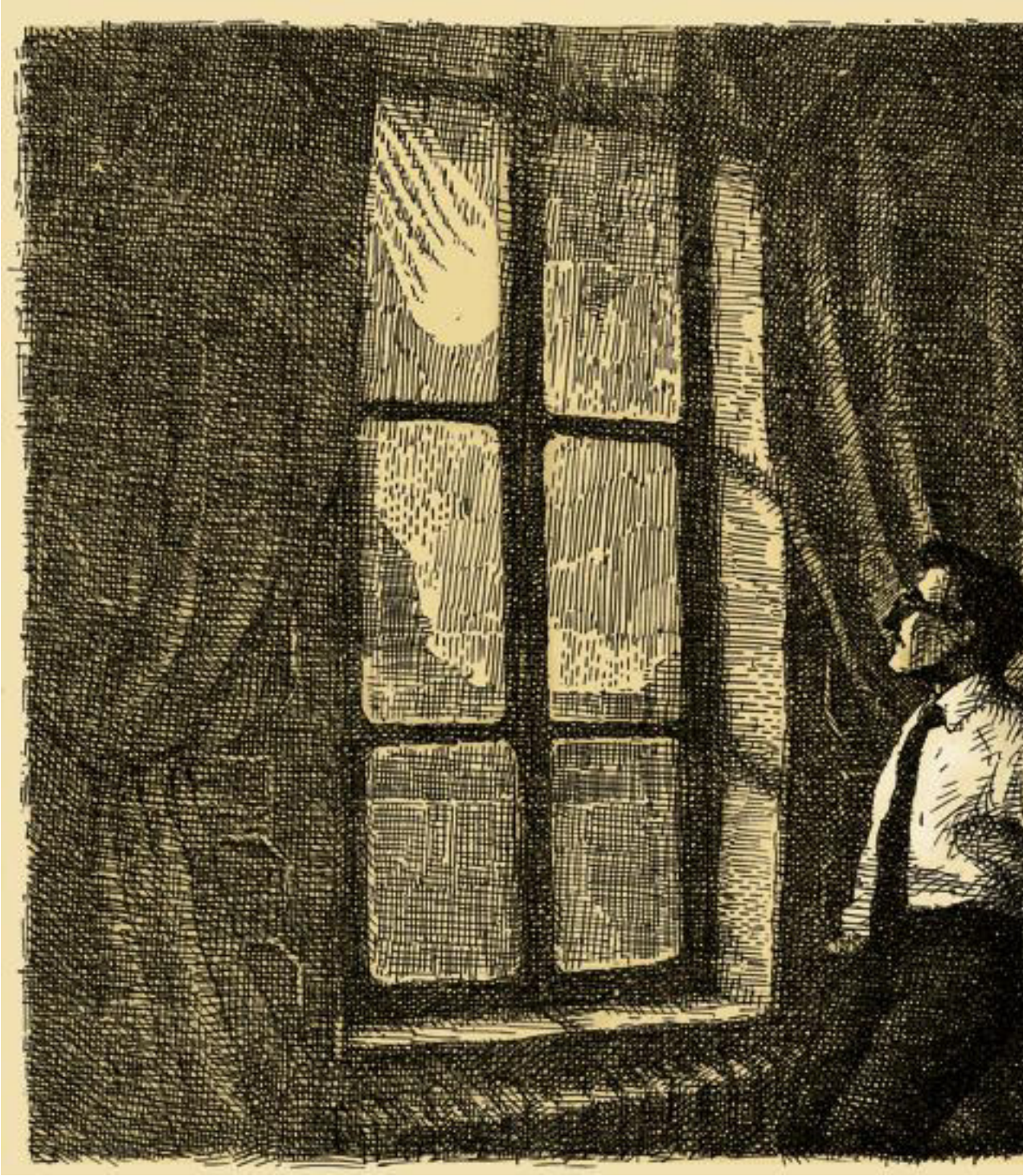
La CFDT ne donnera pas de mot d'ordre aux fonctionnaires, malgré l'inquiétude face à cette « force politique sans expérience et avec des positions idéologiques mortifères pour la démocratie et la paix sociale ». « Tous les résistants n'étaient pas dans le maquis, se rassure l'élue syndicale. Et une majorité de nos adhérents ne sont pas cadres supérieurs, ce sont ceux qui en ont les moyens qui peuvent partir... » Jeudi, une centaine de cadres de l'éducation nationale ont signé une pétition pour avertir : « Nous n'obéirons pas » à un « projet politique funeste ».

Mais qu'il semble loin, ce temps où les hauts fonctionnaires faisaient circuler des e-mails à tout-va pour prendre position contre Marine Le Pen, avant même le premier tour de l'élection présidentielle de 2017 ! « Je ne servirai pas un Etat Front national [l'ancien nom du RN]. Je démissionnerai », avait clamé le juge Serge Portelli, alors président de la chambre près la cour d'appel de Versailles.

L'ambassadeur de France au Japon, Thierry Dana, avait publié une tribune dans Le Monde, en mars 2017, intitulée « Madame Le Pen, je refuserai de servir la diplomatie du Front national ». Gérard Araud l'avait soutenu. « L'atmosphère a beaucoup changé, confie aujourd'hui l'ancien ambassadeur de France en Israël et aux Etats-Unis. Le risque

« IL FAUT AUX POSTES-CLÉS DES GENS TOTALEMENT LOYAUX. CEUX QUI VOUDRAIENT FREINER LE DÉPLOIEMENT D'UNE POLITIQUE SERONT REMPLACÉS »

RENAUD LABAYE
ex-secrétaire général du groupe RN à l'Assemblée



est d'apparaître comme les élites qui prennent parti face au petit peuple qui vote. C'est atterrant de se retrouver dans cette situation, mais ça y est, le train est parti. »

Une anecdote ? Au Palais-Royal, fin mars, on s'étrangle en lisant les œillades au RN distillées sur les réseaux sociaux par Arno Klarsfeld, fils des chasseurs de nazis Serge et Beate Klarsfeld, ancien avocat nommé conseiller d'Etat sous Nicolas Sarkozy. Une poignée de conseillers d'Etat alertent le vice-président de la haute juridiction administrative, Didier Tabuteau. Ce dernier n'intervient pas.

« Ils tiquent parce que ce n'est pas leur position, mais ils n'ont pas à tiquer, minimise Arno Klarsfeld auprès du Monde, en précisant qu'il ne s'exprime pas au nom du Conseil d'Etat. Je dis que Marine Le Pen a changé, elle n'est pas raciste et antisémite, La France insoumise [LFI] est antisémite derrière un voile diaphane antisioniste. Entre [Jean-Luc] Mélenchon [le leader de LFI] et le RN, je choisis sans hésiter le Front national. » En 2017, le même Arno Klarsfeld expliquait à L'Obs qu'« il y aura une purge » sous un gouvernement aux couleurs du Front national. « Tous les régimes d'extrême droite l'ont fait et ont apporté le malheur aux peuples, s'inquiétait-il. Il faudra que je m'en aille. »

Autre signe relevé dans les grands corps, le « coming out » de Daniel Keller, ancien maître du Grand Orient de France, la première obédience maçonnique du pays, et ex-président de l'association des anciens élèves de l'ENA, qui apparaît sur le site d'Opinion internationale, mardi 11 juin : « Si le peuple veut le RN au pouvoir, les élites françaises devront l'aider. » « Il n'y a qu'un seul souverain, c'est le peuple, les élites administratives devront être loyalistes, développe-t-il auprès du Monde. Le programme du RN respecte-t-il l'Etat de droit ? Je le pense. Il répond aux demandes des électeurs sur l'immigration ou la politique pénale. Je ne suis pas a priori inquiet, sauf sur le réalisme économique, avec des taux d'intérêt qui risquent d'être multipliés par trois dans une situation budgétaire difficile. »

L'ancien haut fonctionnaire devenu salarié du groupe mutualiste Malakoff Humanis se réfère au sondeur Jérôme Sainte-Marie, responsable de la formation des cadres au RN et candidat RN aux législatives dans les Hautes-Alpes, et reprend la rhétorique lepéniste inspirée de l'essayiste britannique David Goodhart, qui oppose les « enracinés » aux « nomades ». « J'ai la chance d'appartenir à l'uni-

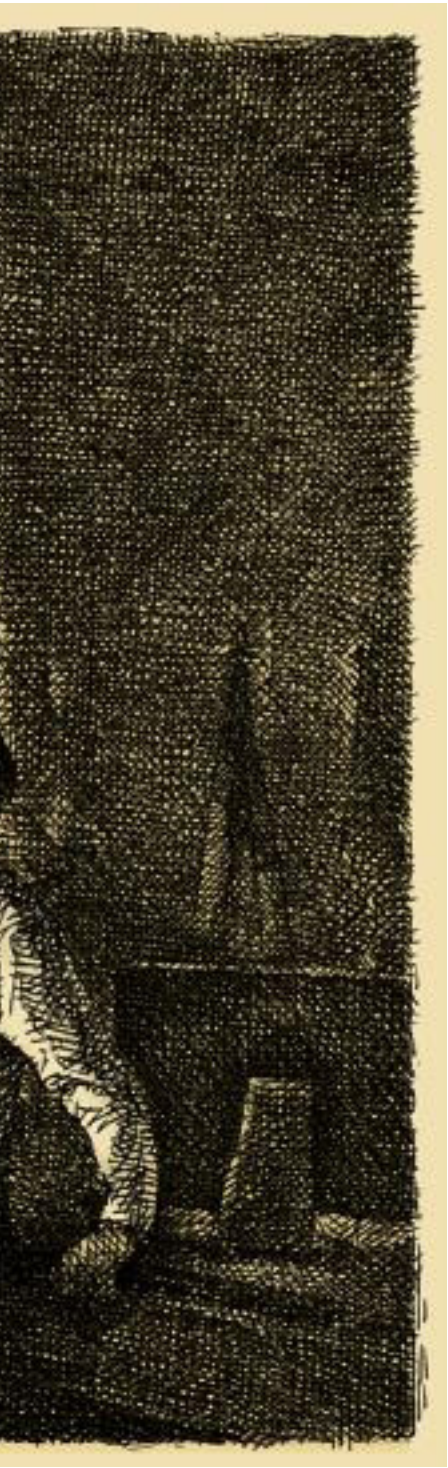
vers des "people of nowhere" [les « gens de nulle part »], mais j'ai des racines auxquelles je suis attaché, dit Daniel Keller, natif du Massif central. L'électrochoc de dimanche devrait faire bouger les lignes, il y a matière à revoir certains principes au nom de la construction européenne. » Une position qui fait bondir au Grand Orient de France, loge que Daniel Keller qualifie d'institution totalitaire : trois jours plus tard, il vire de bord dans une deuxième interview à Opinion internationale, pour assurer à « la communauté des francs-maçons » qu'il faut « empêcher que le RN soit le grand vainqueur ».

UNE VAGUE DE DÉPARTS PARAÎT ILLUSOIRE

Plus discrets, sous leur casquette incarnant l'autorité étatique, les préfets sont en première ligne. Combien défendraient avec entraînement, aux cérémonies du 14-juillet, la politique d'un gouvernement Bardella ? A l'inverse, combien imiteraient Philippe de Villiers, sous-préfet qui se mit en disponibilité un soir de juillet 1981, après la victoire triomphale de François Mitterrand ? « Le rire me gagne quand j'entends dire aujourd'hui que la fonction préfectorale est neutre », avait-il lancé dans la cour de la sous-préfecture de Vendôme (Loir-et-Cher), avant de prôner le « combat spirituel » gramscien.

A entendre une petite dizaine de préfets aux quatre coins du pays, une vague massive de départs apparaît illusoire. « Tous ceux qui auront servi ne seront pas dégaçés, mais il n'y a pas de présomption de loyauté non plus », prévient Renaud Labaye, pour dire que le RN attendrait des gages dès le lendemain d'une victoire. Référence, entre autres, aux préfets issus de l'ère Macron : François-Xavier Lauch, préfet de l'Hérault, ancien chef de cabinet à l'Elysée ; Jean-Marie Girier, préfet de la Vienne, qui a dirigé la campagne d'Emmanuel Macron de 2017, ou encore Joseph Zimet, ex-préfet de la Haute-Marne à la tête de la cellule de crise pour les réfugiés ukrainiens, ancien conseiller à la communication de l'Elysée.

Les « états d'âme » sont bannis dans ce corps loyal et muet, mais sous le couvert de l'anonymat, c'est une autre histoire. Un préfet qui adore sa mission dans son département confesse, la mort dans l'âme : « Je ne peux pas mettre en œuvre la politique du RN. Un préfet est obligé de dire "grâce au gouvernement" tout le temps, devant les élus, les syndicats, les entreprises. Parfois, [le ministre de l'intérieur, Gérard] Darmanin me casse les



SERGIO AQUINO

pieds mais je n'ai pas honte de travailler pour lui. Je suis profondément attaché à la République sociale, laïque, émancipatrice. Le RN est l'héritier de Vichy et de l'OAS, un parti dont le fonds de commerce est d'exciter la haine de l'étranger, de parler à la colère des gens. La République parle à la raison, au citoyen. Moi, je ne pourrais pas être préfet de ça. »

Dans un tel scénario, des lettres de démission atterriront, de l'autre côté de la Seine, sur le bureau d'Emmanuel Macron, sans éclat ni fracas. « Avec un parti pro-Poutine à Matignon, on abandonnerait les Ukrainiens ? Je n'en dors pas », souffle un haut cadre du ministère de l'intérieur, qui fait partie de ceux-là. L'alternance offrirait au gouvernement des manettes stratégiques. Le ministre des armées, Sébastien Lecornu, le sait, lui qui signe les actes de cession de matériel militaire à l'Ukraine, une griffe qui ne peut être déléguée pour protéger la souveraineté de l'armée française. A Bercy, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, n'a qu'un ordre à donner pour stopper le virement des milliards d'euros vers Bruxelles, alors que le RN promet de « rendre l'argent aux Français » en baissant la contribution nette à l'Union européenne pour réduire la TVA sur l'énergie.

Malgré l'embarras, beaucoup citent l'impératif de faire tourner la machine, en pleine crise budgétaire et à la veille des Jeux olympiques, qui se dérouleront sous l'œil du monde entier, du 26 juillet au 11 août. « Partir ou rester, c'est un choix très personnel, qui n'est pas simple. Il faut bien que quelqu'un collecte l'impôt ou fasse un budget, les directeurs ont des équipes en dessous », soupèse Catherine Sueur, qui dirige l'inspection générale des finances, le corps d'origine d'Emmanuel Macron, et a reçu quelques demandes de retours. Ici et là, les patrons d'administration s'attendent à une « longue période d'instabilité », qui pourrait réclamer du temps pour composer un gouvernement et étirer la gestion des affaires courantes durant l'été. Avec l'urgence de reprendre la fabrication de la loi de finances, dans un climat où les taux d'intérêt grimpent dangereusement depuis dimanche.

D'autres – nombreux – se savent « sur la liste », mais attendront de se faire débarquer, issue inévitable à leurs yeux. Didier Leschi, préfet chevénementiste, à la tête de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, prévient qu'« il est bien clair que je n'appliquerai pas des politiques qui ne sont

pas conformes à mon éthique républicaine ». « Comment organise-t-on la résistance ? On ne peut pas penser que la République sera la même avec une majorité RN à l'Assemblée, poursuit l'ancien chef du bureau central des cultes au ministère de l'intérieur. On ne peut pas être dans l'état d'esprit de ces historiens qui affirment que l'arrivée au pouvoir du colonel de La Rocque [1885-1946, figure majeure de l'extrême droite française des années 1930] n'aurait pas mis en danger la République. »

Une ère de cohabitation ouvrirait un bras de fer inédit autour des nominations, entre un président de la République affaibli, dans l'impossibilité de se représenter, à l'inverse de Chirac ou Mitterrand, et un premier ministre d'un parti nationaliste et antisystème, à la filiation antirépublicaine. « Je ne veux pas donner les clés à l'extrême droite en 2027 », a lancé Emmanuel Macron, mercredi à l'Elysée, mais « permettre de gouverner à des forces politiques qui auront été choisies par les Français », invoquant la Constitution pour écarter toute démission. Cette même Constitution qui dispose que le président nomme sur proposition du premier ministre.

Dominique Marcel, qui a vécu deux cohabitations, l'une à l'Elysée comme conseiller économique de François Mitterrand, l'autre à Matignon comme directeur de cabinet adjoint de Lionel Jospin, rassure ainsi un préfet inquiet : en 1986 comme en 1993, l'Elysée et Matignon trouvaient des compromis. « Mais ce ne serait pas le même type de cohabitation avec le RN ! Mitterrand, Chirac, Jospin avaient l'expérience de l'Etat, de vastes réseaux, ils partageaient une culture commune, tout ce qui ne caractérise pas le RN », note Luc Rouban, sociologue des fonctions publiques. Au parti d'extrême droite, Renaud Labaye manie le « en même temps » : « On veut des compétences, mais on ne veut pas reprendre les mêmes et on recommence. »

« MACRON SE TROUVERA PIÉGÉ »

Emmanuel Macron serait-il simple « notaire » qui « doit signer », selon la formule de François Mitterrand en 1986 à propos des lois en cohabitation ? « Intuitivement, le président garderait la main », suppose le communicant de Publicis Clément Leonarduzzi, ex-conseiller spécial d'Emmanuel Macron, ajoutant qu'il « ne se met pas dans cette optique-là ». Dimension inexplorée à l'Elysée, où il n'est pas rare que le chef de l'Etat écarte d'un geste ceux dont il doute de la loyauté, rayant d'un trait de plume le nom d'Aurélien Rousseau dans les projets de nomination ou de décoration depuis que l'ex-ministre de la santé, opposé à la loi sur l'immigration, a démissionné en décembre 2023. Mais, « si le président empêche des nominations, le RN orchestrera son message pour dire : "Macron nous prive des moyens d'agir, élisez-nous et donnez-nous tous les pouvoirs en 2027", complète un recteur de premier plan. Il se trouvera piégé. »

La patiente séduction du Front national vis-à-vis des hauts fonctionnaires est ancienne, de l'idéologue identitaire Jean-Yves Le Gallou à l'énarque souverainiste Florian Philippot. Mais c'est peu après avoir changé le nom du Front national, parti populiste qui cible l'« oligarchie », que le Rassemblement national renverse son discours sur l'Etat, prenant à rebours ce président énarque et déterminé à dynamiter les cursus honorum. « Je crois, pour ma part, au modèle administratif français », écrivait Marine Le Pen en mai 2021, dans une lettre aux préfets, brossant dans le sens du poil la noblesse d'Etat.

Une à une, les prises du RN ont agi comme des appâts. Dernière en date, celle d'Eric Ciotti, le président du parti Les Républicains dont l'expulsion a été suspendue par la justice, est citée au sein des administrations comme une caution venue de la droite républicaine, malgré le tollé déclenché par son alliance solitaire avec l'extrême droite. Proche du préfet Christophe Noël du Payrat, en Ile-de-France, et d'Hugues Moutouh, dans les Alpes-Maritimes, comme d'autres membres des ministères régaliens qu'il recevait à la questure de l'Assemblée, le député des Alpes-Maritime exclu de LR a pour dernier compagnon le général Christophe Gomart, qui vient d'être élu député européen. Un militaire qui s'affiche en uniforme sur sa propagande électorale, malgré le souvenir exécrable qu'il a laissé à la direction générale de la sécurité extérieure, où l'ancien chef de corps du premier régiment de parachutistes lui avait adressé un rappel à l'ordre après un livre publié sans trop d'égards pour le secret de la défense nationale.

Contestés dans leurs anciens services, ces hauts fonctionnaires ralliés peaufinent les apparences. Auparavant, Marine Le Pen avait

salué un « grand serviteur de l'Etat » en Christophe Bay, ancien préfet de l'Aube et de la Dordogne recruté au RN comme directeur de campagne en 2021. En réalité, celui-ci avait été démis de ses fonctions pour des dépenses de dizaines de milliers d'euros d'argent public en whisky et autres achats personnels, assortis de dégâts laissés dans son sillage, avait révélé Le Monde.

Christophe Bay fait aujourd'hui partie des hommes qui se déploient dans un élan destiné à rassurer la haute fonction publique. Objectif : rappeler la promesse de Marine Le Pen de revenir sur la suppression des corps diplomatique et préfectoral. « Emmanuel Macron a voulu faire une haute fonction publique jetable, Kleenex et à sa botte », enfonce le désormais candidat RN aux législatives dans l'Eure-et-Loir, jeudi dans le magazine Acteurs publics, en assurant qu'il n'y aura pas de « chasse aux sorcières ».

Au ministère de l'intérieur, on cite aussi Fabrice Leggeri, élu député européen avec Jordan Bardella et ancien patron de Frontex, l'agence européenne de gardes-côtes et de gardes-frontières, visé par l'Office européen de lutte antifraude pour sa « politique délibérée et illégale de rejet des migrants » en Méditerranée, a alerté la Ligue des droits de l'homme.

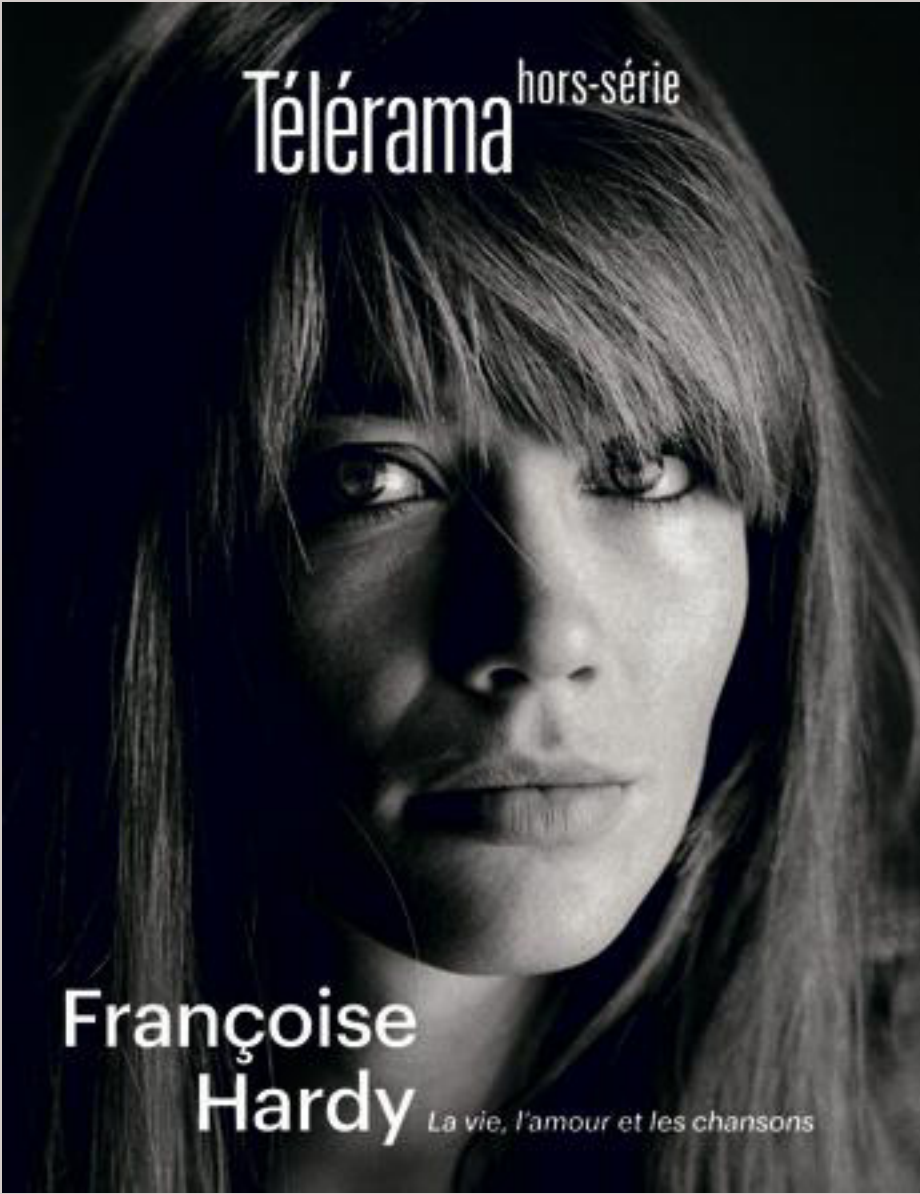
Dans les chancelleries diplomatiques, c'est Xavier Driencourt, ancien ambassadeur en France à Alger, qui tient lieu d'avant-garde RN. L'ex-inspecteur général de l'administration au Quai d'Orsay, dit-on, connaît le « misérable petit tas de secrets » du ministère. « Il sait tout de la gestion dispendieuse des résidences d'ambassadeurs, souffle un diplomate à un poste exposé, des épouses au comportement abusif, des dossiers de harcèlements épais comme un annuaire... Il tient un certain nombre de gens. » « Je connais bien le ministère des affaires étrangères de l'intérieur, se félicite Xavier Driencourt. Il y aura des démissions, mais les préfets et les diplo-

mates sont loyalistes et frustrés par la manque d'autorité de l'Etat. On ne s'improvise pas préfet ou ambassadeur du jour au lendemain. Il y a eu un certain mépris de la part du président vis-à-vis de ces corps. »

Cette parole douce contraste avec celle d'Emmanuel Macron secouant les cadres de l'Etat réunis à l'Elysée, en mars. « C'est Bibi qui paye », sermonnait le président de la République, mécontent de voir sa politique de simplification trop peu appliquée à son goût. « Il y a beaucoup de comptes à régler avec le macronisme, jusqu'à la haute hiérarchie », observe le sociologue Luc Rouban. Une préfète, qui se dit de droite, constate que « la suppression du corps préfectoral et diplomatique a nourri des aigreurs, de l'antimacronisme ». De son côté, l'ambassadeur précité estime, en écho, que « l'arrivée du RN se fait sur le terrain d'une administration tétanisée. Le système est en surchauffe, une chasse aux sorcières a eu lieu après la tribune des diplomates sur la politique arabe de la France, les gens ne se font pas confiance. Le RN n'a plus qu'à étendre l'opération cravate au domaine régalien, celui des préfets et des diplomates ».

Tandis que la campagne des législatives bat son plein, les hauts fonctionnaires interrogés par Le Monde attendent le scrutin comme un couperet. « Il y a deux ans, on se disait que ça n'arriverait jamais. Il y a deux mois, que ça arriverait peut-être un jour. Maintenant, c'est peut-être dans trois semaines, énumère une rectrice, sûre de démissionner dans cette hypothèse. C'est la chute libre. » Quand, en début de semaine, le conseiller mémoire de l'Elysée, Bruno Roger-Petit, a exalté la dissolution comme la Fête de la Fédération de 1790, un pacte entre Louis XVI et les citoyens, le mot s'est passé entre préfets, conseillers et administrateurs qui connaissent leur histoire : abasourdis, ils rappellent que, trois ans plus tard, le roi de France s'était fait guillotiner. ■

IVANNE TRIPPENBACH



En vente chez votre marchand de journaux et sur boutique.telerama.fr

« Je m'appelle Françoise, j'ai 19 ans, et je chante. » Le 15 décembre 1963, la chanteuse débutante, auréolée de son immense succès *Tous les garçons et les filles*, fait pour la première fois la une de *Télérama*. Elle y reviendra huit fois tout au long d'une carrière sur laquelle aura plané perpétuellement l'ombre du départ, alimentée par une indélébile mélancolie. Artiste exigeante, modèle d'élégance, autrice et compositrice subtile, Françoise Hardy nous a dit adieu. À travers ce hors-série, nous voulions lui dire merci.

Au « Figaro », la crainte de la droitisation

Une partie de la rédaction s’est émue d’un éditorial sur Europe 1 d’Alexis Brézet, le directeur des rédactions

Le Figaro est-il encore le journal de toutes les droites ou celui d’une seule ? Cette question, formulée par un reporter du quotidien conservateur, plus d’un de ses collègues se l’est subitement posée, jeudi 13 juin, en découvrant l’éditorial que le directeur des rédactions, Alexis Brézet, a livré dans la matinale d’Europe 1. Revenant sur le rocambolesque épisode de l’annonce par le président du parti les Républicains (LR), Eric Ciotti, d’un accord électoral entre le parti de la droite traditionnelle et le Rassemblement national (RN) en vue des législatives des 30 juin et 7 juillet, le journaliste a donné le sentiment de franchir une limite que, selon plusieurs témoins, il ne se permettait de dépasser, jusque-là, qu’à titre privé.

Fustigeant « cette brochette de caciques en rangs serrés, Gérard Larcher, Valérie Pécresse, Xavier Bertrand, Michel Barnier, Jean-François Copé », mais aussi « tous ces barons qui n’ont pas toujours enchaîné les triomphes, et Laurent Wauquiez (...), Bruno Retailleau, et même François-Xavier Bellamy », M. Brézet, le ton railleur, estimait : « On voudrait persuader les derniers électeurs LR de ne plus jamais voter pour ce parti, on ne s’y prendrait pas autrement. » A l’entendre, le rapprochement LR-RN est « un débat qui ne mérite pas ces anathèmes et ces excommunications ». En effet, explique-t-il encore, « la fluidité entre les électorats de droite, ça fait bien longtemps qu’à la base, c’est une réalité ».

Si toute la rédaction n’était pas à l’écoute de la station détenue par le groupe Vivendi de Vincent Bolloré à ce moment-là, le trouble et l’inquiétude se sont répandus à la vitesse d’un cheval au galop quand des posts, sur le réseau social X, ont commencé de répercuter un écho réprobateur. « Je suis triste, furieuse, j’ai honte », a ainsi écrit une ancienne du quotidien, quand une autre tranchait : « On y est. Le Figaro, le journal de François Mauriac, va voter RN. » Stupéfiée, elle aussi, par ce qui lui est

AFIN D’ÉTEINDRE L’INCENDIE, M. BRÉZET A AFFIRMÉ QUE LE JOURNAL NE DONNERA AUCUNE CONSIGNE DE VOTE À SES LECTEURS AVANT LES ÉLECTIONS

apparu comme un tournant historique dans la ligne du journal, Sophie de Ravinel, qui suit l’actualité de la gauche depuis une quinzaine d’années, s’est émue : « Est-ce encore le journal qui a défendu Alfred Dreyfus, soutenant son innocence quand presque toute la presse, acquise à l’extrême droite, le condamnait ? »

Plusieurs membres de la rédaction, selon les témoignages recueillis par *Le Monde*, ont brûlé d’envie de reposer le message de leur collègue actuellement « en pause » professionnelle. « On l’a tous perçu comme un purgatoire », assure un confrère, pour qui « 85 % de la rédaction » partage son avis. Mais « on s’est senti dans l’incapacité de le retweeter, de peur de se le voir reprocher ». Certains se sont même interrogés tout haut sur l’éventualité de recourir à leur clause de conscience, une disposition qui permet aux journalistes de quitter leur emploi, avec une indemnité de licenciement, en cas de virage éditorial. « Il y a quelques semaines déjà, j’entendais des collègues se demander s’ils resteraient au Figaro si, en 2027, Marine Le Pen remportait l’élection présidentielle », confirme un journaliste. *Tout le monde se demande où l’on va. »*

Méfiance éveillée

Alexis Brézet s’est efforcé d’éteindre l’incendie, vendredi 14 juin en fin de matinée, lors d’une rencontre avec la société des journalistes (SDJ). Le directeur des rédactions depuis 2012 s’y est défendu d’avoir livré un « éditorial », qui implique l’expression d’un point de vue, préférant le terme d’« ana-

lyse ». Il a rappelé que *Le Figaro* ne soutenait pas le RN : en 2022, à la veille du second tour de l’élection présidentielle, le quotidien avait d’ailleurs exprimé sa préférence pour Emmanuel Macron, évoquant « la force de l’évidence » – le titre de l’éditorial du 22 avril 2022, signé de Vincent Trémolet de Vilers. Surtout, M. Brézet a affirmé que le journal ne donnera aucune consigne de vote à ses lecteurs avant les élections législatives. Contacté, il n’a pas donné suite à notre appel.

« La SDJ a eu le sentiment qu’il s’était fait remonter les bretelles », confiait un membre de la rédaction, vendredi soir, alors que le compte rendu de la réunion n’était pas encore partagé. Rudi Roussillon, le conseiller pour les

activités de presse, de médias et de communication du groupe Dassault, propriétaire du *Figaro*, réfute l’existence d’une telle remontrance. « Je lis le journal minutieusement tous les jours, et je n’ai pas la moindre observation à faire », précise le représentant de l’actionnaire du journal. Au lendemain des élections européennes et de l’annonce de la dissolution de l’Assemblée nationale, M. Brézet évoquait dans l’éditorial, publié en une, « une décision inouïe », et voyait en le président du RN, Jordan Bardella, bien davantage un péril qu’un recours.

Si l’alerte semble passée, cela fait plusieurs années que le quivive est permanent au *Figaro*. Outre les remous provoqués par le cas Eric Zemmour, l’arrivée, au

service Web du journal, de jeunes journalistes regardés par leurs aînés comme militants, comme le prouvent encore, selon l’un d’eux, des articles parus en ligne depuis lundi donnant le sentiment de favoriser Jordan Bardella, continue de diviser le collectif. Ces mêmes signatures revendiquent souvent des points de vue très tranchés sur les plateaux de CNews, au risque d’assimiler la rédaction du *Figaro*, qui, pour une grande part, ne s’y reconnaît pas, à la ligne assumée par la chaîne d’information et d’opinion.

Plus récemment, ce sont des bouleversements dans l’organisation du service politique qui ont éveillé la méfiance. « Ce changement montre-t-il une évolution

de la ligne éditoriale ? Une droitisation plus violente que celle que chacun d’entre nous constate déjà ? », interroge ainsi le délégué syndical SNJ dans le compte rendu d’un comité social et économique qui s’est tenu mardi. L’hypothèse, compte tenu du profil des personnes concernées, ne tient pas, conteste un rédacteur. A ses yeux, le traitement de « sujets qui fâchent, comme l’immigration, et les façons plus ou moins politisées d’en parler », appelle davantage à la vigilance. Désireux d’apaisement, malgré l’inconfort dans lequel la rédaction se trouve plongée, un autre résume : « La droite est en train d’exploser, il est logique que ça ait un impact sur *Le Figaro*. » ■

AUDE DASSONVILLE

Chez LR, derrière le vaudeville, la gravité du choix d’Eric Ciotti

Le ralliement du président à l’extrême droite est l’aboutissement d’une lente dérive sémantique et idéologique de la droite française

ANALYSE

Longtemps, la droite française a pu s’imaginer vivre des moments tout droit sortis d’une tragédie shakespearienne. Après l’aveuglement de Mai 68, le vieux général de Gaulle marchant au cœur de la lande irlandaise, dans un moment suspendu entre la fin du pouvoir et la mort. En 1976, Jacques Chirac claquant la porte de Matignon avant de poignarder dans le dos le président sortant, Valéry Giscard d’Estaing. A chaque décennie, son affrontement entre différentes branches de la famille : la vieille garde tentant d’écarter l’entourage de Pompidou, les chiraquiens se vengeant des balladuriens, les sarkozystes poussant dehors les chiraquo-villepinistes... Rien ne se jouait à fleurets mouchetés. Les couteaux étaient dégainés sous les yeux de Français préoccupés de voir quel héritier allait conquérir l’Elysée.

Depuis l’élection de François Hollande, la famille gaulliste a quitté le pouvoir, sans abandonner les luttes fratricides. Copéistes contre fillonistes en 2012, fillonistes contre le reste du monde en 2017, Macron-compatibles

contre tenants de la ligne historique... Mais, suprême humiliation pour ce parti qui a fondé et dominé la V^e République, ses drames politiques sont maintenant tournés en dérision.

A l’issue du scrutin européen, Eric Ciotti, président du parti Les Républicains (LR), a commis l’acte électoral le plus grave de l’histoire de sa formation en s’alliant avec l’extrême droite, irréductible ennemie du général de Gaulle. Mercredi matin, il se bunkérise en faisant fermer les portes du siège du parti devant

les caméras. Et le trottoir devient un théâtre. La vice-présidente Florence Portelli et le député sortant du Lot Aurélien Pradié s’y précipitent, évoquent un « spectacle de fous » et ironisent sur le « SAMU », seul moyen de sortir le forcené. Quelques heures plus tard, la secrétaire générale Annie Genevard vient avec le double des clés et rouvre les portes.

Jeudi, comme si de rien n’était, devant les mêmes journalistes, le député des Alpes-Maritimes réapparaît, se fait filmer dans son bureau blanc et vide, avant de se

montrer à la fenêtre. Les vidéos sont relayées, « likées », accompagnées des smileys pop-corn... Loin du pouvoir, la tragédie devient une pantomime. Comme si les Monty Python réinterprétaient *Hamlet* et *Le Roi Lear*.

Critiques balayées

Une impression de vaudeville qui ne doit pourtant pas cacher l’importance du moment. Malgré les protestations unanimes des ténors, cette séquence, en apparence surréaliste, n’est pas du tout illogique. Car la soumission du président de LR au Rassemblement national (RN), un acte de survie personnel pour sauver sa circonscription, est surtout l’aboutissement d’une lente dérive sémantique et idéologique de la droite française.

Il y eut, en 1990, le programme du RPR proposant la « fermeture des frontières », la « suspension de l’immigration », la limitation de « prestations sociales aux nationaux ». Il y eut, en 2007, le ministère de l’identité nationale de Nicolas Sarkozy, avant le discours de Grenoble de 2010, où, pour la première fois, un président de la République faisait un lien explicite entre l’insécurité et « cin-

PEU DE TÉNORS ONT OSÉ PRENDRE LA PAROLE POUR SE DRESSER OUVERTEMENT CONTRE CES EFFETS DE CLIQUET

quante ans d’immigration insuffisamment régulée ». Il y eut, en 2016, le même, candidat à la primaire, proposant de servir une double ration de frites aux élèves musulmans pour mieux s’opposer aux repas sans porc dans les cantines.

Il y eut, en 2017, François Fillon s’attaquant à la justice après sa mise en examen et organisant au Trocadéro un rassemblement que *Valeurs actuelles* présentait comme une manifestation pour « protester contre le coup d’Etat des juges ». Il y eut, en 2017, Eric Ciotti et Laurent Wauquiez refusant en bureau politique d’appeler à voter Emmanuel Macron face à Marine Le Pen. En 2022, le futur président de LR affirmera qu’il voterait Eric Zemmour si celui-ci était qualifié au second tour.

A chaque fois, les dirigeants de l’UMP puis de LR balayaient les critiques sur cette légitimation des idées extrêmes. Après tout, dans l’isolement, les électeurs finiraient bien par choisir un parti de gouvernement, pensaient-ils. Dans tous ces moments de marche vers les extrêmes, peu de ténors ont osé prendre la parole pour se dresser ouvertement contre ces effets de cliquet. La prédominance d’un chef au pouvoir ou la perspective d’un retour inéluctable aux affaires ont souvent tué toute contestation dans l’œuf. Et puis Emmanuel Macron a surgi, fracassant un peu plus ce qu’il restait de la droite post-filloniste. Partout en France, ses électeurs soit étaient aspirés par le libéralisme économique de ce nouveau centre droit, soit n’avaient plus aucun frein à aller vers l’extrême droite. Loin du siège parisien du parti, la puissance des mots avait fait son œuvre sur les sympathisants les plus droitiers. Le contexte politique et l’appétit de députés voulant conserver leur mandat en rêvant d’obtenir un ministère auront fini de détricoter les dernières mailles du cordon sanitaire. ■

MATTHIEU GOAR

Au G7, le duo crispé de Macron et Meloni

Une passe d’armes a opposé le président français et la cheffe du gouvernement italien sur l’avortement

BARI (ITALIE) ET ROME -
envoyé spécial et correspondant

Des apartés sans effusion, un baise-main glacial au dîner et de petites piques, le sommet du G7, organisé dans un hôtel de Borgo Egnazia, dans les Pouilles, en Italie, a été le théâtre d’une cohabitation crispée entre Giorgia Meloni et Emmanuel Macron. La presse transalpine a fait ses choux gras en une de ces « tensions », voire de leur « affrontement », quelques jours après le scrutin européen du 9 juin.

Après sa victoire électorale, la présidente du conseil italien, en quête d’alliance avec Marine Le Pen à Bruxelles, a accueilli sans chaleur, jeudi 13 juin, le président français, principal perdant du récent scrutin avec le chancelier allemand, Olaf Scholz. Au premier jour du sommet, la dirigeante d’extrême droite s’est montrée beaucoup plus enjouée avec le président américain, Joe Biden, et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Vendredi, elle est même allée chercher le pape François en voiturette électrique à sa descente d’hélicoptère, premier chef de l’Eglise catholique invité à un sommet du G7. Puis elle a reçu, sourire aux lèvres, le président argentin d’extrême droite, Javier Milei, entre autres invités des pays du Sud que le G7 essaie de courtiser.

Rien de tel avec Emmanuel Macron. Aucun entretien en tête à tête n’a eu lieu entre les deux dirigeants, qui ont, chacun de son côté, multiplié les rendez-vous bilatéraux en marge des sessions de travail. MM. Scholz et Macron ont ainsi vu ensemble la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en lice pour un second mandat, mais sans leur hôte italienne. Entre le social-démocrate allemand et le centriste français, il s’agissait de préparer, discrètement, la reconduction de la candidate des conservateurs sans braquer les autres capitales européennes, avant un dîner des Vingt-Sept à Bruxelles, lundi.

Regard noir

Les images ne trompent pas. A l’arrivée d’Emmanuel Macron au dîner, jeudi, au château souabe de Bari, le regard noir de Giorgia Meloni a d’autant plus mis en lumière les tensions avec le président français qu’il contrastait avec la longue accolade donnée par le président italien, Sergio Mattarella, à son homologue français. En cause, la réponse de M. Macron à une question d’une journaliste italienne sur la disparition, voulue par l’Ita-



Emmanuel Macron, accueilli par la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, à Borgo Egnazia (Italie) pour le sommet du G7, le 13 juin. LUDOVIC MARIN/AFP

lie, d’une référence explicite au droit à l’avortement dans le projet de communiqué final du sommet. « Je regrette [cette absence], mais je [la] respecte, parce que ça a été le choix souverain de votre peuple », a répondu le chef de l’Etat, rappelant que la France avait inscrit le libre accès à l’interruption volontaire de grossesse dans sa Constitution : « On n’a pas les mêmes choix. »

La réplique de M^{me} Meloni a été cinglante. Selon l’agence italienne ANSA, elle a accusé M. Macron d’utiliser « un forum précieux comme le G7 » pour « faire campagne », un comportement « profondément erroné » – référence aux législatives consécutives à la dissolution décidée par le président français après la victoire du Rassemblement national (RN) aux européennes. Cette passe d’armes, inhabituelle en plein sommet, survient alors que le G7 couronne les efforts diplomatiques de Giorgia Meloni depuis son arrivée au pouvoir en octobre 2022, au moment où elle sort renforcée,

en Italie et à Bruxelles, par son succès aux européennes. Après avoir soutenu Kiev, rompant avec ses positions prorusses alors qu’elle était dans l’opposition, M^{me} Meloni s’est assurée une crédibilité sur la scène internationale.

Tout en souhaitant le retour de Donald Trump à la Maison Blanche après l’élection américaine de novembre, elle a obtenu la confiance de l’administration Biden en retirant l’Italie du programme chinois des « nouvelles routes de la soie ». Au niveau européen, malgré son passé europhobe, M^{me} Meloni s’est attiré les faveurs d’Ursula von der Leyen, dans la perspective des tractations pour une reconduction de cette dernière à la tête de l’exécutif européen.

Avec la bienveillance de Bruxelles, M^{me} Meloni a aussi fait d’une problématique de politique intérieure la priorité de sa politique étrangère : les questions migratoires, qu’elle a tenu à aborder dans les Pouilles, sont au cœur d’une nouvelle impulsion de la diplo-

La présidente du conseil a accusé M. Macron d’utiliser « un forum précieux comme le G7 » pour « faire campagne »

matie italienne à destination des pays de départ et de transit des migrants traversant la Méditerranée. M^{me} von der Leyen a accompagné la présidente du conseil dans ses efforts en ce sens auprès de la Tunisie et de l’Egypte, obtenant des accords qui impliquent une aide financière contre une meilleure coopération en matière de contrôle des migrations et de lutte contre les réseaux de passeurs. L’ancienne ministre allemande de la défense a également soutenu son ambition africaine, exprimée

à travers le plan Mattei, qui regroupe des projets de coopération « d’égal à égal » entre l’Italie et des pays du continent africain. Le but affiché est de combattre les causes profondes des flux migratoires.

Gérer la question migratoire

« Pour Giorgia Meloni, il est très important que le communiqué final de “son” G7 reflète sa vision des questions migratoires, avec le lien qu’elle défend systématiquement entre développement et migration. C’est une nouveauté à laquelle elle tient, ces thématiques n’ont jamais été mises en avant lors des sommets précédents », explique Ettore Greco, du cercle de réflexion Istituto Affari Internazionali.

Vendredi, Rome se félicitait de l’introduction de la « gouvernance des flux migratoires » dans les travaux du G7, en conformité avec les trois priorités défendues par M^{me} Meloni : la lutte contre les « trafiquants d’êtres humains », l’organisation des flux légaux, la coopération avec les pays de dé-

part. Pour la dirigeante, la confrontation avec M. Macron n’aura donc pas gâché ce sommet, placé sous son égide. Elle sait qu’il est très affaibli par son échec électoral et la dissolution de l’Assemblée nationale, un développement dont les représentants du parti de M^{me} Meloni, Fratelli d’Italia, espèrent qu’il facilitera l’accès au pouvoir du RN.

Emmanuel Macron a voulu défendre, devant les journalistes, ce choix de la dissolution, en dépit des doutes chez ses interlocuteurs. « Ils ont tous dit : “c’est courageux” », a-t-il affirmé, jeudi. Et de chercher à minimiser leurs inquiétudes : « Ils connaissent notre Constitution et ils savent quelles sont les compétences et le rôle d’un président en France sur les sujets internationaux et de défense », a-t-il assuré, se plaçant un instant dans la perspective d’une cohabitation. Une mise au point qui valait aussi sur la scène européenne. ■

ALLAN KAVAL
ET PHILIPPE RICARD

En Suisse, un sommet pour la paix en Ukraine sans la Russie

Avant la réunion, Poutine a exclu de négocier tant que Kiev ne se retirerait pas des régions de Louhansk, Donetsk, Kherson et Zaporijia

GENÈVE - correspondance

A quoi pourront bien servir des échanges sur une paix très hypothétique, quand les missiles continuent à cibler des civils dans les villes d’Ukraine ? Cette question lancinante devait planer les samedi 15 et dimanche 16 juin sur le rendez-vous intitulé « Conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine », qui devait se tenir dans le complexe hôtelier du Bürgenstock (Suisse) à l’invitation de la diplomatie suisse, après que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lui a demandé, en janvier, d’imaginer un sommet de ce genre.

Berne a pris l’affaire très au sérieux, arguant que son statut

d’Etat neutre et sa pratique ancienne de médiation dans des conflits mettaient la Suisse en bonne position pour offrir ses « bons offices », une antienne reprise à l’envi par Ignazio Cassis, le ministre des affaires étrangères. Depuis trois mois, ce dernier n’a pas ménagé ses efforts pour convaincre le plus de pays possible de participer à la « conférence pour la paix » en se déplaçant par exemple à New Delhi et à Pékin.

Après avoir longtemps fait mine d’être intéressées, les autorités chinoises ont décliné l’offre. Leur présence aurait peut-être permis de débloquer la participation d’autres membres des BRICS. Le 14 juin, en fin d’après-midi, Berne a dévoilé une première liste des

participants confirmés. A part l’Inde (qui envoie son... ambassadeur en Russie), aucun acteur majeur du Sud n’est présent, le Brésil et l’Afrique du Sud se contentant d’envoyer des observateurs.

Moscou dénonce une « farce »

L’Arabie saoudite est représentée par son ministre des affaires étrangères, Fayçal Ben Farhan Al Saoud. De fait, le casting de l’événement représente l’enjeu principal de cette réunion. Y prendre part ou non signifie presque de facto choisir son camp entre la défense de l’Ukraine et un soutien, même passif, au Kremlin. Ainsi, côté africain, le président ivoirien, Alassane Ouattara, est le seul à faire le déplacement.

Les Russes, eux, ne seront pas présents. Depuis des semaines, ils dénoncent cet exercice diplomatique comme une « farce, une absurdité ». Conscients du refus qu’ils auraient subi, les Suisses n’ont pas envoyé d’invitation, même si Ignazio Cassis a répété lundi qu’« il n’y aura pas de processus de paix sans la Russie ».

A quelques heures de la réunion, Vladimir Poutine a envoyé un nouveau message implacable. Il a affirmé vendredi qu’il ne négocierait avec l’Ukraine que quand « [elle] commencera le retrait effectif des troupes [des régions de Donetsk, de Louhansk, de Kherson et de Zaporijia] et qu’elle notifiera l’abandon de son projet d’adhésion à l’OTAN. Nous donnerons

immédiatement l’ordre de cessez-le-feu et d’entamer des négociations. » Les revendications territoriales russes sur ces quatre oblasts qu’elle a en partie déjà annexés « sont des illusions qu’il faut cesser de prendre au sérieux », a répliqué Mykhaïlo Podoliak, conseiller à la présidence ukrainienne. Pour le secrétaire général de l’OTAN, Jens Stoltenberg, l’offre russe n’est « pas de bonne foi ».

Ce ton augure mal des progrès pour des « premiers pas » vers des « principes de paix » sur lesquels les discussions en Suisse sont censées déboucher. Sur 160 invitations, 90 pays ont répondu présent, la moitié européens, auxquels il convient d’ajouter les alliés habituels du camp occidental (Canada, Aus-

tralie, Japon, Corée du Sud). Emmanuel Macron, sera de la partie, comme le chancelier Olaf Scholz, la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, et la plupart des chefs d’Etat ou de gouvernement d’Europe centrale membres de l’UE et de l’OTAN. Mais pas Joe Biden, représenté par sa vice-présidente, Kamala Harris. M. Zelensky sera le premier sur les lieux.

La conférence s’appuie en particulier sur le plan de paix du président ukrainien présenté fin 2022. Mais seuls trois dossiers devraient être abordés : la sécurité nucléaire, la liberté de navigation en mer Noire et la sécurité alimentaire et les aspects humanitaires, dont le cas des prisonniers de guerre. ■

SERGE ENDERLIN

L'Université américaine de Beyrouth mobilisée pour Gaza

Au Liban, le prestigieux établissement, creuset du nationalisme arabe, renoue avec son passé militant autour de la question palestinienne

BEYROUTH - correspondance

C'est la renaissance d'un vieux compagnonnage. Depuis le début de la guerre à Gaza, lancée à la suite de l'attaque meurtrière menée par le Hamas dans le sud d'Israël, le 7 octobre 2023, la prestigieuse Université américaine de Beyrouth (AUB) est à la pointe, au Liban, des initiatives universitaires en soutien aux Palestiniens. Ce faisant, l'établissement de la rue Bliss renoue avec son riche passé militant, l'époque où il servait d'aiguillon à la mobilisation de l'intelligentsia arabe sur la question palestinienne.

Les 20 et 21 juin, l'AUB accueillera une conférence, « Justice pour Gaza », destinée à lancer des pistes pour la reconstruction du secteur médical dans l'enclave assiégée, avec des praticiens de la région. Au début du mois, le chirurgien palestinobritannique Ghassan Abu Sittah, qui a passé un mois et demi dans l'enfer de Gaza, au début de la guerre, était reçu sur le campus. Il a compté, avec l'écrivaine indienne Arundhati Roy, parmi les trois personnalités décorées cette année d'un doctorat honorifique, lors de la cérémonie de remise des diplômes des étudiants, dans le stade de l'université.

Le médecin, que l'Allemagne avait refoulé à la mi-avril et interdit de visa Schengen pour une durée d'un an (une mesure contre laquelle il a eu gain de cause depuis), a pratiqué pendant dix ans, entre 2011 et 2021, à l'hôpital américain (AUBMC), rattaché à l'université. « *Ghassan Abu Sittah est un héros : il est intervenu lors de plusieurs conflits à Gaza et a soigné des blessés de guerre de Syrie et d'Irak à l'AUBMC*, dit de lui le président de l'AUB, Fadlo Khuri. Nous voulions mettre en valeur cette année des personnalités qui expriment leur empathie envers Gaza et

les Palestiniens et dont les actes ont une résonance mondiale. »

Les mots d'Arundhati Roy, lors de la cérémonie, ne sont pas passés inaperçus dans cette université qui reçoit d'importants financements américains. Dénouant le « *génocide* » à Gaza et « *l'apartheid* » envers les Palestiniens « *dont Israël est coupable* », elle a jugé que le gouvernement américain semblait « *être sous occupation légale d'Israël* » et fustigé le soutien « *par les armes et l'argent* » de Washington à l'Etat hébreu. Elle a été applaudie.

Tradition libérale

L'AUB n'est pourtant pas un antre de révolutionnaires. Pont avec l'Occident, l'établissement se revendique d'une tradition libérale. Depuis sa création, au XIX^e siècle, par un missionnaire protestant américain, il forme les élites du Liban et du Proche-Orient et se veut un lieu de diversité. « *Dans les années 1930, avant la Nakba* [l'exode forcé des Palestiniens à la création de l'Etat d'Israël en 1948], *la majorité des étudiants étaient palestiniens* », rappelle Fadlo Khuri. L'établissement, situé dans l'ouest de Beyrouth, à Hamra, a été un creuset du nationalisme arabe.

C'est un historien syrien, Constantin Zureik, professeur à l'AUB, qui a forgé le terme de *Nakba* (« catastrophe ») pour désigner la tragédie et le bouleversement géopolitique que constituèrent le naufrage de la Palestine et l'émergence, à sa place, en plein cœur du Levant arabe, d'un Etat se revendiquant juif. M. Zureik fut le mentor de Georges Habache et de Wadie Haddad, deux étudiants en médecine de l'AUB, dont la famille avait été expulsée de Palestine en 1948.

Ensemble ils fondèrent au début des années 1950 le Mouvement des nationalistes arabes, dont l'idéologie, mixte de panarabisme et de socialisme, essaima dans

Depuis sa création, au XIX^e siècle, l'AUB forme les élites du Liban et du Proche-Orient, et se veut un lieu de diversité

toute la région. Il est l'ancêtre du Front populaire de libération de la Palestine, un parti de gauche, toujours actif dans les territoires occupés. Parmi les autres personnalités palestiniennes passées par l'AUB, on trouve Haidar Abdel Shafi, chef de la délégation palestinienne à la conférence de paix de Madrid en 1991, et Salam Fayyad, premier ministre de l'Autorité palestinienne entre 2007 et 2013.

Au tournant des années 1960-1970, le campus résonnait régulièrement des manifestations de soutien aux fedayins de l'OLP organisées par la gauche estudiantine. L'essor du mouvement de Yasser Arafat ne faisait toutefois pas l'unanimité dans le pays. Les attaques menées dans le nord d'Israël par les combattants palestiniens suscitaient des bombardements de représailles sur le Liban sud. Des rixes éclataient avec les élèves de droite.

Puis vint la guerre civile, dont les atrocités n'épargnèrent pas l'AUB, suivi de la phase d'occupation syrienne (1990-2005), une période peu propice à l'activisme politique. Le récit politique alors dominant faisait des Palestiniens les seuls responsables des déchirements du Liban. Mais, en 1996, Edward Said, auteur du célèbre ouvrage *L'Orientalisme* (Seuil, 2005), prononce une conférence triomphale à l'AUB, « *qui paraîtra à beaucoup une réconciliation en-*

tre Ras Beyrouth [l'ouest de Beyrouth] *et la Palestine* », note l'écrivain Samir Kassir, dans son *Histoire de Beyrouth* (Fayard, 2003).

Plus récemment, une bourse de journalisme pour des étudiants palestiniens a été créée : elle porte le nom de Shireen Abu Akleh, l'ex-correspondante de la chaîne Al-Jazeera en Cisjordanie occupée, tuée par balle par un soldat israélien à Jénine en mai 2022. Cette initiative entretient la mémoire de cette journaliste, devenue, en vingt-cinq ans de carrière, un visage familier dans tout le monde arabe.

Aujourd'hui, les allées de l'université débordent d'initiatives de solidarité avec Gaza : manifestations, pétitions (avec parfois de forts désaccords sur le lexique employé), concerts, expositions, débats. En mars, une « *semaine de solidarité et d'enseignement pour la Palestine* » a disséqué la question sous tous les angles : géopolitique, santé, urbanisme, droits, etc. Cette effervescence cohabite avec un climat de fébrilité, dû aux affrontements, à la frontière sud, entre le Hezbollah et l'armée israélienne, produit dérivé de la guerre à Gaza.

« *De nombreux étudiants ont pu acquérir une connaissance approfondie des enjeux palestiniens. Ils se sont détachés du récit des formations politiques* [libanaises] *dont ils sont proches. Ils ont développé leur esprit critique, se sont interrogés sur le rôle qu'ils pouvaient jouer* », se félicite Bana Bashour, professeure au département de philosophie de l'AUB. Selon Fadlo Khuri, le président de l'AUB, le cataclysme qui s'est abattu sur Gaza a constitué un choc pour les étudiants. « *En constatant l'usage à géométrie variable que l'Occident fait du droit international et la différence de valeur qu'il accorde aux vies humaines, selon leur origine, ces jeunes ont perdu toutes leurs illusions.* » ■

LAURE STEPHAN

Aux Pays-Bas, tensions dans la nouvelle coalition au pouvoir

Une réunion de crise a eu lieu après le retrait forcé du ministre de l'asile et une polémique autour de la députée appelée à le remplacer

BRUXELLES - correspondant

Il n'aura pas fallu longtemps avant que le nouveau gouvernement néerlandais, qui n'est toujours pas entré officiellement en fonctions, connaisse sa première crise. Une réunion d'urgence a été convoquée vendredi 14 juin entre les quatre partenaires de la future coalition dominée par l'extrême droite, qui devaient débattre de la nomination de certains ministres. En cause, le retrait, décidé par Geert Wilders, jeudi, du titre de vice-premier ministre et ministre de l'asile et de la migration dont il avait gratifié, quarante-huit heures plus tôt, un député de son Parti pour la liberté (PVV, extrême droite). Une « enquête de sécurité » diligentée par les services de renseignement et dont le contenu n'a pas été révélé, avait rendu impossible la nomination du très controversé Gidi Markuszower. « *Ils veulent que je m'incline, c'est injuste mais je crains de ne pouvoir faire autrement* », a commenté l'intéressé en parlant d'une « *situation kafkaïenne* ».

Auteur de propos souvent tonitruants, arrêté pour port d'arme illégal, ancien porte-parole du Likoud, le parti conservateur israélien, aux Pays-Bas, Gidi Markuszower fut soupçonné par les services de renseignement, en 2018, d'avoir livré des informations au Mossad. L'enquête lancée à l'époque n'avait pas livré de conclusions claires. En 2021, le député fut rappelé à l'ordre par la présidente de la seconde chambre pour avoir dénoncé la politique « *criminelle* » du gouvernement en matière d'immigration. Et il lui serait reproché aussi d'avoir entretenu des liens avec un complotiste qui a formulé à plusieurs reprises des accusations de pédophilie contre des personnalités politiques, dont le premier ministre libéral démissionnaire, Mark Rutte.

Détournement d'argent

Ce premier accroc dans la vie du gouvernement que dirigera Dirk Schoof a été rapidement suivi d'un autre lorsque M. Wilders a annoncé, jeudi, son intention de nommer Marjolein Faber en remplacement de M. Markuszower. De quoi irriter Dilan Yesilgoz-Zegerius, la principale partenaire de M. Wilders : la dirigeante du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD, libérale) et ministre de la justice sortante a estimé que cette sexagénaire, une fidèle de longue date du dirigeant d'extrême droite, n'était « *pas exempte de controverses* ».

Une allusion au fait qu'elle aurait, en 2015, détourné de l'argent de son parti au profit de son fils, selon des enquêtes de médias. En 2017, elle avait dénoncé la nomination du maire de la ville d'Arnhem, Ahmed Marcouch, figure populaire du parti social-démocrate, en scandant « *Pas d'Arnhem-mistan! Nous perdons notre pays!* ». En 2019, elle citait « *des sources fiables* » pour désigner, à tort, un Nord-Africain comme res-

Autre sujet de trouble pour le royaume : des fonctionnaires ont exprimé leur inquiétude quant à l'arrivée au pouvoir du Parti pour la liberté

Gidi Markuszower, du Parti pour la liberté de Geert Wilders, avait été soupçonné, dès 2018, d'avoir renseigné le Mossad

pensable d'une attaque au couteau à Groningue. L'élue s'est aussi rendue célèbre en plaçant contre « *le grand remplacement* » et pour avoir demandé à M. Rutte si « *une cinquième colonne* », soit des partisans de l'islamisme, ne se cachait pas derrière son gouvernement.

De quoi inciter M^{me} Yesilgoz-Zegerius à appeler, jeudi, M. Wilders pour s'inquiéter du « *ton et des paroles* » de la future ministre, peu apte, selon la dirigeante libérale, à exercer cette fonction. Les partis membres d'une coalition ne disposent toutefois pas d'un droit de veto sur les nominations décidées par leurs partenaires, d'où la convocation d'une réunion des quatre partis de la coalition par Richard van Zwol, le haut fonctionnaire qui a présidé aux longues discussions préliminaires à la conclusion d'un accord de gouvernement.

« **Regarder dans le même sens** » M. Wilders et les dirigeants du VVD, du Nouveau contrat social et du Mouvement agriculteur-citoyen se sont retrouvés vendredi en fin d'après-midi, invités par M. van Zwol à « *regarder tous dans le même sens* ». Ils se sont quittés au bout de deux heures et demie et M. Wilders a confirmé le choix de M^{me} Faber. M^{me} Yesilgoz n'a fait aucun commentaire à sa sortie. Très discret jusqu'ici, le premier ministre, Dirk Schoof a prévu de s'entretenir durant trois jours avec ses ministres au début de la semaine du 17 juin. Il devra, déjà, tenter de remédier à l'évidente instabilité de sa coalition, laquelle est causée en grande partie par l'absence totale de cadres compétents dans le parti d'extrême droite de M. Wilders.

La nomination de M^{me} Faber promet, en tout cas, de continuer à diviser la coalition : une majorité d'électeurs centristes et libéraux s'y oppose, selon un sondage publié vendredi par la chaîne publique NOS, tandis que 40 % des Néerlandais seulement disent faire confiance à la nouvelle équipe ministérielle. Autre sujet de trouble pour le royaume : des fonctionnaires ont exprimé leur inquiétude quant à l'arrivée au pouvoir du PVV. De quoi susciter une remarque assez inhabituelle du chef de l'Etat, jeudi. Concluant une mission aux Etats-Unis, le roi Willem-Alexander a estimé que « *chacun est libre de chercher un autre emploi* » s'il n'est, « *en conscience* », pas d'accord avec le système, « *unique* » selon lui, de la fonction publique néerlandaise, qui fait qu'« *un fonctionnaire est loyal à un responsable politique quel qu'il soit* ».

Le roi a confirmé à cette occasion que la date d'entrée en fonctions du gouvernement n'était pas encore connue. Et il a évoqué les onze années durant lesquelles il a collaboré avec le premier ministre démissionnaire, Mark Rutte. « *Bien sûr les choses vont changer, avec d'autres personnes, mais la continuité est là* », concluait-il. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Cinq ans de prison pour la militante qui avait tenté de lancer #metoo en Chine

La journaliste Huang Xueqin est accusée de « tentative de subversion du pouvoir de l'Etat »

PÉKIN - correspondant

La journaliste Huang Xueqin et le militant des droits des travailleurs Wang Jianbing font partie de ces Chinois qui, malgré la répression impitoyable qui s'exerce dans le pays, osaient encore se mobiliser, dénonçant les agressions sexuelles à l'encontre des femmes. Le prix de cet engagement est tombé, vendredi 14 juin, sous la forme d'un verdict d'une cour de Canton : cinq ans de prison pour elle, trois ans et demi pour lui, pour « tentative de subversion du pouvoir de l'Etat ». Leur condamnation intervient après déjà mille jours de détention.

Huang Xueqin, née en 1988, a commencé sa carrière dans les médias officiels dans la province du Guangdong (sud-est), avant de devenir journaliste d'investigation indépendante. Elle-même victime de harcèlement sexuel au travail, elle constate que nombre de consœurs sont confrontées à la même situation et lance en 2017 un groupe sur la messagerie WeChat, équivalent chinois de WhatsApp, où les femmes peuvent dénoncer les agressions. Elle entre ainsi en contact avec une

ancienne doctorante de la prestigieuse université Beihang de Pékin, Luo Xixi, qui lui détaille comment son superviseur de thèse, un professeur respecté du nom de Chen Xiaowu, a essayé de l'agresser sexuellement. Ensemble, les deux femmes révèlent l'affaire par des posts sur Weibo, le Twitter chinois, suscitant un débat inédit dans un pays où la presse d'Etat n'évoque pas ces cas. Le professeur finit par être licencié.

« Xueqin m'a sauvé la vie »

Huang Xueqin réalise également un sondage à la fin 2017 auprès de plusieurs centaines de journalistes chinoises, qui conclut que seules 16 % d'entre elles n'ont jamais été harcelées, que 23 % l'ont été une fois, 42 % de deux à quatre fois, 18 % cinq fois ou plus. Une victime avait témoigné à son propos : « *Xueqin m'a sauvé la vie. J'ai été agressée sexuellement et en suis restée profondément en difficulté. C'est Xueqin qui m'a répété encore et encore que ce qui s'était passé n'était pas ma faute.* »

Pas question cependant pour les autorités chinoises de laisser un mouvement #metoo s'installer même si en parallèle, en 2022, la

législation contre le harcèlement sexuel au travail a été précisée et renforcée. Déjà, en 2015, cinq féministes qui entendaient dénoncer les agressions dans les transports en distribuant des autocollants dans le métro pour la Journée internationale des droits des femmes avaient été détenues plusieurs semaines. La joueuse de tennis Peng Shuai, qui, en novembre 2021, avait accusé de viol un ex-vice-premier ministre, avait temporairement disparu et a depuis été contrainte au silence.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012, l'espace dévolu à la société civile ne cesse de se restreindre. Les associations LGBT, ont été dissoutes et les comptes d'associations d'étudiants homosexuels ont été bloqués en 2021. Huang Xueqin avait par ailleurs contre elle de s'être rendue à Hongkong en 2019 et d'y avoir pris part aux manifestations contre un projet de loi permettant les extraditions vers la Chine continentale. Elle avait raconté par écrit cette mobilisation et avait pour cela été détenue pendant trois mois.

De son côté, Wang Jianbing, né en 1980, est un militant pour les droits des travailleurs mais aussi

ceux des personnes handicapées. Il a également accompagné de nombreuses victimes d'agressions sexuelles. Les autorités lui reprochaient notamment d'avoir reçu à plusieurs reprises chez lui Huang Xueqin et d'autres personnes engagées pour discuter des questions sociales. Les deux avaient été arrêtés en septembre 2021, à la veille du départ prévu de M^{me} Huang pour le Royaume-Uni, où elle avait reçu une bourse pour poursuivre ses recherches sur les violences fondées sur le genre à l'université du Sussex.

La police avait convoqué au fil des mois de détention plus de soixante-dix de leurs connaissances pour monter un dossier contre eux, notamment afin de présenter les rendez-vous chez M. Wang comme des rassemblements politiques. Selon Reporters sans frontières, durant ses interrogatoires, Huang Xueqin a été maintenue de longues heures sur la « *chaise du tigre* », sur laquelle les prévenus, pieds et poings entravés, ne peuvent bouger. Elle a aussi perdu beaucoup de poids en détention et sa santé se serait considérablement affaiblie. ■

HAROLD THIBAUT

Dans l'Angleterre oubliée, « les gens ont perdu espoir »

A trois semaines des élections générales, les électeurs tendent à renvoyer dos à dos tories et travaillistes

REPORTAGE

COMTÉ DE DURHAM (ANGLETERRE) -
envoyée spéciale

La peinture délavée aux murs, le parquet qui craque et l'odeur de renfermé : la vaste salle de spectacle du *social welfare center* (le centre social) d'Easington, dans le comté de Durham (nord-est de l'Angleterre), semble tout droit sortie des années 1960, l'âge d'or de cette ville côtière, avant que la mine de charbon à côté de laquelle elle a été construite (sa raison d'être, son premier employeur), ne ferme définitivement en 1993, mettant 1 500 hommes au chômage.

Le *welfare center* était le cœur battant des villes minières, là où les familles se retrouvaient pour se distraire ou dans les grandes occasions. Mais leur identité collective, construite par l'expérience commune du danger sous terre et la fierté d'appartenir à l'élite de la classe ouvrière britannique, s'est en grande partie évanouie. Comme les autres ouvriers restés à Easington après la disparition de la *colliery* (la mine de charbon), Steve Fergus, 66 ans, le directeur du centre social, se sent abandonné. En cette mi-juin, à trois semaines des élections générales britanniques du 4 juillet, alors que le Labour fait la course en tête et que les conservateurs, au pouvoir depuis quatorze ans, s'enfoncent dans les sondages, il n'attend plus grand-chose des politiques.

« A côté du centre social, nous avions des terrains de tennis, de cricket, de foot. Tout a disparu. La situation de la ville est choquante : on manque de services publics, d'aides sociales, d'écoles de qualité. Nous avons désespérément besoin d'emplois », insiste Steve Fergus, qui a travaillé seize ans dans la mine, jusqu'à sa fermeture. Il a été traumatisé par la grande grève de 1984 et 1985, à laquelle il a participé, ayant été emprisonné six mois au motif qu'il aurait frappé un policier. « J'ai été innocenté mais j'étais encore considéré comme un agitateur politique, les employeurs ne voulaient pas de moi », explique-t-il. Ils furent des milliers de grévistes comme lui dans le pays, cibles de la répression du gouvernement de Margaret Thatcher, qui avait déclaré la guerre aux syndicats.

Espérance de vie diminuée

Après ce mouvement social historique, les mines ont toutes fermé et 200 000 mineurs ont perdu leur emploi entre Durham, le Yorkshire et le Pays de Galles. Ces territoires n'ont depuis pas reçu l'attention ni les fonds dont ils avaient besoin pour se reconvertir et restent parmi les plus pauvres du pays : la pauvreté infantile atteint 34 % dans le comté de Durham, l'espérance de vie des hommes, 77,2 ans, est inférieure de 3 ans à celle du sud-est du pays. Lors du référendum de 2016, les habitants du comté de Durham ont voté à 58 % pour le Brexit, puis un bon nombre d'entre eux ont plébiscité Boris Johnson et ses promesses mirobolantes d'investissements en faveur du Nord. Si la circonscription d'Easington est restée Labour aux élections générales de 2019, celles de Darlington, dans le sud du



comté, ou de Bishop Auckland, dans l'ouest, ont viré tory.

La politique vendue par Boris Johnson et baptisée « *levelling up* » (rééquilibrage) par Downing Street, n'a eu qu'un effet négligeable. Le centre social d'Easington est l'un des derniers lieux de socialisation de la ville – presque tous les commerces ont fermé, sauf les tatoueurs et les nail bars. Mais il n'a pas reçu d'argent public pour son toit qui fuyait. Les habitants ont dû organiser un dîner de gala à six livres sterling la place pour payer de sommaires réparations.

Christopher Fallow, 57 ans, un entrepreneur en bâtiment natif de Blackhall, près d'Easington, répète souvent qu'à Londres, les politiques « *ne savent pas où on est sur la carte du pays. Ils pensent à Durham et se disent que ce n'est pas si mal* ». Il faut dire que le chef-lieu du comté, avec sa splendide cathédrale et ses rues pittoresques, offre un contraste saisissant avec les rues les plus délabrées de Blackhall ou de Horden, qui portent des numéros au lieu de noms, et où logeaient autrefois les mineurs.

Nombre de maisonnettes ont les vitres brisées et les portes condamnées à Blackhall. Ceux qui y vivent sont souvent happés par la drogue. « *La méthadone est un problème massif, la violence conjugale aussi, mais avec les coupes budgétaires des années d'austérité* [décidées par le gouvernement conservateur en 2010], les policiers ne sont pas assez nombreux pour faire face », assure Christopher Fallow. « *Je n'ai jamais vu Grahame Morris* [le député Labour d'Easington] y *déambuler, c'est trop dangereux, il se ferait maltraiter* », ajoute l'entrepreneur, qui a racheté des boutiques dans ce qui reste de la grand-rue de Blackhall, espérant enrayer sa désertification. Sans grand succès : « *Les gens n'ont pas d'argent à dépenser* », lance-t-il.

A 15 ans, il devait rejoindre son père à la mine de Blackhall mais elle a fermé juste avant, en 1981. Ce dynamique autodidacte, auteur d'un livre autobiographique (*Dragged up Proppa*, « Bien élevé », non traduit) ne croyait pas trop au « *levelling up* » de Boris Johnson et il n'attend pas grand-chose de Keir Starmer, le chef de file du Labour, dont le programme de gouvernement, présenté le 13 juin, emprunte aux conservateurs et prône la discipline budgétaire. A son niveau, il tente plutôt, avec sa campagne « *Proppa Jobs* » (« de bons emplois »), d'attirer des investissements dans l'ex-bassin minier de Durham. « *On a tout*



Maisons mitoyennes d'une rue de Horden, construites à l'origine pour les travailleurs de la mine, le 11 juin. ED ALCOCK/MYOP POUR « LE MONDE »



Christopher Fallow, un entrepreneur en bâtiment natif de Blackhall, près d'Easington, le 11 juin. ED ALCOCK/MYOP POUR « LE MONDE »

pour rebondir : les terrains, la main-d'œuvre, les maisons pas chères. Nous avons besoin d'emplois corrects, pas précaires comme chez Amazon. C'est le seul moyen pour ces lieux de revivre », insiste Christopher Fallow.

Croisé au Deputies d'Horden, un ancien club de mineurs devenu un des derniers pubs de la ville, Lee Fallow, 35 ans, l'un des fils de Christopher Fallow, dit son absence de confiance en les responsables politiques : « *Labour ou conservateurs ont les mêmes discours, on ne croit plus à ce qu'ils disent* ». Il montre un léger intérêt pour Nigel Farage, chef de file de Reform UK, le parti d'extrême droite, mais il n'a pas l'air encore décidé. Il est sans emploi : « *Il n'y a rien ici et on est isolés, les bus ne sont pas assez nombreux* ».

Devant son église, Sainte-Marie d'Horden, le prêtre Kyle McNeil tente de positiver : « *Les gens ont*

perdu espoir, mais ils sont résilients. Ils ont encore la foi et un fort attachement à leur communauté. » Les seuls à s'être intéressés à Horden, Blackhall ou Easington semblent être les cinéastes. Ken Loach, le chroniqueur des inégalités britanniques, a tourné à Easington des scènes de son dernier film, *The Old Oak*, et y a recruté des figurants – Steve Fergus a décroché un petit rôle. Dans les rues d'Easington ont également été tournées de nombreuses scènes du film *Billy Elliot*, de Stephen Daldry.

« *Le principal frein à la reconversion de ces territoires est le manque de formations adaptées. A partir de 1997, avec le New Labour de Tony Blair* [dont la circonscription se situait dans le sud du comté de Durham], *des agences de reconversion des mineurs ont été mises en place avec des moyens et les fonds structurels européens pourvoient des millions par an au nord-est de l'An-*

gleterre. Tout a été balayé par [la politique d']austérité en 2010 puis par le Brexit », souligne Joyce Liddle, enseignante à l'université de Northumbria. Les fonds « *levelling up* » de Boris Johnson sont surtout allés à Bishop Auckland, une des villes les moins mal loties du comté, passée pour la première fois des travaillistes aux conservateurs en 2019. « *Ces sommes sont très insuffisantes pour avoir un effet systémique, leur attribution n'a pas été pensée sur le long terme ni en fonction des besoins des habitants* », déplore John Shutt, expert en politiques publiques à l'université de Northumbria.

Sentiment de déclin

L'adjoint au président du conseil du comté, le conservateur Richard Bell, ne cache pas son amertume : « *L'idée de "levelling up" était bonne mais la distribution des fonds était inefficace et coûteuse* ». Le comté a dû dépenser 1,3 million de livres (1,5 million d'euros) en frais de consultants pour monter ses dossiers de demandes de fonds – toutes les localités du pays étant mises en concurrence. « *On ne nous a dit qu'on n'était pas éligibles qu'après avoir monté les dossiers ; il y a eu beaucoup de perte de temps et d'argent* », explique-t-il.

M. Bell refuse cependant de laisser dire que des populations ont été abandonnées dans le comté : « *C'est faux. A Horden, nous avons débloqué 6 millions de livres sterling pour détruire les maisons les plus mal en point. Mais tout cela prend du temps* », explique l'élu. Pour autant, les promesses de Boris Johnson « *ont aggravé le cynisme des électeurs car elles ont créé une attente, note son collègue Fraser Tinsley, conseiller travailliste au conseil du comté. L'ex-premier ministre était populaire ici, les gens pensaient qu'il était différent. Ils sont déçus et j'ai peur du discours : "Tous les politiques sont les mêmes"* ».

Au sud de Durham, le tableau est moins sombre, mais le sentiment de déclin presque aussi prononcé. Il est évident, depuis la grand-rue de Newton Aycliffe, dont la moitié des commerces ont baissé le rideau, que cette ville nouvelle fondée au lendemain de la seconde guerre mondiale par le gouvernement socialiste de Clement Attlee et cœur de la circonscription de Tony Blair, a connu des jours meilleurs. Croisé à l'ar-

« La situation d'Easington est choquante : on manque de services publics, d'aides sociales »

STEVE FERGUS
ancien mineur

rêt de bus, Michael Falls, 41 ans, sans emploi, regrette la vie qui a déserté le centre-ville : « *Tout le monde achète maintenant en ligne* ». Il ne « *voit pas l'intérêt de voter. Les politiques nous disent ce qu'on veut entendre et quand ils sont élus, ils disent qu'il n'y a pas d'argent* ». Jim Atkinson, conseiller municipal travailliste de Newton Aycliffe, se dit « *pas surpris* » qu'aucun fonds du « *levelling up* » n'ait bénéficié sa ville. « *C'était une politique tory et on était en concurrence avec le reste du pays* », lâche-t-il, fataliste.

Même Darlington, à l'extrémité sud du comté, capitale du rail britannique au milieu du XIX^e siècle, n'échappe pas à la morosité ambiante, malgré les fonds décrochés par la localité pour agrandir un musée du train et financer la délocalisation d'une partie du ministère des finances. « *Cette délocalisation est une bonne chose, elle fournit de l'emploi aux gens de la localité mais ces investissements étaient à visée politique, ils sont allés aux députés tories et ne sont pas suffisants pour compenser les coupes des années d'austérité* », souligne Matthew Snedker, candidat Vert pour Darlington.

Ici aussi, les gens souffrent de l'augmentation du coût de la vie. « *Ils n'ont pas d'épargne, beaucoup vivent d'un complément d'aides sociales car les salaires sont trop bas. Dans les villages alentour, c'est pire à cause des manques de bus* », souligne Anna-Maria Toms, candidate écologiste pour la circonscription de Stockton West. Tous deux assurent présenter une alternative : « *Nous offrons autre chose que les programmes similaires des Tories et du Labour, une réforme globale de la taxation, par exemple, plus juste et progressive, et qui permettrait de financer massivement les services publics* », assure Matthew Snedker. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

Reform UK passe devant les tories

Pour la première fois, le parti d'extrême droite Reform UK, présidé par Nigel Farage, passe dans un sondage devant le Parti conservateur au pouvoir au Royaume-Uni, avec 19 % des intentions de vote contre 18 % pour les tories et 37 % pour le Parti travailliste, selon une enquête d'opinion publiée par l'institut YouGov, jeudi 13 juin. « *Nous sommes désormais la vraie opposition au Labour* », clame Nigel Farage. Celui qui fut l'un des promoteurs du Brexit à la tête de l'UKIP espère se faire élire dans la circonscription de Clacton, dans l'Essex. Mais même si son parti attire de plus en plus d'électeurs de droite, il a peu de chances d'envoyer beaucoup de députés à la Chambre des communes, en raison du mode de scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Au moins 2 666 personnes ont rapporté la maladie sur le sol français depuis janvier. Les autorités craignent l'émergence de foyers autochtones du virus

**Depuis 2000,
le nombre de cas
annuels de
dengue signalés
à l'échelle
mondiale
est passé de
500 000 à au
moins 7,5 millions**

DELPHINE ROUCAUTE

AUDREY GARRIC



Le Monde

**VOUS PARTEZ
EN VACANCES ?
FAITES SUIVRE
VOTRE
JOURNAL !**

Rendez-vous
sur votre compte,
à la rubrique
**« Votre abonnement
- Vacances et
déplacements »**
au moins 9 jours
avant votre départ.

*Valable pour une durée
minimale de 7 jours
et maximale de 3 mois,
en France métropolitaine.*

■ **C'est votre première visite :**
Créez votre compte au moyen de votre
numéro de client + votre code postal
+ votre adresse courriel sur
lemonde.fr/sfuser/account

■ **Vous possédez déjà un compte
sur le site lemonde.fr :**
identifiez-vous directement
avec votre adresse courriel sur
secure.lemonde.fr/sfuser/connexion,
rubrique **« Votre abonnement-Vacances
et déplacements »**

Le parquet demande un procès dans l’affaire Paul Pogba

Six personnes sont concernées, pour « extorsion », « association de malfaiteurs » et « séquestration » à l’encontre du footballeur

À défaut de pouvoir exprimer son talent sur les pelouses, en raison de sa suspension pour quatre ans pour dopage prononcée en février par l’organisation nationale antidopage italienne, le footballeur international français Paul Pogba, 31 ans, devrait occuper le terrain judiciaire ces prochains mois. Comme l’a révélé l’Agence France Presse, mercredi 12 juin, le parquet de Paris a rendu son réquisitoire définitif dans le cadre de l’information judiciaire ouverte sur la tentative d’extorsion dont Paul Pogba dit avoir été victime.

Dans son réquisitoire de 77 pages, dont *Le Monde* a pris connaissance, le ministère public a demandé le renvoi devant le tribunal correctionnel de six prévenus, dont le frère aîné de Paul Pogba, Mathias, 33 ans. Placé en garde à vue en septembre 2022, après l’audition de son frère par les enquêteurs de l’Office central de lutte contre le crime organisé chargés de l’enquête dite « Penalty », Mathias Pogba a été ensuite mis en examen et placé en détention provisoire avant d’être remis en liberté en décembre 2022.

Le parquet reproche notamment à Mathias Pogba d’avoir, à l’été 2022, « obtenu ou tenté d’obtenir par violences, menaces de violences ou contrainte, la remise de fonds, de valeurs ou d’un bien quelconque, en l’espèce de l’argent et des effets vestimentaires de valeur au préjudice notamment de Paul Pogba, en l’espèce notamment en le menaçant de rendre publics des éléments susceptibles de nuire gravement à sa carrière et à son image, en le menaçant de violences, susceptibles d’être exercées sur lui ou ses proches ».

Contactés, ni l’entourage de Paul Pogba – qui a déposé plainte en Italie à l’été 2022, ni son avocat, M^e Pierre-Jean Douvier n’ont

donné suite. L’avocat de Mathias, M^e Richard Arbib, n’a pas répondu. Devant les magistrats instructeurs, en janvier 2024, Mathias Pogba a indiqué avoir été la « marionnette de tous » et avoir été « baladé de gauche à droite » dans ce dossier.

Les charges contenues dans le réquisitoire définitif sont lourdes : « extorsion », « arrestation, enlèvement, séquestration ou détention arbitraire d’otage pour faciliter un crime ou un délit, suivie de libération avant le 7^e jour », « participation à une association de malfaiteurs ». Certains prévenus encourrent une peine maximale de dix ans de prison.

« Une clé USB »

Aux enquêteurs, Paul Pogba a longuement décrit cette soirée du 19 mars 2022. Ce jour-là, en marge d’un rassemblement de l’équipe de France à Clairefontaine (Yvelines), le footballeur vient de passer plusieurs heures avec un ami d’enfance, Boubacar C., cité de la Renardière, à Roissy-en-Brie (Seine-et-Marne), où il a grandi. Autour de minuit, alors qu’il s’apprête à regagner son hôtel parisien, Paul Pogba est conduit par d’autres copains du quartier, Adama C., Mamadou M., les frères Roushdane et Machikour K., jusqu’à un appartement à Montévrain (Seine-et-Marne).

Sur place, le joueur est forcé d’éteindre son téléphone, qui lui est confisqué. L’enquête a permis d’établir que, cette nuit-là, Mamadou M. a « exhibé », devant Paul Pogba, « une clé USB qui contenait selon ses dires des preuves du fait que le joueur avait eu recours au service d’un marabout pour nuire à son entourage, et notamment à l’un de ses coéquipiers en équipe de France (Kylian Mbappé) ». Roushdane K. a alors

Paul Pogba a confirmé avoir « largement soutenu financièrement [s]es amis d’enfance »

indiqué au joueur avoir « assuré sa protection pendant plusieurs années, et qu’il devait dès lors payer pour ce service ».

Surgissent alors deux hommes cagoulés, porteurs de gilet pare-balles, lourdement armés et présentés par Roushdane K. comme les « protecteurs » de Paul Pogba « contre des bandits qui voulaient le racketter ou l’enlever ». Mis en joue, Paul Pogba dit avoir été sommé par les deux hommes de payer 13 millions d’euros, dont 3 millions en espèces, et s’être engagé « sous la menace » à le faire.

« L’un des deux cagoulés a parlé à l’oreille de Roushdane. Quand les gars cagoulés repartent, Roushdane m’a dit qu’il fallait que je les paye, sinon on était tous en danger », a raconté Paul Pogba aux enquêteurs, tout en précisant que Roushdane K. « s’était porté garant pour le joueur ». Paul Pogba a confirmé lors de l’enquête avoir, « pendant de nombreuses années, largement soutenu financièrement ses amis d’enfance » et effectué « ainsi régulièrement, et le plus souvent à leur demande, des virements qui pouvaient atteindre plusieurs dizaines de milliers d’euros ».

Le joueur a reconnu avoir vainement tenté de payer ses maîtres chanteurs après le « braquage » par un virement à hauteur de 11 millions d’euros. « Lequel était refusé » par sa banque,

comme le note le parquet. Il a ensuite consenti à « effectuer plusieurs virements au bénéfice » de Boubacar et Adama C., le 23 mars 2022, à hauteur de 20 000 euros. Machikour K. « était pour sa part destinataire d’un virement de 40 000 euros, à charge pour lui d’en remettre une partie à Roushdane K. ».

Paul Pogba a également déclaré avoir, « sous la pression et en présence de Boubacar C. » (ce que ce dernier conteste), signé à Manchester un « document » « mentionnant qu’il acceptait de financer des investissements dans la cryptomonnaie par le virement d’une somme non indiquée au profit d’une société dont le nom n’était pas inscrit ».

100 000 euros en espèces

L’avocate de Roushdane K., Daphné Pugliesi, n’a pas souhaité faire de commentaire. Son client, en état de récidive après une condamnation définitive en 2017 pour, notamment, « complicité de séquestration », est le seul prévenu à être encore actuellement en détention provisoire.

M^e Saïd Harir, l’avocat de Boubacar C., soupçonné d’avoir perçu du joueur, en avril 2022, 100 000 euros en espèces, n’a pas souhaité réagir non plus. Pas davantage que Steeve Ruben, le conseil de Mamadou M., pour suivi notamment dans ce dossier pour « extorsion en bande organisée », et M^e Yves Leberquier, l’avocat de Machikour K.

Quant à M^e Karim Morand-Lahouazi, l’avocat d’Adama C., il assure que son client « a toujours contesté fermement » ces accusations. Ce dernier avait été interpellé en mars 2023 à son retour de Dubaï, où il résidait, avant d’être placé en détention provisoire et d’être ensuite remis en liberté. ■

RÉMI DUPRÉ

Au procès de Dominique Boutonnat, une même nuit et deux versions

Trois ans de prison avec sursis ont été requis contre le patron du Centre national du cinéma, accusé d’agression sexuelle sur son filleul

Une maison avec piscine, sur une île grecque, en août 2020. Deux familles en vacances. Les hôtes sont Dominique Boutonnat et son épouse. Leurs invités sont leurs meilleurs amis. Leur fils aîné, âgé de 21 ans, est le filleul du patron du Centre national du cinéma et de l’image animée (CNC). Dominique Boutonnat connaît sa mère depuis leurs études à Sciences Po et a choisi son père comme parrain de l’un de ses enfants.

Tribunal correctionnel de Nanterre, vendredi 14 juin. Le filleul est assis au banc des parties civiles. Dominique Boutonnat est accusé de l’avoir sexuellement agressé. Il a obtenu un non-lieu sur l’accusation de tentative de viol initialement retenue contre lui. Son épouse est venue le soutenir. De l’autre côté de la travée du public, au premier rang, un père et une mère veillent sur le jeune homme frêle aux traits fins qui a porté plainte contre son parrain.

Pendant dix heures d’audience, deux versions d’une même nuit se sont affrontées. C’est d’abord le plaignant qui raconte. « Dominique était comme un second père. C’était très chouette d’avoir cette figure adulte à qui se confier », dit-il. Auprès de son parrain, il s’était ouvert de son homosexualité et celui-ci l’avait aidé à l’annoncer à ses parents. Cet été-là, il rentrerait de trois années d’études à Londres et s’apprêtait à partir pour Séoul, en Corée du Sud, poursuivre son cursus universitaire. Le 3 août, après un dîner tardif dans une taverne, et alors que tout le monde était parti se coucher, Dominique Boutonnat et son filleul avaient prolongé la soirée au bord de la piscine, en enchaînant les verres.

Conversation enregistrée

« On parle beaucoup, je lui dis à quel point je lui suis reconnaissant de son accompagnement. Il me dit qu’il me considère comme un fils. » Ils se baignent nus dans la piscine – « on discute, il n’y a pas de geste équivoque » – ressortent, parlent et boivent encore. Le jeune homme admire le lever du soleil, la serviette qu’il porte autour des reins glisse, son parrain le photographie, et le complimente. « Mais les compliments ont un peu pris une autre forme, je me sens mal à l’aise. » Ils rentrent ensemble dans la maison, Dominique Boutonnat accompagne son filleul dans sa chambre, s’allonge à ses côtés sur son lit. « Et là, les choses se passent très vite... » A la barre, il marque un temps d’hésitation, avant de décrier « des embrassades, des frottements, des caresses de plus en plus explicites ». « Je perçois ça comme totalement dégradant. Ce n’est plus mon parrain. » Quelques heures plus tard, ils se croisent dans la salle de bains. « Dominique m’embrasse. Je vomis. »

Dominique Boutonnat s’explique à son tour. « Nous sommes restés tous les deux. Il était très joyeux. Il me confie beaucoup de choses sur sa vie, sur ses difficultés avec ses

parents, qui ont du mal à accepter sa sexualité. Il me dit qu’il ne s’est jamais senti aussi libre. » Sur les verres qui s’ajoutent aux verres, le bain dans la piscine, la photo, Dominique Boutonnat confirme, mais nuance : « C’étaient des photos panoramiques. »

Pour la suite, dans la chambre, il affirme : « Il me demande de l’embrasser. Il y a quelque chose d’assez tendre. Je l’embrasse et là, oui, ça bascule. Il me dit : “On ne peut rien contre l’attrance des corps.” Mais il n’y a eu que des embrassades et elles étaient consenties. Le reste n’est pas vrai. C’est impossible ! » C’est lui, poursuit-il, qui a mis le stop en quittant les lieux. « Le lendemain, je me réveille et je me dis : “Qu’est-ce que l’on a fait ? Comment moi, j’en suis arrivé là ? Je n’ai pas su gérer.” »

Le jeune homme et sa famille partent le surlendemain. Avec Dominique Boutonnat, ils échangent quelques messages banals sur la suite de leurs vacances respectives. De retour à Paris, il se confie à sa meilleure amie. Il se sent « sale, d’une saleté très profonde, alors que Dominique revient voir mes parents et fait comme si de rien n’était ». C’est elle qui l’encourage à tout leur raconter, lui suggère d’appeler son parrain et d’enregistrer la conversation. Il compose le numéro.

L’échange est diffusé dans la salle d’audience. « Je t’ai dit que je te considérais comme mon père. [Ce qui s’est passé] pour moi, c’est un truc qui est impossible à gérer », dit le filleul. « On a fait une énorme connerie. Cette proximité qui a dégénéré, c’est complètement anormal. C’est moi qui ai fait la connerie, pas toi », répond le parrain. « Quand j’y repense, je pourrais vomir. Je n’avais pas envie de toi... »

– Moi non plus, je n’ai pas d’attirance sexuelle pour toi ni pour aucun garçon, enchaîne Dominique Boutonnat. C’est quelque chose qui n’est pas possible entre nous. On était complètement bourrés. On n’est pas allé très loin heureusement. On s’est arrêté à temps. Il ne faut pas que ça te traumatise. Moi aussi, ça m’a perturbé. N’en parle à personne. C’est ininterprétable par d’autres que nous », insiste-t-il. Quelques jours plus tard, Dominique Boutonnat reçoit un message de ses amis. Leur fils leur a parlé. « Nous sommes K.-O. debout. Tu faisais partie de la famille. Nous ne voulons plus jamais nous retrouver en ta présence. »

Pour la procureure, qui requiert trois ans d’emprisonnement avec sursis contre Dominique Boutonnat, la conversation enregistrée établit la preuve de la culpabilité du prévenu. « Ces faits sont sans lien avec son exercice professionnel », prend-elle toutefois la peine de préciser à l’égard du patron du CNC. En défense, M^e Emmanuel Marsigny, qui plaide le doute, donc la relaxe, demande au tribunal de ne voir dans cet échange que la « confusion des sentiments ». Délibéré le 28 juin. ■

PASCALE ROBERT-DIARD

Immeubles rue d’Aubagne : les parties civiles citent les propriétaires devant le tribunal

Les juges d’instruction n’avaient retenu que quatre prévenus pour le procès

MARSEILLE - correspondant

Une société municipale d’économie mixte, un cabinet de syndic, un expert architecte et un ex-adjoint au maire Jean-Claude Gaudin : ils devaient être quatre prévenus à répondre de leur éventuelle responsabilité dans l’effondrement de deux immeubles de la rue d’Aubagne, le 5 novembre 2018, à Marseille. Au procès qui s’ouvrira le 7 novembre devant le tribunal correctionnel pour « homicides involontaires », « blessures involontaires » et « mise en danger de la vie d’autrui », ils seront finalement quinze prévenus.

Neuf nouvelles personnes et deux sociétés ont été directement citées devant le tribunal par les avocats des parties civiles, une procédure rare après une instruction : le directeur de Marseille Habitat, la société d’économie mixte propriétaire de l’immeuble inoccupé du 63, rue d’Aubagne, un cadre de celle-ci et le gestionnaire du cabinet de syndic Liautard, ainsi que les propriétaires de quatre des dix logements du numéro 65, où avaient péri huit victimes ; soit six personnes physiques et deux sociétés.

« Les propriétaires étaient les grands oubliés de l’instruction qui est restée sur les strates hautes et institutionnelles des responsabilités », observe M^e Brice Grazzini. Défenseur de nombreuses parties civiles, il estime que « les propriétaires doivent répondre de leur inaction ». Décrivant un inexorable processus de dégradation faute d’entretien, les experts ont affirmé qu’à la mi-octobre 2018, les effondrements étaient devenus inéluctables.

En plus des infractions d’« homicides » et « blessures involontaires » et de « mise en danger », les avocats des victimes introduisent dans le débat le délit de « soumission de personnes vulnérables à des conditions d’hébergement incompatibles avec la dignité humaine ».

« Les propriétaires doivent répondre de leur inaction »

BRICE GRAZZINI
défenseur de nombreuses parties civiles

Ces citations directes, signifiées cette semaine, étaient dans les tuyaux une fois acté que les juges d’instruction ne mettraient pas les copropriétaires en examen, se limitant à leur représentant, le cabinet de syndic Liautard. Les propriétaires « ne pouvaient pas ne pas être dans le débat », assure M^e Clément Dalançon.

« Rétention d’informations »

L’unanimité sur la citation des propriétaires ne s’est pas faite au sein des parties civiles. La propriétaire du 3^e étage côté rue ne sera par exemple pas devant le tribunal. « C’est une dame de 80 ans qui vit dans des conditions pas bien meilleures que son locataire », explique M^e Stéphanie Spiteri, défenseuse des proches d’une des victimes. Sur le même palier, côté cour, la locataire et une personne qu’elle hébergeait avaient péri. Mais, explique M^e Céline Lendo, avocate de la famille de la locataire, « mes clients ont estimé qu’il n’y avait pas les éléments pour engager la responsabilité d’une propriétaire qui l’appuyait chaque fois que la locataire alertait le syndic ».

Parmi les propriétaires directement cités devant le tribunal, Xavier Cachard, à l’époque conseiller

régional (Les Républicains), se voit reprocher « une excellente connaissance de la situation, étant l’avocat du syndic ». Et, ajoute M^e Benoît Candon, défenseur de ses locataires, « l’instruction montre notamment qu’au lieu de pousser à la réalisation de travaux, il cherchait à accroître les procédures d’expertise dans le but de gagner du temps ». Interrogé, son avocat, M^e Pierre Ceccaldi, explique que « Xavier Cachard entend réserver ses explications au tribunal ».

La surprise vient par ailleurs de la citation directe adressée à l’ex-directeur de Marseille Habitat, à son délégué et au gestionnaire de l’immeuble, employé du cabinet Liautard. Dans l’ordonnance de renvoi devant le tribunal, les juges avaient eu des mots durs à l’encontre de ce dernier qui avait pratiqué « une rétention d’informations » sur un immeuble soumis à des alertes. Même sévérité au sujet de Marseille Habitat, propriétaire du 63, inoccupé depuis des années. Selon M^e Dalançon, « il était trop facile de se défaire sur une personne morale alors que leurs représentants ont commis des fautes et doivent donc en répondre ». ■

LUC LEROUX

JUSTICE
Une « revenante » de Syrie mise en examen pour « génocide »

Une Française rentrée de Syrie en août 2021 et déjà poursuivie pour des infractions terroristes est désormais également mise en examen pour « génocide » « complicité de génocide », ainsi que pour « crimes contre l’humanité » à l’encontre de la minorité yézidie, a in-

diqué vendredi 14 juin le parquet national antiterroriste, sollicité par l’AFP. C’est la troisième « revenante » en France à être poursuivie pour ces chefs d’accusation. Cette mère de famille, aujourd’hui âgée de 35 ans, est notamment soupçonnée d’avoir réduit en esclavage un enfant yézidie en 2017. Elle « conteste vivement » les accusations portées contre elle. – (AFP)



Remplacement d'airbags défectueux sur des véhicules Citroën, chez un concessionnaire de Perpignan, le 5 juin.

NICOLAS PARENT/
« L'INDÉPENDANT »/MAXPPP

Airbags : le chaos, après le rappel de Citroën

Des propriétaires de véhicules concernés disent leur désarroi et leur colère face aux ratés de la prise en charge

TÉMOIGNAGES

MARSEILLE - correspondant

Chaque propriétaire a son histoire. Mais tous les récits individuels collectés par *Le Monde* convergent : le rappel, en France, (avec demande d'immobilisation), de 250 000 véhicules Citroën C3 et DS3 équipés d'airbags de la marque japonaise Takata potentiellement défectueux a débouché sur un immense désordre.

Difficultés récurrentes pour s'inscrire sur la plate-forme numérique mise en place par Stellantis ; concessionnaires débordés, pas au courant ou traînant les pieds ; courriers aussi tardifs qu'anxiogènes et absence de solutions alternatives et de compensations financières pour ceux qui utilisent quotidiennement leurs véhicules... Les témoignages des victimes de l'opération C3, principalement situées dans le sud du pays, sous une ligne Clermont-Ferrand - Lyon, donnent l'image de clients forcés de composer avec l'inattendue nécessité de mettre subitement leur voiture à l'arrêt.

Quelques-uns s'en sont plutôt bien sortis, comme Marie-Clémence Balle, qui vit entre Manosque et Saint-Martin-de-Brômes, dans les Alpes-de-Haute-Provence. « Mes airbags ont été remplacés en trois semaines... Quand j'entends que, pour d'autres conducteurs, le délai peut atteindre plusieurs mois, je mesure ma chance », constate-t-elle.

Pour cette tonique septuagénnaire, tout n'a pourtant pas été simple. Quand, le 15 mai, un courrier recommandé lui demande de « cesser immédiatement d'utiliser son véhicule », elle panique. Pouvoir se servir de sa C3 de 2010 est une nécessité dans ce département alpin mal desservi par les transports en commun.

La lettre du constructeur – qui commence étrangement par « Cher monsieur » – précise que les airbags de sa voiture peuvent se détériorer et exposer conducteur

et passagers à un risque « susceptible de provoquer des blessures graves voire mortelles ». « C'était terriblement anxiogène », raconte-t-elle. Sans autre solution, cette commerçante à la retraite continue, malgré tout, à rouler. « Mais le moins possible. Pendant trois semaines, j'ai conduit comme dans Le Salaire de la peur. A chaque dos-d'âne, j'étais terrorisée », explique-t-elle, évoquant le film dans lequel Yves Montand convoie de la nitroglycérine par camion.

Comme plusieurs milliers de personnes, Marie-Clémence Balle a reçu un courrier type de deux pages signé par la « direction pièces et services » de Citroën, avec un QR code et une adresse Internet donnant accès à une page d'inscription. Là, il faut rentrer les 17 chiffres du numéro de série de sa voiture. « J'ai préféré appeler le service clients et je suis tombée sur quelqu'un qui, visiblement, n'était informé de rien et m'a demandé de lui lire le contenu de ma lettre. » La suite, beaucoup d'utilisateurs la racontent aussi : une procédure numérique complexe qui se bloque sans raison et que l'on doit rééditer plusieurs fois avant d'aboutir.

Quelques jours plus tard, un nouvel e-mail du constructeur automobile prévient que ses pièces sont disponibles... à la commande. Et, finalement, un dernier courrier électronique lui donne rendez-vous, le 7 juin, chez son

concessionnaire pour « la modernisation de [son] véhicule ». « La formule m'a fait rire. Il y a des communicants qui ont dû travailler longtemps dessus ! »

Chez Stellantis, nul ne nie la complexité du dossier. La direction explique avoir provisionné près de 1 milliard d'euros, dès 2022, après que le service qualité a décidé qu'il fallait procéder aux rappels. Mais il a fallu attendre que toutes les solutions techniques soient au point pour lancer la campagne au début de 2024, précise la direction.

En revanche, à l'échelon du réseau de vente, le récit qui est fait est celui d'une organisation marquée par le manque de préparation. « Citroën n'avait pas donné d'instruction sur ce qu'il faut faire des vieux airbags, décrit un concessionnaire qui a requis l'anonymat. Aucune casse n'en veut, et comme c'est dangereux – c'est de la pyrotechnie –, on ne peut pas les envoyer au recyclage ou à la poubelle. Il a fallu que le réseau réclame pour que le constructeur envoie des caisses. Et puis, il n'y a pas vraiment de hotline mise en place par Stellantis. Certains petits garages, qui ont une ou deux secrétaires et reçoivent 200 à 300 appels par jour, sont complètement saturés. »

« Manque de compétence »

A force de réduire sans cesse ses effectifs (– 12 % en Europe entre 2021 et 2023), Stellantis a-t-il encore suffisamment de moyens humains pour gérer ce genre de situation ? s'interrogent de nombreux professionnels contactés.

Illustration : son rendez-vous pour « moderniser » sa C3 de 2012, Aurélia Verpillot Canniccioni, 45 ans, l'attend toujours, plus de deux mois après avoir reçu sa lettre de rappel. Le créneau prévu le 5 juin a été annulé la veille par son concessionnaire près de Grenoble, en Isère. « On m'a expliqué que les pièces n'étaient pas arrivées, car il fallait fournir le code... Un code que j'avais donné en prenant rendez-vous », s'agace-t-elle.

Voiture à l'arrêt dans la cour de sa maison, forcée de jongler pour ses déplacements professionnels entre covoiturage et véhicules empruntés, cette cadre dans la fonction publique en a piqué « une colère noire ». « A tel point que mon concessionnaire m'a enfin proposé un véhicule de prêt », dit-elle.

Fin mai, M^{me} Verpillot Canniccioni a écrit à plusieurs journaux, dont *Le Monde*, pour décrire un « processus ubuesque, une véritable maltraitance et un manque de compétence flagrant ». Jour après jour, elle a documenté sa quête pour obtenir le fameux sésame nécessaire à la prise en charge.

« Professionnellement, j'ai l'habitude des démarches administratives, mais là, je n'en pouvais plus de tourner en rond entre le service clients Citroën, les différents numéros d'appel et mon concessionnaire, et de m'entendre dire : 'Mais madame, il faut un code !' A un moment, une personne m'a même assuré que mon véhicule n'était pas concerné. Ce qui m'a été démenti ensuite », raconte-t-elle en soufflant.

Envoyée en copie à Stellantis, sa lettre aux médias débloque finalement une première étape. « Le lendemain, j'ai eu quatre appels du service clients et reçu mon code par mail », raconte-t-elle. Aujourd'hui, elle attend un nouveau rendez-vous. Et promet de se joindre aux actions collectives qui démarrent : « Je comprends que Citroën fasse une campagne de rappel. Mais je n'accepte pas de devoir faire son travail. Je suis une cliente, le problème vient de la conception du véhicule, ce n'est pas à moi de me débattre pour chercher un code... »

Propriétaire d'une C3 millésime 2012, Aurore Gaillard a aussi dû prendre en charge ses démarches. Alertée par des amis inquiets, cette costumière dans l'audiovisuel à Marseille n'avait reçu aucun courrier de Citroën. « Mais en entrant le numéro d'immatriculation de ma voiture sur le site Internet, j'ai vu que ma voiture était concernée », explique-t-elle.

« Pendant trois semaines, j'ai conduit comme dans "Le Salaire de la peur". A chaque dos-d'âne, j'étais terrorisée »

MARIE-CLÉMENCE BALLE
propriétaire d'une C3

Commence alors le parcours du combattant numérique : « Fin mai, on m'a proposé une liste de garages autour de chez moi. J'en ai choisi un et laissé mon numéro de téléphone pour qu'on me rappelle. Depuis, plus de nouvelles. » Pour travailler en semaine, M^{me} Gaillard utilise un véhicule de fonction.

Reste le week-end, où elle est limitée dans ses déplacements. « Dans son formulaire, Citroën demande à quelle fréquence on utilise sa voiture. Je n'ai pas voulu faire la malhonnête et prendre la place de gens qui en ont besoin tous les jours... Mais je pense qu'à cause de ça, je n'aurai pas d'informations avant septembre ! », se projette-t-elle.

L'ampleur de l'affaire fait craindre une détérioration de l'image des marques concernées. « Avant, Citroën n'avait pas de problème de qualité. C'est comme si Stellantis ne mesurait pas l'ampleur de l'insatisfaction que cela génère », se désole le concessionnaire cité plus haut.

Illustration chez les Chavanne. On y appréciait jusqu'alors les C3. Christian, le père, 74 ans, qui habite Pertuis (Vaucluse), a acheté un premier modèle en 2010. Un véhicule cédé à sa fille Elisa, qui vit à Marseille, lorsqu'il rachète, avec son épouse, une version plus récente. « Le premier courrier, je l'ai reçu pour la voiture qu'utilise ma fille. Une recommandé posté aux Pays-Bas, le 26 janvier », raconte le

retraité. A l'époque, la lettre ne contient rien de critique. Juste l'annonce d'un rappel « étendu prochainement à la bordure méditerranéenne ». « Par acquit de conscience, j'ai quand même appelé mon concessionnaire... Mais il n'était au courant de rien », raconte Christian Chavanne.

Sans inquiétude, sa fille Elisa, 45 ans, continue de se servir de sa voiture « pour emmener les enfants à leurs activités ou en week-end ». Une période, qui, rétrospectivement, la fait frissonner. « A quoi ai-je exposé ma famille ? Pourquoi Citroën ne m'a pas relancée ? », s'interroge cette agente du conseil départemental.

« C'est lamentable »

Car, mi-mai, si une seconde lettre recommandée arrive chez les Chavanne à Pertuis, elle concerne uniquement la nouvelle C3 de Christian. « A ce moment-là, je suis allée sur le site de Citroën et j'ai vu qu'il fallait que j'arrête immédiatement, moi aussi, de conduire mon véhicule », rembobine Elisa. Désormais inscrite pour la campagne de rappel, cette mère de deux enfants attend son rendez-vous chez un concessionnaire marseillais.

Comme son père dans le Vaucluse. « C'est plus que de la légèreté... C'est lamentable », se désole ce dernier, qui a demandé, en vain, à Citroën de lui fournir « une solution mobilité », nécessaire à son quotidien.

Elisa Chavanne, elle, a écrit à son assureur pour savoir s'il garantirait toujours ses déplacements. Sans réponse pour l'instant. Sur les groupes de consommateurs qu'elle consulte sur Internet, Elisa a relevé l'idée de faire désactiver ses airbags chez un autre garagiste. « Mais qui paiera ? », se demande-t-elle. Une question que tous les propriétaires de C3 qui ont dû assumer des frais en raison de l'immobilisation surprise de leur véhicule se posent désormais. ■

GILLES ROF
ET SOPHIE FAY (À PARIS)

Paris 2024 : les incertitudes du plan de transport sont levées

Ministres, préfets et opérateurs ont détaillé le plan qui permettra d'acheminer les 700 000 personnes qui « font et vivent » les Jeux

L'équipe des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 a tellement lu et entendu que le sujet des transports, avec celui de la sécurité, était le défi majeur de l'organisation que, jeudi 13 juin, à la sortie du treizième comité stratégique des mobilités des Jeux, puis le lendemain, au siège de Paris 2024, ils n'ont eu qu'un seul mot : « Nous sommes prêts. »

« Nous sommes prêts grâce à une équipe soudée et responsable, et cet esprit de concorde qui règne entre nous », a complété Patrice Vergriete, le ministre chargé des transports, non sans allusion au résultat des élections européennes survenu dimanche 9 juin, et au risque de voir l'extrême droite arriver au pouvoir, le 7 juillet. « Nous sommes prêts, le plan de transport, et ses 125 plans alternatifs en cas d'aléas, est achevé », a renchéri Valérie Pécresse, la présidente du conseil régional francilien et d'Ile-de-France Mobilités.

Tout cela était compter sans « l'irruption de la politique dans l'organisation de ces Jeux, [qui] n'est pas une bonne nouvelle », a-t-elle reconnu, appelant à une « trêve olympique ». Que se passera-t-il, après le 7 juillet, à vingt jours de la cérémonie d'ouverture du 26 juillet, en cas de nouveau gouvernement ? « On verra », a répondu Patrice Vergriete, absorbé par le combat qu'il mène pour que le Rassemblement national, arrivé en tête dans sa ville, à Dunkerque (Nord), « ne gagne pas ». « Je n' imagine pas qu'il puisse arriver au pouvoir en France », poursuit-il.

La ministre des sports, Amélie Oudéa-Castéra, a, elle, rappelé « l'énorme vigilance à avoir » dans

cette dernière ligne droite : « Les grands événements sportifs internationaux, ça n'est jamais du pilotage automatique. On a de la chance d'avoir des préfets extraordinaires, mais nous ferions une erreur de penser (...) qu'il n'y a pas besoin d'expérience pour livrer ces Jeux. » « Il s'agit de ne pas détruire le travail de centaines de milliers de personnes, a complété Valérie Pécresse. C'est aussi 3 milliards de spectateurs. On n'a pas le droit de rater ce moment qui est le moment de la France. »

Nouvelles pistes cyclables

Une fois ces avertissements formulés, les ministres, les préfets, comme les opérateurs de transport, ont détaillé le plan qui permettra d'acheminer les 700 000 personnes qui « font et vivent » les Jeux – 500 000 spectateurs et 200 000 accrédités – tout en continuant à faire circuler les trains pour les Franciliens. « Cela revient à assurer 9 millions à 10 millions de trajets chaque jour », rappelle Amélie Oudéa-Castéra. Car Paris 2024 s'est fixé un objectif de taille : faire arriver et repartir, sur les 41 sites de compétition – 25 en Ile-de-France – 100 % des spectateurs en transports en commun, à vélo ou à pied. Une première dans l'histoire pour des Jeux qui se veulent être « les plus décarbonés » de l'ère moderne.

Sur la liste des chantiers qui devaient aboutir, le prolongement d'Eole à l'ouest a été inauguré ; les sept nouvelles gares de la ligne 14, entre Saint-Denis-Pleyel et l'aéroport d'Orly, le seront le 24 juin ; les gares ont été rendues accessibles, de nouvelles pistes cyclables ont été tracées et 27 000 places de sta-

« Cela revient à assurer 9 millions à 10 millions de trajets chaque jour »

AMÉLIE OUDÉA-CASTÉRA
ministre des sports

tionnement aménagées. Les accords avec les syndicats sont signés, les conducteurs et agents recrutés. Il restait à boucler le dispositif de la cérémonie d'ouverture, le défilé des athlètes devant se dérouler, pour la première fois, en pleine ville, et non dans l'enceinte fermée d'un stade. Ainsi, 326 000 spectateurs munis de billet, soit « quatre Stades de France », sont attendus le long de la Seine. Le tout, un vendredi soir, veille du chassé-croisé des vacances.

L'accueil se fera dès le milieu d'après-midi. Sur chaque billet, il sera indiqué les stations par lesquelles le spectateur pourra accéder à sa zone. Les fréquences des RER et des métros seront alors à leur maximum. Tout est prévu pour que dans ces espaces se trouvent des points de restauration, de rafraîchissement, et des toilettes en nombre. Le montage sur les quais hauts débute dès lundi 17 juin. Celui sur les ponts, le 8 juillet. Les fermetures progressives auront lieu à partir du 14 juillet. Le démontage débutera le 26 juillet à minuit, juste après le dernier tableau de la cérémonie.

La sécurisation des abords du fleuve est l'autre défi de cette cérémonie. Les coupures de circula-

tion débiteront mi-juillet, et à partir du 18 juillet, le périmètre antiterroriste – les quais et la première rangée d'immeubles – sera mis en place. Seules les personnes munies d'une attestation (à demander sur le site Pass Jeux) pourront y accéder. Des lignes de métro seront coupées, des stations fermées, mais Patrice Vergriete a demandé à Ile-de-France Mobilités et à la Préfecture de police de réduire celles-ci au maximum.

Sur la ligne 7, il sera finalement possible de traverser la Seine – elle devait être terminus à Sully-Morland – et la station Iéna a été sortie de la zone de protection. D'autres durées de fermeture ont été raccourcies. Les stations Champs-Élysées-Clémenceau, Concorde et Tuileries, qui devaient être fermées douze semaines, ne le seront plus que par intermittence. En revanche, pendant le défilé, la ligne 6 et une partie de la 5 seront entièrement coupées, comme le RER C et la station Javel, sur la ligne 10.

Enfin, les gares de Lyon, d'Austerlitz et de Bercy n'accueilleront plus de trains après 16 heures. Les aéroports vont évidemment connaître des records d'affluence et de fréquentation pendant cette période. Air France transportera au minimum un athlète sur cinq, et même un athlète paralympique sur trois. La compagnie s'attend à acheminer, certains jours, dix fois plus de bagages hors format. La veille ou les heures précédant la cérémonie d'ouverture, il faudra aussi gérer le ballet aérien des chefs d'Etat qui arriveront à Orly ou au Bourget. Une redite de la COP21, mais, cette fois-ci, avec un nombre considérable de spectateurs en plus. ■

ÉMELINE CAZI

Sur les marchés, le flou politique et économique entretient la tension

L'indice CAC 40 a chuté de près de 6,4 % sur la semaine, et le rendement des obligations d'Etat se rapproche de celui du Portugal

Cela commence à peser lourd. Le constat dressé par Alexandre Baradez, analyste de marché chez le courtier IG, résume bien la semaine qui s'achève sur les marchés financiers, désarçonnés par la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée par Emmanuel Macron dimanche 9 juin au soir et les risques qu'elle fait peser sur les finances publiques françaises.

En fin de séance, vendredi 14 juin, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris se repliait de 2,8 % sur la journée et de 6,4 % sur la semaine, sa plus mauvaise performance hebdomadaire depuis juin 2022. Oublié, le record historique inscrit le 15 mai, à 8 253,1 points : depuis, l'indice parisien a chuté de près de 10 %.

Mais c'est surtout sur le marché obligataire que se répercutent les inquiétudes des investisseurs : le « spread » franco-allemand, l'écart entre les taux d'intérêt à dix ans des deux principales économies de la zone euro, s'est creusé de plus de 20 points de base, depuis l'annonce d'Emmanuel Macron, pour atteindre 77 points, du jamais-vu depuis 2017.

Cet indicateur du risque accolé à la détention d'emprunts d'Etat français reste certes très loin de ses sommets de 2012, autour de 190 points, en pleine crise de la dette dans la zone euro.

Mais l'avertissement est sérieux : à 3,11 %, après un pic à près de 3,25 %, lundi 10 juin, le rendement des obligations d'Etat françaises à dix ans évolue désormais tout près de celui des emprunts du Portugal, pays dont la note souveraine est pourtant inférieure de plusieurs échelons à celle de la France dans les barèmes des grandes agences de notation. A ces niveaux, la réaction du marché reste néanmoins mesurée, estime Christophe Boucher, directeur des investissements d'ABN Amro Investment Solutions : les ventes d'obligations françaises n'ont pas été massives, mais certains investisseurs ont préféré se reporter sur les actifs jugés les plus sûrs dans le contexte actuel, à commencer par la dette publique allemande et le dollar. Ce qui explique le repli de l'euro sous 1,07 dollar, au plus bas depuis un mois.

« Pour l'instant, les grands investisseurs institutionnels, étrangers comme français, qui détiennent la majorité de la dette de la France, se regardent les uns les autres en se demandant quoi faire, poursuit M. Boucher. Mais si un jour un gros investisseur se met à vendre massivement de la dette française ou italienne, personne ne voudra être le dernier, et tout le monde suivra. »

D'autant que si les investisseurs européens peuvent suivre de près

l'évolution des sondages et le détail des programmes, les gros détenteurs de titres américains ou britanniques ne prennent pas forcément cette peine et peuvent décider abruptement de « sortir » du marché de la dette française pendant quelques semaines.

Tous les professionnels des marchés ont en tête la panique financière mêlant envolée des taux d'intérêt et chute de la livre sterling déclenchée en septembre 2022 par le gouvernement britannique d'Elizabeth Truss en annonçant 45 milliards de livres sterling (53,3 milliards d'euros) de baisses d'impôts non financées.

Autre menace prise au sérieux : celle d'une contagion de la défiance envers la France à d'autres pays de la zone euro, notamment les « périphériques », Italie, Portugal ou Espagne. Pour prévenir un tel scénario, économistes et sociétés de gestion cherchent à évaluer aussi précisément que possible l'impact sur l'économie et les finances publiques des divers programmes en lice.

Programme « très dépensier »

Pour les économistes d'Allianz Trade, la mise en œuvre des principales propositions du Rassemblement national, dont ils estiment le coût à entre 114 milliards et 124 milliards d'euros, réduirait ainsi la croissance de 0,3 point de pourcentage, augmenterait le déficit à 6,5 % du produit intérieur brut (PIB) d'ici à 2026, creuserait les spreads de 80 à 100 points de base et ferait chuter les marchés d'actions de 10 % par rapport à leur niveau préélectoral. « C'est à la fois beaucoup et peu », ajoutent-ils.

De son côté, le cabinet Asterès s'est penché sur le programme du Nouveau Front populaire dévoilé vendredi, qu'il juge « très dépensier », faute d'avoir eu le temps de chiffrer précisément son coût. Mais il est « évident », ajoute-t-il, que les dépenses ou les manques à gagner qu'il implique « dépassent de plusieurs dizaines de milliards d'euros, au bas mot, les recettes proposées ».

Les plus optimistes des investisseurs veulent croire à un scénario « à l'italienne », en référence au choix de la présidente du conseil, Giorgia Meloni, issue de l'extrême droite, d'une alliance avec la droite traditionnelle et d'une politique, relativement, peu dépensière.

Tous s'accordent sur un point : la volatilité des marchés restera élevée au moins jusqu'au soir du premier tour de scrutin. Et la banque Barclays prévient déjà : « Il y a des chances que l'incertitude se prolonge pendant une bonne partie de l'été en l'absence de coalition viable. » ■

MARC ANGRAND

Des travailleurs sans papiers des centres de tri des déchets d'Ile-de-France aux prud'hommes

Douze salariés étaient exploités par NTI, entreprise sous-traitante de Veolia, Paprec, Suez et Urbaser entre 2019 et 2022. Une dérive déjà dénoncée par onze autres collègues en 2023

Hind (les salariés ont demandé qu'on ne mentionne pas leur nom de famille), 28 ans, a trié les emballages usagés des centres de tri des déchets d'Ile-de-France chaque nuit de 23 heures à 5 heures jusqu'à son huitième mois de grossesse. Sans papiers, elle n'a bénéficié d'aucun congé maternité : ce furent trois mois sans solde. Pour demander réparation, elle et douze autres salariés sans papiers exploités par NTI, une entreprise sous-traitante de Veolia, Paprec, Suez et Urbaser entre 2019 et 2022, ont déposé un dossier devant les prud'hommes de Paris, mercredi 12 juin.

Ils emboîtent ainsi le pas aux onze de leurs collègues qui ont dénoncé cette dérive le 28 août 2023, en occupant symboliquement le centre de tri XVEO Veolia à Paris, avec le soutien de la CGT. Le Monde avait alors révélé les pratiques déléteres de cette entreprise sous-traitante, semblant fonctionner comme une agence d'intérim, puisqu'elle envoyait du personnel compléter les équipes de Suez, Veolia ou Paprec. Mais dans des conditions de travail et de rémunération bien moins-disantes. Une enquête de l'inspection du travail est toujours en cours. Et pourrait déboucher sur des poursuites pénales.

« On nous téléphonait pour nous donner les missions au jour le jour. Parfois, je travaillais de 21 heures à 5 heures sur un site, puis j'enchaînais en 6h30-14 heures sur un autre », confie Hicham, 35 ans. « Nos cadences étaient plus élevées, les tapis plus rapides et il y avait dessus plus de déchets », témoigne Hind, preuve, selon elle et ses collègues, que des responsables, chez les entreprises donneuses d'ordre, étaient conscients de leur statut de seconde zone. Ce que Veolia, Paprec et Suez démentent.

Ils sont tous complices

« Personne ne vérifiait jamais nos pièces d'identité. Ces gens-là profitent de la situation. C'est comme si nous n'avions aucune valeur, alors qu'on faisait le double ou le triple du travail », déplore Youssef. « Ils sont tous complices. Leur but, c'était juste que le travail soit fait », estime Anes, qui montre les photos d'un bleu de 20 centimètres sous son aisselle après qu'il a chuté d'un escabeau. Les accidents du travail n'étaient jamais déclarés. Aucun n'a jamais reçu de formation à la sécurité.

La plupart travaillaient sans contrat, rémunérés 60 euros la journée, 80 euros la nuit. Usés par ces abus, ils ont fini par alerter eux-mêmes l'inspection du travail. Laquelle a orchestré des contrôles coordonnés dans quatre centres

de tri franciliens, fin 2022. Les dirigeants de NTI ont liquidé leur société quelques semaines plus tard. Mais plusieurs de ses salariés sans-papiers ont pu continuer à travailler plusieurs mois dans les mêmes centres de tri, en intérim cette fois, prouvent les contrats qu'ils ont montrés au Monde.

Veolia affirme pourtant s'assurer « de la régularité de la situation de ses prestataires vis-à-vis du droit du travail et de la législation sur l'emploi des étrangers, conformément à ses obligations légales : demande régulière des attestations de vigilance de l'Urssaf et de la liste des salariés étrangers ». « Suez exerce pleinement son devoir de vigilance », indique également la société, mettant en avant « des contrôles réguliers tous les six mois auprès de plus de 2 000 fournisseurs et en continu pour 600 fournisseurs-clés ». « Nous travaillons avec des entreprises avec lesquelles nous avons des contrats-cadres, qui nous fournissent l'ensemble des attestations légales », fait encore valoir Paprec.

« C'est la preuve que ce n'est pas suffisant. Dès qu'on fait capoter un système, un autre se met en place, déplore M^e Katia Piantino, l'avocate des sans-papiers. Il faut que les pouvoirs publics prennent leur responsabilité, et soient plus vigilants vis-à-vis des entreprises auxquelles ils confient ces marchés publics. »

Quand, en août 2023, une partie des ex-salariés sans-papiers de NTI ont occupé XVEO, un de leurs anciens camarades travaillait justement sur le site. Les interpellations médiatiques ayant poussé l'ensemble des entreprises donneuses d'ordre à de nouvelles vérifications, son contrat fut arrêté trois jours plus tard, avec un mois d'avance.

« Compte tenu des circonstances particulières des éléments du dossier NTI portés à [sa] connaissance », Veolia a cependant rapidement proposé une solution aux premiers sans-papiers lanceurs d'alerte. Elle a rempli les précieux Cerfa, ces documents administratifs de demande d'autorisation de travail qui leur ont permis de déposer des demandes de régularisation en préfecture. Depuis, dix travaillent en CDI chez Veolia grâce à des récépissés de titre de séjour. Ils sont actuellement en attente de leur renouvellement par la préfecture. « Cela prend énormément de temps », déplore Ali Chaligui, coordinateur syndical CGT Veolia Propreté.

Les prochaines audiences aux prud'hommes n'interviendront pas avant novembre. NTI n'existant plus, les sans-papiers y solliciteront la solidarité financière des entreprises donneuses d'ordre pour obtenir des indemnités. ■

ALINE LECLERC

CONJONCTURE Nigeria : un prêt de 2,25 milliards de dollars de la Banque mondiale

Le Nigeria a obtenu un prêt de 2,25 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros) de la part de la Banque mondiale afin de soutenir les efforts du pays pour stabiliser l'économie, a déclaré la banque dans un communiqué, publié jeudi 13 juin. Le pays le plus peuplé d'Afrique est en proie à une profonde crise économique depuis la mise en place de plusieurs réformes par le président, Bola Tinubu, à son arrivée au pouvoir en mai 2023, comme la fin d'une subvention cou-

teuse aux carburants et la libéralisation du naira. – (AFP)

L'inflation à 8,3 %, fin mai, en Russie, au plus haut depuis février 2023

Le rythme de l'inflation en Russie a encore accéléré en mai, alors que les responsables avertissent que d'énormes dépenses publiques pour soutenir l'offensive contre l'Ukraine entraînent une surchauffe de l'économie. L'inflation annuelle s'est élevée à 8,3 %, fin mai, contre 7,8 %, un mois plus tôt, a déclaré, vendredi 14 juin, l'agence de statistique officielle du pays. C'est le niveau le plus élevé depuis février 2023. – (AFP)

Les Bleus favoris et escortés par quelques doutes

L'équipe de France dispute son premier match du championnat d'Europe des nations lundi contre l'Autriche

FOOTBALL

PADERBORN (RHÉNANIE-DU-NORD-WESTPHALIE) - *envoyé spécial*

À l'image du ciel allemand, hésitant en ce mois de juin, il y a comme un contraste, ombre et lumière mêlés, sur l'équipe de France de football, à l'heure où elle s'apprête à entrer dans son onzième championnat d'Europe des nations, lundi 17 juin à 21 heures, face à l'Autriche.

Côté lumière, hors le soleil qui tente épisodiquement de réchauffer la petite ville de Paderborn, près de laquelle les Bleus ont pris leurs quartiers le 12 juin, figure l'engouement local. Jeudi, 4 000 personnes ont assisté à une séance d'entraînement ouverte au public. *Ramenez la coupe à la maison*, de Vegedream, et Aya Nakamura dans les enceintes, petits drapeaux et sourires d'enfants pour entourer les vice-champions du monde, dont le séjour dans ce petit coin rural de Rhénanie-du-Nord-Westphalie fait bien sûr événement.

Côté lumière encore, il y a le regard de l'Europe du ballon rond, qui classe les Français parmi les favoris de la compétition. Une habitude, au vu de leur historique récent (trois finales disputées lors des quatre dernières grandes compétitions). Sous le signe des deux étoiles qui habillent leur hôtel et leur centre d'entraînement, en référence à leurs titres mondiaux, les Bleus ne renient pas cette ambition. Gagner cet Euro (après ceux de 1984 et 2000), *«c'est notre objectif»*, avait assumé Didier Deschamps dès l'annonce de la liste des joueurs retenus pour le tournoi. C'est qu'il y a, pour celui qui boucle sa douzième saison comme sélectionneur, une part de défi personnel : en cas de succès, il aura tout gagné sur le plan international, comme joueur puis comme entraîneur. Le président de la Fédération française de football, Philippe Diallo, lui, a précisé que les Bleus se doivent d'aller au moins *«en demi-finale»*.

Mais ce statut de favori est aussi encombrant et recèle son poison : le relâchement, voire l'excès de confiance. Lors de l'édition précédente, en 2021, les hommes de Deschamps étaient tombés de haut face à la Suisse dès les huitièmes de finale, à l'issue d'un match

En s'imposant en mars face à la France, l'Allemagne a mis au jour des faiblesses tricolores

où ils s'étaient un temps crus à l'abri. Cette année, il n'y aura pas plus de droit à l'erreur : le tirage au sort a placé la France dans un groupe piègeux, comportant l'Autriche, les Pays-Bas et la Pologne. Trois sélections synonymes de défis variés : de la puissance athlétique, de la vivacité, quelques joueurs de tout premier plan. *«Il faut garder l'humilité nécessaire pour franchir le premier tour»*, a bien sûr averti le sélectionneur.

Des signaux inquiétants

Dans cette optique, les performances mitigées des Bleus en 2024 semblent les protéger d'une surestimation de leurs capacités. Car un voile d'ombre a glissé, ces derniers mois, sur l'impression globale qu'ils dégagent.

L'équipe avait réussi une année 2023 presque parfaite, survolant son groupe de qualifications pour l'Euro. La retraite des cadres Hugo Lloris et Raphaël Varane était digérée, et la nouvelle génération, celle qui était entrée en jeu pour tenter de renverser l'Argentine et Messi lors de la finale de la Coupe du monde 2022, s'était installée sans difficulté apparente.

Et puis 2024 est venue, des dérèglements sont apparus. En s'imposant (0-2) à Lyon en mars, l'Allemagne a mis au jour certaines faiblesses françaises. Défense plus friable, moindre solidarité dans les efforts, créativité en berne... Des signaux assez inquiétants pour que Deschamps remette illico l'ouvrage sur le métier et mûrisse un nouveau schéma de jeu, afin de restaurer la fiabilité défensive de sa troupe.

«J'ai une équipe très offensive, a-t-il exposé durant la préparation. Quand on a le ballon, il n'y a pas de problème. A la perte, il faut plus de joueurs qui soient concernés pour être plus efficaces.» Une équation pas simple à résoudre dès lors que



Le sélectionneur de l'équipe de France, Didier Deschamps, à Paderborn (Allemagne), le 12 juin. HASSAN AMMAR/AP

l'un d'eux reste exempté de ces efforts : Kylian Mbappé, que le sélectionneur considère comme son arme fatale et veut garder *«frais et proche de la surface»*. Aux autres, donc, d'être plus actifs et coordonnés pour récupérer les ballons perdus. Dans ce but, Deschamps a placé le batailleur Antoine Griezmann plus haut, rappelé la sentinelle N'Golo Kanté, figure du titre mondial de 2018, et opéré plusieurs repositionnements, notamment sur les côtés.

Ce schéma a paru prometteur lors du premier match de préparation et l'adversité limitée proposée par le Luxembourg (3-0). Puis il a montré ses limites face au Canada (0-0), une équipe plus rodée, ouvrant un débat sur l'opportunité de garder ce cap, ou d'en changer. *«Il n'y a pas d'alarme, a voulu rassurer, jeudi, l'aïlier Ousmane Dembélé. C'étaient des matchs de préparation, on a es-*

sayé des choses (...) c'était le but. Maintenant, on va aborder la compétition avec un autre visage.» Doyen du groupe (37 ans), l'avant-centre Olivier Giroud a évoqué, vendredi, *«des ajustements mineurs»*. La composition de l'équipe pour le redouté match de lundi, à Düsseldorf, indiquera l'ampleur de ces corrections.

Télescopage avec les législatives

Tout comme elle renseignera sur une autre ombre portée : celle qui concerne Mbappé. Le capitaine des Bleus l'a dit et répété : cet Euro est important pour lui. Il voit comme une *«grosse tache noire»* son tir au but manqué trois ans auparavant contre la Suisse et se dit *«revanchard»*. Mais il arrive lesté du poids d'une année passée à batailler pour passer du Paris Saint-Germain au Real Madrid, ce qui s'est traduit par une seconde partie de saison irrégulière.

Lors de la préparation, son corps a parfois semblé peiner : il a été ménagé face au Canada, et encore lors de l'entraînement de jeudi. Des messages rassurants ont été diffusés par ses équipiers, mais une inconnue subsiste sur son état de forme physique et mentale.

Le néo-Madrilène n'est pas le seul à traîner de petits soucis. Sans connaître l'avalanche de forfaits qui avait marqué l'avant-Coupe du monde 2022, Deschamps doit composer avec plusieurs fragilités, notamment celle d'Aurélien Tchouaméni, qui manquera au moins le premier match.

Une dernière inconnue, que Deschamps n'avait pas pu anticiper, est apparue depuis dimanche : elle concerne l'écho que la situation politique en France peut avoir dans la tête des Bleus. Progressivement, le sujet a émergé au cours de la semaine, au gré des questions posées par la presse.

L'encadrement a fait savoir que les joueurs pourraient établir des procurations pour voter lors des législatives. Et tour à tour, les joueurs interrogés depuis jeudi ont appelé à voter. *«Un taux d'abstention à près de 50 %, ce n'est pas normal»*, a ainsi déclaré Giroud, vendredi. *«Je ne suis pas là pour juger les gens, mais il faudrait que tout le monde aille voter : les jeunes, les moins jeunes, les personnes âgées, a renchéri le défenseur Benjamin Pavard. C'est quelque chose qui nous touche tous.»*

Comment ceux qui représentent une nation balle au pied traverseront-ils une période où l'avenir de leur pays est en jeu ? Le télescopage entre ces deux événements crée, de fait, une situation inédite. Et a amené les joueurs à une première réflexion sur leur responsabilité de citoyens. Loin des enjeux du terrain. ■

ALEXIS DELCAMBRE

La revanche du « Professeur » Rangnick, sélectionneur de l'Autriche

Longtemps moqué dans son pays natal, le stratège allemand est désormais reconnu comme l'un des entraîneurs les plus novateurs

DÜSSELDORF (RHÉNANIE-DU-NORD-WESTPHALIE) - *envoyé spécial*

Pour tout entraîneur allemand, diriger le Bayern Munich est la consécration ultime. Une ligne sur le CV qui atteste une grande carrière. Début mai, le club bavarois sonde plusieurs techniciens pour remplacer Thomas Tuchel, amené à quitter son banc à l'issue de la saison 2023-2024. Les dirigeants se tournent vers Ralf Rangnick. Ce dernier refuse, pour se concentrer pleinement sur l'Euro 2024 qu'il doit disputer comme sélectionneur de l'Autriche.

Pour le technicien de 65 ans, qui va affronter la France, lundi 17 juin, avec Das Team («l'équipe»), cette fin de non-recevoir adressée au Bayern est une formidable revanche sur le passé. Lunettes sur le nez, flegme assumé, Ralf Rangnick a acquis le rang de sommité du football allemand. Au tournant des années 2000, pourtant, il y avait fait irruption auréolé du titre de «Professeur». Un sobriquet, plutôt qu'un surnom.

«Il a changé le football en Allemagne», annonce tout de go Pe-

ter Zeidler, entraîneur du VfL Bochum et l'un de ses proches depuis quarante ans. Au milieu des années 1980, les deux amis et d'autres éducateurs forment «l'école de Stuttgart», un groupe de techniciens aux idées novatrices, supervisé par un mentor, Helmut Gross. Ralf Rangnick, après une modeste carrière de joueur amateur, en est le représentant le plus radical. Celui, aussi, qui obtient le plus rapidement des résultats au haut niveau.

L'actuel sélectionneur autrichien devient le «Professeur» le 19 décembre 1998, en prime time. Ralf Rangnick est alors entraîneur d'Ulm, surprenant leader de la deuxième division allemande. Jeune quadragénaire ambitieux, il est invité sur le plateau de «Sportstudio», l'émission de sports phare de la chaîne ZDF. Sur le tableau noir, il place les pions et expose sa méthode, qui ne fait pas l'unanimité outre-Rhin.

«Il a expliqué le marquage "en zone", ce qu'on n'avait pas encore vu dans le pays, se remémore Peter Zeidler. Les grands messieurs du football allemand se sont moqués de ce coach à lunettes, qui

« Il est l'un des meilleurs, sinon le meilleur entraîneur allemand »

JÜRGEN KLOPP
ex-entraîneur de Liverpool

venait du monde amateur.» A l'époque, la Mannschaft est championne d'Europe – sacrée en 1996 – et le pays ne voit pas l'intérêt de remettre en cause une formule qui semble fonctionner.

Celle de Ralf Rangnick se résume en quelques idées : la fin du marquage individuel – dit «à la culotte» – encore en vigueur en Allemagne, un pressing intense et coordonné, le tout associé à un jeu «vertical», tourné vers le but adverse. Le technicien n'a rien inventé, il s'inspire de ce qui se fait de mieux à l'étranger : l'URSS, finaliste de l'Euro 1988, l'AC Milan, qui remporte la Ligue des champions en 1989 et en 1990 et... l'équipe de France, vainqueur de la Coupe du monde 1998. Outre-Rhin, la «ré-

volution Rangnick» vient percuter les idées des grands pontes locaux, tel Franz Beckenbauer.

C'est avec les années que la reconnaissance viendra, notamment grâce à de bons résultats avec Hoffenheim, entre 2006 et 2011, qu'il fait passer de la troisième à la première division.

Un réseau tentaculaire

Au-delà de l'aspect tactique, Ralf Rangnick profite de son passage dans le Bade-Wurtemberg pour parfaire la gestion de ses troupes et se pencher sur l'aspect mental. *«Il a été un précurseur à ce sujet, en travaillant avec un psychologue et des spécialistes»*, se souvient Peter Zeidler, son adjoint à l'époque. *«Ce que les gens ne savent pas, c'est qu'il a une grande force relationnelle»*, décrit l'Autrichien Kevin Danso, qui va disputer l'Euro sous ses ordres. *Quand on est footballeur, de nos jours, on est submergé d'informations. Mais lui réussit à rendre la vie simple.»*

Pourtant, Ralf Rangnick n'obtient aucun titre majeur, hormis une Coupe d'Allemagne avec Schalke 04, en 2011. Son dernier poste en club, à Manchester

United lors de la saison 2021-2022, est un échec cuisant. Ses véritables succès, le technicien les tient en mesurant l'étendue de son héritage transmis au football outre-Rhin. Il a inspiré toute une génération d'entraîneurs, parfois issus comme lui du monde amateur. Pour mieux le dépasser, parfois.

«Il est l'un des meilleurs, sinon le meilleur entraîneur allemand», assurait Jürgen Klopp en 2021, à l'arrivée de son compatriote sur le banc des Red Devils. Le désormais ex-entraîneur de Liverpool s'est entre autres inspiré du «Professeur» pour populariser son fameux *gegenpressing* – ou «contrepressing» –, méthode qui consiste à récupérer le ballon quelques secondes seulement après sa perte.


C'est aussi, et surtout, au sein de la structure Red Bull, dans les années 2010, que Ralf Rangnick a su faire fructifier sa méthode. Directeur sportif du RB Leipzig et du RB Salzbourg, il influence bon nombre d'entraîneurs actuellement en poste, en Allemagne et à l'étranger.

Les années passant, le «Professeur» s'est créé un réseau tentaculaire de disciples sur le conti-


nent, dont certains occupent aujourd'hui des postes à responsabilité dans de grands clubs. Au Bayern Munich, le sélectionneur autrichien avait ainsi les faveurs de Christoph Freund et de Jochen Sauer, respectivement le directeur sportif et le directeur du centre de formation du Rekordmeister, qui étaient sous ses ordres dans la galaxie Red Bull.


Depuis juin 2022, Ralf Rangnick développe ses idées comme bon lui semble avec Das Team. Et ce d'autant plus facilement que plusieurs joueurs de son effectif (Konrad Laimer, Marcel Sabitzer, Nicolas Seiwald) avaient déjà intégré ses préceptes en étant passés par Salzbourg ou Leipzig. A bientôt 66 ans – il les fêtera le 29 juin –, le «Professeur» a enfin l'occasion de montrer qu'il est capable de briller dans une grande compétition internationale, en faisant passer un cap à une Autriche ambitieuse, qui se voit comme l'un des outsiders de cet Euro 2024. Même si, Peter Zeidler en est convaincu : *«Sa grande réussite, c'est d'avoir été un four-nisseur des idées.»* ■

DENIS MÉNÉTRIER




en vente
actuellement


 En kiosque




Hors-série



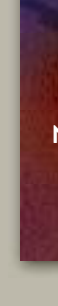
Hors-série




Hors-série



Hors-série




Hors-série




Magazine

Nos services

Lecteurs

 Abonnements

Sur abo.lemonde.fr
 Par tél. au 03 28 25 71 71
 de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

 Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS
DOCUMENTS CONFIDENTIELS

WWW.DOCUMENTS.MPUBLCITE.FR



Le Monde
Le Carnet

**Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes**

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
*(en précisant impérativement
votre numéro de téléphone
et votre éventuel numéro
d'abonné ou de membre
de la SDL)*

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

**L'équipe du Carnet
reviendra vers vous
dans les meilleurs délais
pour vous confirmer
la parution.**

✉ **carnet@mpublicite.fr**
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Claude Brochériou,
son époux,
Isabelle et Laurent Spelle,
sa fille et son gendre,
Adrien et Rémy Spelle,
ses petits-fils,
Monique Brochériou,
sa belle-sœur,
Frédéric Aumont et Sara Doumenc-
Aumont,
son neveux et sa nièce,
ont la tristesse de faire part du décès
de

Marie-Pierre BROCHÉRIOU,
professeur de Lettres,
chevalier
de l'ordre des Palmes académiques,
survenu le 10 juin 2024, à l'âge de
quatre-vingt-dix-sept ans.

La cérémonie civile aura lieu le mardi 12 juin, à 11 h 30, au cimetière du Montparnasse, Paris 14^e.

Sa famille
Et tous ses amis,

ont l'immense chagrin d'annoncer la mort de

Caroline CHANIOLEAU,

le 12 juin 2024.

Une cérémonie se tiendra le vendredi 21 juin, à 10 h 30, en la salle de la Coupole du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Ni fleurs ni couronnes. Vous pouvez faire un don à L'ANCRE, association qui soutient l'unité de soins palliatifs des Diaconesses.

Paris.

Perrine Daubas,
son épouse,
Nathan Deloire,
son fils,
Prune et Pietro Lucan,
ses beaux-enfants,
Lucien et Marie-Annick Deloire,
ses parents,
Laurence Deloire et Franck Avitabile,
sa sœur et son époux,

ont la tristesse de faire part du décès de

Christophe DELOIRE,

survenu le 8 juin 2021,
à Paris,
à l'âge de cinquante-trois ans.

Les obsèques auront lieu le 19 juin,
à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice,
Paris 6^e.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la
publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction
Grégoire Allix, Marlyne Baumann, Philippe Broussard,
Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis
Delcambe, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi,
Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services
abonnés Françoise Tovo
Directrice déléguée aux relations avec les lecteurs
Gilles van Kote
Direction en chef Laurent Borredon, Emmanuel
Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautheret, Michel
Guerrin, Nicolas Jimeñe (photographies), Sabine Ledoux
(cheffe d'édition), Alain Salas (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe
Annie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylva-Walbaum,
présidente, Gilles Paris, vice-président

Christophe DELOIRE,
secrétaire général
de Reporters sans frontières (RSF)
depuis douze ans,

est mort le samedi 8 juin 2024,
à l'âge de cinquante-trois ans.

Le journalisme était le combat de
sa vie.

Pour lui rendre hommage, Reporters
sans frontières organise une soirée
au Théâtre Libre, le jeudi 20 juin,
à 19 heures, 4, boulevard de Strasbourg,
Paris 10^e.

Inscription obligatoire via le site :
rsf.org

(*Le Monde* du 15 juin.)

Paris 4^e.

M. Pierre Demaria,
son époux,
Olivier, Isabelle (†) et François,
ses enfants,
Ses sept petits-enfants
Ainsi que ses neuf arrière-petits-
enfants,
Françoise et Marie Claire (†),
ses sœurs,
Sa famille
Et ses proches,

ont la tristesse d'annoncer le décès
de

Annie DEMARIA,
née **LABORIE**,

dans sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, dans le caveau familial, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Jean-Pierre et Mireille Flouzat,
M^e Marie-Dominique Flouzat-Auba
et Pierre Auba,
ses enfants,
Julien, Matthieu, Amandine, Julie
et Caroline,
ses petits-enfants
Et Adrian,
son arrière-petit-fils,
Henri et Anne Osmont d'Amilly,
Jean-Gabriel Osmont d'Amilly,
ses beaux-enfants
et leurs enfants, Augustin, Juvénal,
Antoine, Charlotte, Marguerite,
ont la douleur de faire part du décès
de

M^{me} le recteur Denise FLOUZAT,
baronne OSMONT D'AMILLY,
commandeur de l'ordre national
de la Légion d'honneur,

survenu le 12 juin 2024,
dans sa quatre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le 21 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-
Lambert, Paris 15^e.

La famille
Et les amis
de

Jacques FRAENKEL,

ont la tristesse d'annoncer son décès,
survenu le mardi 11 juin 2024.

Une cérémonie aura lieu au
funérarium de Vitry-sur-Seine, le
mercredi 19 juin, à 15 heures, et sera
suivie de l'inhumation, à 17 heures, au
cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine.

Le Havre. Nidda. Chambéry.

Manuelle Sautereau,
son épouse,
Adrien et Clélia,
ses enfants,
leurs conjoints, Judith et Jurek,
Merlin, Carmen, Sébastien, Benjamin,
ses petits-enfants
Et toute la famille Garino, Capuçon,
Alves Costa, Legrand,

ont la douleur de faire part du décès
de

Marc GARINO,

survenu le 8 juin 2024.

La cérémonie aura lieu le lundi 17 juin, à 10 h 30, au complexe funéraire, 155, rue Maryse-Bastie, au Havre.

Le Touquet. La Rochelle. Paris.

M^{me} Carole Moy,
sa compagne,
Jérôme et Barbara
Mathieu et Christel,
ses fils et belles-filles,
Timothée et Gabriel
Charlotte et Capucine,
ses petits-enfants,
M^{me} Marine Gutman-Lajeunesse,
sa belle-sœur,
M^{me} Dominique Lajeunesse Bourdier,
la mère de ses fils,
Sa famille
Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès
de

M. Daniel GUTMANN,
dit **Angus LAJEUNESSE,**

survenu le 7 juin 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Une cérémonie aura lieu le 18 juin,
à 11 h 30, au crématorium du cimetière
du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Ni fleurs ni couronnes mais un don
au profit de SNSM (les sauveteurs en
mer) ou de l'UNICEF.

Jacques et Thomas

ont la tristesse de faire part du décès
de

M^{me} Françoise HARDY,

survenu le 11 juin 2024.

Nous nous réunirons en la salle
de la Coupole du cimetière du Père-
Lachaise, Paris 20^e, le jeudi 20 juin, à
partir de 15 heures.

La cérémonie débutera à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde du 13 juin.)

Patrick et Florence Mercillon
et leurs enfants,

Barbara et Arnaud Brejon de
Lavergnée
et leurs enfants
ainsi que leurs petits-enfants,

ont la grande tristesse d'annoncer le
décès, survenu le 8 juin 2024, de

Rose-Marie MERCILLON,
née SCHWARZ.

Une bénédiction sera donnée le
mardi 18 juin, en l'église Saint-Gilles
de Bourg-la-Reine.

P. et F. Mercillon,
4, square Arnauld,
78460 Hauts-de-Chevreuse.

A. Brejon de Lavergnée,
83, avenue Emile-Zola,
75015 Paris.

Thomas Icart,
son fils,
Laurette Ivain,
sa belle-fille,
Alexandre et Arthur,
ses petits-fils,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Catherine MORAND,
survenu le 10 juin 2024, à Paris 14^e.

La cérémonie religieuse sera
célébrée en l'église Notre-Dame-des-
Champs, Paris 6^e, le lundi 17 juin,
à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Montparnasse, Paris 14^e, le mercredi
19 juin, à 10 h 30.

Carla Pointel, née Crivelli,
son épouse,
Sa famille française
dont Alliénor, Maxence,
Aurore, Eloïse, Antoine,
Maxime Jean-Georges, Raphaël,
Estelle, Isabelle, Margot et Juliette,
ses onze arrière-petits-enfants,
Sa famille italienne
Et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès
de

Jean-Georges POINTEL,
survenu le 9 juin 2024.

Une cérémonie religieuse aura
lieu le mardi 18 juin, en l'église
Saint-Louis de Garches, suivie de
la crémation au funérarium du
Mont-Valérien, à Nanterre

L'inhumation aura lieu le
mercredi 19 juin, au cimetière de
Montrouge.

M^{me} Martine Cassin-Rol-Tanguy,
son épouse,
Sabine Rol-Tanguy et Cécile Plet-
Rol-Tanguy,
ses filles,
François Plet,
son gendre,
Antoine et Ludivine Maison-Cassin-
Broussard, et Laurent Broussard,
ses beaux-enfants,
Hélène et Claire Rol-Tanguy,
ses sœurs,
Francis Rol-Tanguy,
son frère
Et Marianne Brunhes-Rol-Tanguy,
sa belle-sœur,
Ses petits-enfants,
Ses neveux et nièces,
Ses petits-neveux et petites-nièces
Cassin et Rol-Tanguy,

ont l'immense tristesse de faire part
du décès de

Jean ROL-TANGUY.

Une cérémonie aura lieu le
lundi 17 juin 2024, à 15 h 30, au
crématorium du cimetière du Père-
Lachaise, Paris 20^e, en la salle de la
Coupole, 71, rue des Rondeaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Vous pouvez adresser vos
témoignages à l'adresse suivante :
jrtobseques@gmail.com

Hommage

Claude MINERAUD
(1931-2024).

Il est né le 9 avril 1931, à Sommières-du-Clain, dans la Vienne, premier enfant d'une lignée qui en compta six.

Au sortir de l'adolescence, et alors que ses frères et sœurs étaient encore des enfants, la mort de son père l'a contraint à interrompre ses études pour se lancer dans la vie active afin de subvenir aux besoins de sa famille.

Sur la base d'une idée révolutionnaire, il a créé au début des années 60, le cabinet La Sécurité Nouvelle et a lancé ce qui est devenu au fil des ans le premier contrat de RC professionnelle en Europe. Portant haut et fort les valeurs de la profession notariale à laquelle il n'appartenait pourtant pas, il créera ensuite la société UNOFI.

Au début des années 2010, ayant cédé ses activités dans les sociétés précédentes, il reprendra également les Éditions de la Différence, qu'il sauvera de la disparition avant de finalement passer la main pour se consacrer à l'écriture. Une fois sa retraite professionnelle effective, il publiera son dernier essai : « le capitalisme populaire », qui fera la synthèse de ce que sa vie lui avait appris de la gestion des entreprises.

En plus d'avoir, par son travail, permis à sa mère d'élever sereinement ses jeunes frères et sœurs, il aura lui-même eu plusieurs enfants, et il aura toujours eu le souci de protéger sa famille élargie, en lui ouvrant le capital de ses sociétés d'abord, la valorisation des actions détenues ensuite.

Se faisant, par ses réussites entrepreneuriales, ce sont environ 500 collaborateurs qui auront trouvé à ses cotés la possibilité d'exploiter leur potentiel tout en subvenant aux besoins de leurs familles.

Tout au long de sa vie, il sera resté cet étudiant en philo dont les études furent interrompues, qui s'exprima dans plusieurs ouvrages en plus de devenir « un marchand avec un T et un marchand avec un D », comme il aimait se définir.

C'est cet homme, découvreur de talents et d'espaces, agrégateur de volontés, libre et sans cesse à la recherche d'une nouvelle respiration, père de familles, que nous souhaitons honorer aujourd'hui, maintenant qu'il est parti, qu'il nous manque, et que nous savons que le sillon qu'il a tracé laissera une marque indélébile dans nos vies.

Le Monde

Abonnement

Quotidien + numérique

100,53 € (prix de vente au numéro)

19 € / mois

pendant 3 mois

✓ Le journal et ses suppléments livrés chez vous

✓ Tous les contenus numériques sur le site et les applications



Abonnez-vous en ligne sur : abo.lemonde.fr/quotidien3M



BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - AT100 - 62066 Arras Cedex 9

231EMQPA

OUI, je m'abonne à l'offre **Quotidien + numérique** du Monde pendant 3 mois pour seulement **19€** par mois puis 24,90 €/mois
> 6 quotidiens + e M le magazine du Monde + tous les contenus numériques sur le site et les applications + les archives du Monde depuis 1944 + l'application La Matinale + plus de 2000 grilles de jeux en ligne.

Je complète le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous

E-mail : _____ @ _____ Tél. : _____

Important : merci de préciser votre adresse e-mail afin de recevoir la confirmation de votre abonnement

J'accepte de recevoir des offres du Monde
ou de ses partenaires

☐ OUI ☐ NON
☐ OUI ☐ NON

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez la Société éditrice du Monde à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de la Société éditrice du Monde. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Référence unique du mandat : _____

Sera rempli par la Société éditrice du Monde

NOM DU TITULAIRE DU COMPTE ☐ M. ☐ Mme

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

IDENTIFICATION DU COMPTE BANCAIRE

IBAN — Numéro international d'identification du compte bancaire

BIC — Code international d'identification de votre banque

N'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire (RIB)

Signature obligatoire : _____

TYPE DE PAIEMENT PAIEMENT RÉPÉTITIF

Fait à : _____

Date : _____

ORGANISME CRÉANCIER
SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE
ICS : FR18ZZZ134031
67/69 Av. Pierre-Mendès-France
CS 11469 - 75707 PARIS CEDEX 13

NOTE : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits de opposition, d'acquéies et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 67681 AVENUE PIERRE-MENDÈS-FRANCE - 75707 PARIS CEDEX 13 - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124 610 348,70€ Offres réservées aux nouveaux abonnés, valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2024. Au-delà des 3 premiers mois, à défaut de résiliation, reconduction tacite de l'abonnement à 24,90 €/mois, sans engagement de durée. Les CGV applicables à l'abonnement suscrit sont consultables et téléchargeables au lien suivant : <https://moncompte.lemonde.fr/cgv>. Si vous êtes mineur, la souscription du contrat et la communication de vos données personnelles doivent être faites avec l'accord de votre représentant légal. En retournant ce formulaire, vous acceptez que la Société Éditrice du Monde, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et, en fonction de vos choix, d'actions marketing pour ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations par voie postale, cochez cette case ☐ Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour la prospection postale, cochez cette case ☐ Conformément à la loi Informatique et Libertés (n°67/1978 modifiée et au RGPD du 27/04/2016, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements, que vous pouvez exercer auprès du Délégué à la protection des données du Monde en écrivant à l'adresse suivante : 67681, avenue Pierre-Mendès-France - 75707 Paris Cedex 13 ou via le lien suivant : <https://dpo.lemonde.fr/contact>. Pour plus d'informations, consultez notre Politique de confidentialité sur le site www.lemonde.fr ou sur le site de la CNIL www.cnil.fr.



Edgar Roditsenko, directeur de l'école Mahtra, dans le quartier russophone de Lasnamäe, à Tallinn (Estonie), le 23 avril. PATRICK WACK/INLAND STORIES POUR « LE MONDE »

RIGA, TALLINN - envoyée spéciale

Quand il a mis les pieds pour la première fois à l'école municipale Mahtra, en septembre 2021, Edgar Roditsenko a eu l'impression de se retrouver dans une « machine à remonter le temps ». Les cours étaient donnés en russe et les méthodes de travail des enseignants, souvent âgés de plus de 50 ans, « sentaient bon l'époque soviétique ». Niché au milieu de barres d'immeubles, dans l'arrondissement russophone de Lasnamäe, dans l'est de Tallinn, l'établissement accueille 720 élèves du primaire à la 3^e, dont beaucoup issus de familles défavorisées. A la fin du collège, une toute petite minorité d'élèves réussit l'examen d'estonien nécessaire pour entrer au lycée.

Longue silhouette et boucles noires, Edgar Roditsenko, 36 ans, a quitté un poste de professeur d'histoire et de musique, dans un des plus prestigieux établissements scolaires de la capitale estonienne, pour prendre la direction de cette école. Au risque de fâcher ses collègues – un tiers démissionnera au bout d'un an –, il impose l'estonien comme langue de communication et fait de l'enseignement de celui-ci une priorité. Le jeune directeur est convaincu que si ses élèves ne maîtrisent pas la langue officielle du pays, ils se priveront d'opportunités et ne feront jamais partie intégrante de la société estonienne.

Edgar Roditsenko en sait quelque chose. D'origine ukrainienne, son père vit en Estonie depuis plus de quarante ans. Il est venu rejoindre une Estonienne qu'il avait rencontrée dans le tramway à Kharkiv (Ukraine). Ils ont eu cinq enfants. Aujourd'hui, à 75 ans, son père ne parle toujours pas un mot d'estonien. Ses seules sources d'information sont les médias russes. « Il a voté pour l'indépendance. Il a vu l'accession au pouvoir du jeune Poutine et les réformes qu'il a mises en place. Et pourtant, il refuse de croire ce qui se passe en Ukraine », se lamente son fils.

LOYAUTÉ QUESTIONNÉE

Arrivés pour la plupart pendant l'occupation soviétique, à partir de 1940, les russophones représentent 31 % de la population en Estonie (sur 1,3 million d'habitants) et 35 % en Lettonie (1,8 million d'habitants). Depuis l'indépendance des deux Etats baltes, en 1991, leur intégration n'a jamais cessé de faire débat. Au gré des coalitions gouvernementales et des relations avec Moscou, les responsables politiques ont avancé prudemment sur ce terrain miné, sujet à d'éternelles controverses alimentant les malentendus et la méfiance mutuelle. Mais l'invasion de l'Ukraine par la Russie a changé la donne.

Tout à coup, la loyauté de ce groupe très hétérogène s'est retrouvée sous les projecteurs – certains ont la nationalité estonienne ou lettone, d'autres la citoyenneté russe ou un passeport gris (statut de non-citoyen). L'incapacité ou le refus de ces habitants de s'exprimer en letton ou en estonien n'a plus seulement été perçue comme une faille pour la cohésion de la société, mais comme un risque pour la sécurité des deux Etats, faisant d'eux des cibles privilégiées de la propagande du Kremlin, qui accuse régulièrement l'Estonie et la Lettonie de malmenier leurs populations russophones. Tallinn et Riga ont réagi, en multipliant les mesures, plus ou moins controversées, destinées à renforcer leur intégration.

La plus importante concerne le système scolaire, pour mettre fin, une fois pour toutes, à l'enseignement en russe encore pratiqué dans de nombreux établissements. En Lettonie, la « transition » avait commencé depuis plusieurs années. Elle a été accélérée. D'ici à deux ans, tous les élèves du public et du privé recevront un enseignement entièrement en letton. Côté estonien, où les discussions n'avaient pas encore abouti, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a servi de « catalyseur », note Ingar Dubolazov, chef de la transition au ministère de l'éducation à Tallinn.

En décembre 2022, les députés ont adopté une loi qui prévoit d'imposer l'enseignement en estonien dans tous les établissements scolaires du pays d'ici à 2030, en commençant par la maternelle, le CP et le CM1 à la rentrée 2024. Actuellement, soixante-quatorze établissements scolaires sur cinq cents enseignent encore en partie ou entièrement en russe. Ils sont fréquentés par près de 37 000 élèves, soit un quart des jeunes Estoniens.

AUJOURD'HUI,
LES RUSSOPHONES
REPRÉSENTENT
31 % DE
LA POPULATION
EN ESTONIE (SUR
1,3 MILLION
D'HABITANTS) ET
35 % EN LETTONIE
(1,8 MILLION
D'HABITANTS)



Estonie et Lettonie Les russophones entre intégration et suspicion

Une partie de la population des deux Etats baltes continue aujourd'hui de parler le russe, héritage de l'époque soviétique. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Tallinn et Riga multiplient les mesures pour intégrer ces russophones et réduire les risques pour la sécurité de leur petit pays

Au ministère, on justifie la réforme par un impératif pédagogique. La dernière enquête PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) a montré que « les élèves ayant fait leur scolarité en russe ont en moyenne un an de retard sur ceux sortant d'une école estonienne, à la fin du collège », révèle M. Dubolazov, assurant qu'« une grosse partie de la société attendait cette réforme depuis trente ans ». Y compris les non-Estoniens, qui sont 70 % à la soutenir et 80 % à plébisciter le principe de la mixité scolaire, selon une enquête réalisée par l'institut Kantar en début d'année.

La mise en œuvre de la réforme, cependant, suscite des inquiétudes. Car l'Estonie, comme de nombreux pays européens, manque cruellement d'enseignants. Or, la pénurie devrait s'aggraver, alors que 1 800 professeurs russophones ne pourront bientôt plus exercer leur métier, à moins de passer un test d'estonien. « Environ un millier est en train de suivre des cours pour se mettre à niveau », as-

sure M. Dubolazov, qui précise que l'Etat va débloquer 68 millions d'euros par an pour financer la transition. Parmi les enseignants qui font de la résistance, Igor Kalakauskas est un des seuls à s'exprimer publiquement. Professeur d'histoire à la Tõnismäe Real School, une école de langue russe fondée il y a près de deux cent cinquante ans, à Tallinn, il montre amèrement ses diplômes : « A partir du 1^{er} août, ils n'auront plus aucune valeur », se désolait-il. Plus que l'objectif de la réforme, il critique son application : « Je ne veux pas participer à cette comédie absurde consistant à ce que des profs russophones enseignent en estonien à des élèves russophones, dans une école russophone. » A terme, M. Kalakauskas prédit « l'effondrement des anciennes écoles russophones » et dénonce un « processus d'assimilation qui ne dit pas son nom ».

A un peu plus de 200 kilomètres à l'est de Tallinn, la ville de Narva fait face à une situation délicate. Située à la frontière avec la Russie, dont elle n'est séparée que par un



Pendant une pause lors d'un cours de théâtre en russe, au Centre culturel russe de Daugavpils (Lettonie), le 27 avril.

PATRICK WACK/INLAND STORIES POUR « LE MONDE »



Olga Kotlarova, russophone de 63 ans, chez elle à Daugavpils (Lettonie), le 26 avril. PATRICK WACK/INLAND STORIES POUR « LE MONDE »

petit bout de rivière, traversé par le pont de l'Amitié que franchissent plusieurs centaines de personnes chaque jour, Narva abrite 53 000 habitants à plus de 95 % russophones. Sur les sept cents enseignants de la ville, deux cent soixante-dix seulement ont le niveau requis en estonien pour continuer à enseigner. Les autres vont devoir prendre des cours ou changer de profession. Pour faciliter les recrutements extérieurs, le gouvernement a augmenté de 50 % les salaires des professeurs qui acceptent de venir travailler dans la région.

Ancien directeur de la police nationale, le maire, Jaan Toots, membre du Parti du centre estonien, populaire chez les russophones, ne cache pas son irritation : « *On avait trente ans pour mettre en place cette réforme. Et maintenant, on veut que cela ait lieu en deux ou trois ans, ce qui ne me semble pas très réaliste.* » D'autant, remarque-t-il, que les jeunes auront peu l'occasion de pratiquer en dehors de l'école, dans une ville où presque tout le monde communique en russe, et où les ados parlent mieux l'anglais que l'estonien.

«SÉGRÉGATION»

« *Le problème est que nous avons un programme national unique depuis 1996 et deux systèmes éducatifs* », constate Irene Käosaar, ancienne directrice de la Fondation pour l'intégration, à Narva. L'idéal, selon elle, serait de mélanger les élèves, comme le fait, depuis janvier 2024, la toute nouvelle Ecole estonienne de Narva, financée par l'Union européenne (UE) et placée sous la tutelle de l'Etat, qu'elle dirige. Car, sans mixité scolaire, observe-t-elle, « *les jeunes n'ont pas de contact entre eux. Ils ne savent pas ce que l'autre groupe pense ou comment il voit la société. Cette ségrégation se poursuit sur le marché du travail et au sein de la société* », renforcée par la géographie : en Estonie, les russophones vivent dans le nord-est du pays et à Tallinn. Selon M^{me} Käosaar, la réforme scolaire aurait dû être menée depuis des années. « *Si nous l'aviions faite au début des années 2000, personne n'en parlerait plus aujourd'hui.* »

A Riga, au siège du parti Unité (Vienotība), une formation de centre droit membre de la coalition gouvernementale, l'eurodéputée Inese Vaidere, jusqu'aux élections du 9 juin, est du même avis. Très remontée, l'élégante septuagénaire raconte comment, il y a trois ans, sur un marché de Daugavpils, deuxième ville de Lettonie, à forte majorité russophone, une commerçante l'a traitée de « *fasciste* », quand elle a exigé de parler le letton.

Pourtant, rappelle M^{me} Vaidere, lors d'un référendum, en 2012, 75 % des Lettons ont refusé que le russe devienne la seconde langue officielle du pays. Pourquoi ne pas avoir agi

plus tôt ? « *Notre gouvernement n'a pas été suffisamment déterminé* », reconnaît-elle, évoquant « *influence dissimulée du Kremlin* », mais aussi les critiques d'instances internationales, comme le Conseil de l'Europe, qui reproche régulièrement à Riga de discriminer sa « *minorité* » russophone. « *Ce n'est pas une minorité, ce sont des gens qui ont occupé la Lettonie et n'en sont jamais repartis* », s'insurge M^{me} Vaidere, rappelant que, lors de l'indépendance, « *les Lettons ne représentaient plus que 52 % de la population du pays* ».

A l'époque déjà, le sort des russophones, venus de toute l'URSS pour faire tourner le complexe militaro-industriel soviétique, pose question. Mais il faut bâtir l'Etat et ses institutions, faire en sorte que la démocratie fonctionne et éviter de provoquer l'immense voisin de l'Est, dont les soldats ne quitteront les pays baltes qu'en 1994. La Lituanie accorde la nationalité aux russophones, qui représentent alors un peu moins de 10 % des habitants du pays. L'Estonie et la Lettonie se trouvent dans une situation différente : les « *migrants* », originaires de l'empire soviétique, y constituent respectivement un tiers et près de la moitié de la population. La majorité d'entre eux obtiennent le statut de non-citoyen, qui donne droit à un passeport gris. Les détenteurs de celui-ci peuvent aujourd'hui circuler librement au sein de l'espace Schengen et entrer en Russie sans visa. Mais ils sont privés de certains droits, alimentant la frustration chez les plus jeunes, notamment ceux nés en Estonie ou en Lettonie, qui n'admettent pas de devoir passer un examen de langue et un test de connaissances sur l'histoire du pays pour être naturalisés.

Au fil des ans, pourtant, leur nombre a baissé : en 2001, les non-citoyens étaient encore 170 000 en Estonie et, vingt ans plus tard, ils ne sont plus qu'environ 66 000, soit 5 % de la population, tandis que 6,1 % des résidents détiennent un passeport russe. En Lettonie, début 2023, 9,3 % des habitants avaient le statut de non-citoyen et 2 % un passeport russe.

Pendant les deux premières décennies, une « *approche libérale* » domine, selon le sociologue letton Martins Kaprans : « *Des deux côtés, chacun cherchait comment coexister. Les russophones étaient eux-mêmes confus quant à leur identité. Ils étaient des citoyens soviétiques et, tout d'un coup, ils se retrouvaient dans un nouveau pays. On s'est mis à parler d'intégration mutuelle et de dialogue interculturel, et même si la langue était déjà considérée comme une base pour la cohésion, elle ne l'est devenue de façon militante que ces quinze dernières années.* »

Sur la fin de cette époque, « *l'activation de la politique des compatriotes par la Russie et Vladimir Poutine a aussi eu un impact*, note M. Kaprans. *Cela a commencé par des investissements dans des infrastructures symboliques, comme la rénovation de bâtiments historiques, puis le financement d'ONG, qui ont fonctionné comme intermédiaires pour cette politique* ». Par ailleurs, les intérêts économiques pèsent lourd, ajoute le sociologue : « *Les partis gouvernementaux n'avaient aucune envie de distordre les relations avec la Russie* », même s'ils « *prônent le principe d'une langue pour une nation* », quand les formations prorusses – qui n'ont jamais été au gouvernement en Lettonie – « *soutiennent le principe du bilinguisme* ».

Les événements du printemps 2007, à Tallinn, provoquent un coup de semonce dans la région. Fin avril, les autorités estoniennes, qui veulent éviter des manifesta-

**L'OBLIGATION
LÉGALE
D'ENSEIGNER
EN ESTONIEN EST
UN « PROCESSUS
D'ASSIMILATION
QUI NE DIT PAS
SON NOM »,
DÉNONCE IGOR
KALAKAUSKAS,
PROFESSEUR
D'HISTOIRE**

tions, le 9 mai, devant la statue de bronze du soldat soviétique trônant, depuis 1947, en plein centre de la capitale, la transfèrent dans un cimetière militaire en périphérie de la ville. Pour les russophones, il symbolise l'héroïsme de l'armée soviétique contre les nazis. Les Estoniens y voient au contraire un rappel constant de l'occupation qui a suivi. Les 26 et 27 avril, des émeutes secouent Tallinn et font un mort et cent soixante-dix blessés, alors que la Russie lance une gigantesque cyberattaque contre l'Estonie.

Au cours des quinze années suivantes, les politiques d'intégration sont plus volontaristes. L'enseignement de l'estonien et du letton est imposé au lycée, dans une majorité de cours. Le principe de la « *transition* » s'impose à l'agenda. Dans les deux pays, les médias de service public étendent leur programme en russe, pour contrer la propagande de Moscou. Le 24 février 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie chamboule tout. Car, désormais, ce n'est plus seulement la volonté d'intégration des russophones qui est débattue, mais leur loyauté. « *Nous avons vraiment peur d'une cinquième colonne* », confirme M^{me} Vaidere. Elle explique : « *Avec la guerre à nos portes, nous devons être sûrs que les gens qui vivent ici sont des patriotes, ou du moins comprennent que la Lettonie est un pays indépendant.* »

Parmi les mesures les plus controversées adoptées depuis figure l'amendement à la loi sur l'immigration, voté fin 2022, par le Parlement, à Riga : il impose à tous les titulaires d'un permis de résidence permanent en Lettonie, ayant obtenu la nationalité russe après l'indépendance, de faire une nouvelle demande de titre de séjour, comme s'ils venaient d'entrer dans le pays. Au total, 24 505 personnes sont concernées. Les moins de 75 ans avaient jusqu'à la fin de l'année 2023 pour passer un test de langue et remplir un questionnaire de loyauté portant sur la guerre en Ukraine, le statut de la Crimée, ou leur attachement à la Lettonie.

Crainte de l'expulsion

La majorité, comme Rimma Iljina, artiste peintre, née en Estonie de parents russophones, arrivée en Lettonie en 1977, sont des femmes qui ont obtenu un « *passeport gris* » lors de l'indépendance et se sont fait depuis naturaliser russes, pour toucher la pension versée par Moscou aux femmes dès leur 55^e anniversaire (contre 64 ans en Lettonie). Beaucoup vivent, comme elle, à Daugavpils. Rimma Iljina a pris des cours de letton avant de passer le test, mais elle a échoué, comme 46 % des candidats. Elle se retrouve donc avec un permis de séjour temporaire et la menace d'être expulsée, d'ici à deux ans, si elle rate l'examen.

Dans son austère bureau, en face du Parlement à Riga, le député Gunars Kutris, membre de l'Union des Verts et des paysans (centriste), et président de la commission de la citoyenneté, des migrations et de la cohésion sociale, estime qu'il s'agissait avant tout d'envoyer un message : « *Nous disons aux gens que nous vivons en Lettonie et que nous ne sommes plus une colonie de l'URSS. S'ils souhaitent partir, ils peuvent. Mais s'ils restent, ils doivent s'adapter.* » L'élue, cependant, reconnaît que la mesure a pu heurter les russophones, même si l'intention « *n'était pas d'exacerber les tensions* ». D'ailleurs, « *il n'y a pas eu d'expulsion de masse, comme certains le craignaient au début* », fait-il remarquer. Selon les services de l'immigration, seulement trente-cinq personnes ont reçu l'ordre de quitter le

territoire. Mais à Daugavpils, la peur s'est installée : « *Même ceux qui ont réussi le test ressentent une grosse inquiétude, car les règles du jeu ont changé* », constate Olga Petkevika. Russophone, née en Lettonie, cette spécialiste en communication, âgée de 39 ans, est devenue une célébrité. Porte-drapeau de la lutte contre l'amendement, elle est dépeinte comme une sainte par ceux qu'elle aide dans leurs démarches. D'autres, que ses vidéos sur TikTok agacent, voient plutôt en elle une « *agente du Kremlin* ». Le 17 janvier, Vladimir Poutine lui-même a jugé que cet amendement était « *très grave et affectait directement la sécurité de [son] pays* ».

Chercheur d'origine russe, spécialiste en relations internationales, Ivan Polynin, installé à Narva, met en garde contre la « *polarisation de la société* », qu'il lie à la « *problématisation de l'identité* » d'une partie de la population, considérée presque systématiquement, depuis le début de l'agression de l'Ukraine par la Russie, comme une « *menace pour la sécurité* ». « *Le postulat est que peu importe qui vous êtes et ce que vous faites, si vous avez un passeport russe ou que vous êtes russophone, vous représentez un danger, ce qui, en plus de renforcer les stéréotypes, est assez néfaste pour l'harmonie et l'équilibre de la société* », déplore-t-il.

Ainsi, en Estonie, depuis mars 2022, les citoyens russes, biélorusses et les détenteurs d'un passeport gris (ainsi que tous les ressortissants de pays n'appartenant ni à l'UE ni à l'OTAN) n'ont plus le droit de posséder une arme à feu. Au Parlement, plusieurs partis veulent également suspendre leur droit de vote aux élections locales, arguant que leur participation pourrait biaiser les résultats et faire élire des candidats favorables au Kremlin. « *Or, quand la sécurité domine tout le reste, que la logique est que votre passeport détermine vos actions et votre loyauté à l'égard de l'Etat, alors cela empêche de créer une identité qui puisse rassembler tout le monde* », déplore M. Polynin, qui souhaiterait « *plus de pédagogie et de messages positifs* ».

Car, dans les faits, l'intégration progresse, selon la dernière enquête menée par l'institut Kantar pour le compte du ministère de la culture estonien. « *Pour la première fois, nous avons pu interroger les participants sur leur loyauté à l'égard de l'Estonie ou sur leur volonté de défendre le pays en cas de guerre, ce qui était inimaginable avant, tellement ces questions sont sensibles* », révèle Marju Lauristin, chercheuse à l'université de Tartu et ancienne ministre des affaires sociales. Les réponses ont montré que 60 % des personnes d'origine non estonienne étaient « *favorables à l'Occident et soutenaient l'Estonie* ».

Autre enseignement : le sentiment d'appartenance ne dépend pas de la langue ou de la couleur du passeport. « *Même des jeunes qui ont un passeport russe peuvent avoir une identité estonienne très forte* », souligne M^{me} Lauristin, qui rappelle que 50 % des citoyens russes répondent qu'ils préféreraient avoir un passeport estonien. Mais si ces mêmes jeunes n'ont pas fait d'études et rencontrent des difficultés sur le marché du travail, alors « *leur sentiment de marginalisation aura tendance à nourrir leur défiance* » à l'égard de l'Estonie, justifiant, selon M^{me} Lauristin, la réforme du système scolaire, qui devrait leur donner « *plus d'opportunités* ».

En Lettonie, le groupe des russophones est « *de plus en plus fragmenté, du point de vue idéologique et socio-économique*, analyse M. Kaprans. *Certains sont très pro-Ukraine, d'autres très pro-Kremlin. Et un peu plus de 50 % hésitent et ne veulent pas se positionner. On le voyait déjà après l'annexion de la Crimée. C'est le cœur de leur identité. Ils sont apolitiques et très opportunistes* ». Et de préciser : « *Moscou pourrait les voir comme un atout, faciles à influencer. Mais s'ils sont attachés culturellement à la Russie, ils ne le sont pas politiquement, et ne représentent donc pas un risque pour la Lettonie, en temps de paix en tout cas.* »

A Daugavpils, la directrice du Centre culturel russe, Natalja Kozanova, professeure de russe, reconnaît ce portrait et s'agace à propos des responsables politiques, à Riga, qui « *alimentent la suspicion* ». Cette année, comme depuis deux ans, la troupe de théâtre des enfants ne jouera pas de pièce d'un auteur russe. L'actrice et metteuse en scène Natali Coton a choisi d'adapter *Le Voyage de Chihiro*, du japonais Hayao Miyazaki. « *Peu importe ce qui se passe autour d'elle, l'héroïne parle avec toutes les créatures qu'elle rencontre avec humanité, et sans jugement.* » Un message que la jeune femme, née en Lettonie d'une mère russe et d'un père biélorusse, espère faire passer au millier d'enfants qui viendront voir la pièce. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

L'emprise politique du nationalisme hindou

La réélection de Narendra Modi illustre le succès – mais aussi les limites – de l'hindutva, née il y a un siècle

1925, la matrice du nationalisme hindou

L'IDÉOLOGIE SUPRÉMACISTE HINDOUE

L'hindutva (hindouïté) émerge dans les années 1920, dans le contexte de la lutte contre la colonisation britannique (1757-1947). Selon ses concepteurs, les hindous, qui représentent à l'époque 70 % de la population de l'Empire des Indes, constituent le cœur de la nation indienne en devenir.

L'ENDOCTRINEMENT DE LA JEUNESSE

Dans les provinces centrales de l'Inde britannique, l'actuel Maharashtra, le médecin Keshav Baliram Hedgewar fonde, en 1925, une organisation paramilitaire, le **Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS ; Association des volontaires nationaux)**, qui s'inspire de l'organisation des jeunesses fascistes en Europe. Les membres du RSS sont formés dès l'enfance autour du nationalisme hindou. En 1947, à la veille de l'indépendance, l'organisation compte 500 000 membres.

Provinces centrales de l'Inde britannique

EMPIRE BRITANNIQUE DES INDES

Les membres du RSS s'entraînent quotidiennement au maniement de leur arme, le lathi, saluent le drapeau safran et prononcent des prières à la nation.

1947, l'Inde aux hindous

Le 15 août 1947, l'Inde accède à l'indépendance et se divise en deux Etats : l'**Union indienne**, à majorité hindoue, et le **Pakistan**, à majorité musulmane. La guerre qui suit la partition provoque entre 10 et 15 millions de déplacés, et des centaines de milliers de morts.

CACHEMIRE
Territoire contesté

PAKISTAN OCCIDENTAL

New Delhi

UNION INDIENNE

PAKISTAN ORIENTAL (actuel Bangladesh)

Migrations...
... des musulmans vers le Pakistan
... des hindous vers l'Inde

Le 30 janvier 1948, le Mahatma Gandhi, figure de l'indépendance et du sécularisme, est assassiné par un militant du RSS, qui l'accuse de la « vivisection de la Mère Inde ».

La déesse Bharat Mata (Mère Inde) est, pour les nationalistes hindous, la personnification du territoire indien et la mère des hindous. Ces derniers sont ainsi les « seuls fils du sol ».

Le rejet de l'Etat multiconfessionnel

L'objectif initial des nationalistes hindous est de conquérir la société par le bas, unissant les hindous divisés par le système de castes. Le **Bharatiya Janata Party (BJP ; Parti du peuple indien)**, créé en 1980, rejette le sécularisme et l'égalité entre toutes les communautés religieuses du pays, inscrits dans la Constitution depuis 1976.

Aujourd'hui, près de 80 % de la population indienne (estimée à 1,4 milliard d'habitants) se déclare hindoue. La principale minorité religieuse est celle des musulmans (14,3 % de la population, soit plus de 170 millions d'habitants), suivie des chrétiens (2,3 %). Ces minorités sont stigmatisées par les nationalistes hindous, qui les considèrent comme importées par les colonisateurs moghols (1526-1857) et britanniques. Les musulmans sont particulièrement ciblés en tant qu'ennemis de l'intérieur, en raison du conflit opposant l'Inde et le Pakistan, depuis 1947, pour le contrôle du Cachemire.

JAMMU-ET-CACHEMIRE

CACHEMIRE historique, revendiqué par l'Inde

New Delhi

UTTAR PRADESH

ASSAM

GUJARAT

Religion majoritaire

- Hindous

Religions minoritaires

- Musulmans
- Chrétiens
- Sikhs
- Bouddhistes
- Autres

Composition de la Chambre basse du Parlement (Lok Sabha), en 1991

120 sièges BJP

232 sièges Congrès

523 sièges au total

Autres

1991, le BJP, premier parti d'opposition

En 1991, le BJP devient le principal parti d'opposition face au Parti du Congrès de la dynastie Nehru-Gandhi. Alimentant l'hostilité envers les musulmans, le BJP mène une campagne pour que les hindous prennent possession de la mosquée de Babri, érigée en 1528 sur ce qu'ils considèrent comme le lieu de naissance du dieu Ram, à Ayodhya, dans l'Uttar Pradesh.

Galvanisés par un rassemblement du BJP, des fanatiques hindous prennent d'assaut et détruisent la mosquée de Babri, le 6 décembre 1992. Des affrontements confessionnels éclatent dans tout le pays, faisant plus de deux mille morts.

Entre 1996 et 2004, le BJP, une fois au pouvoir, tempère les aspects les plus virulents de sa rhétorique nationaliste pour se concentrer sur la libéralisation de l'économie.

Narendra Modi, né en 1950 à Vadnagar (Gujarat)

Cas enregistrés d'incitation à la haine sur la base de la religion, de la race et du lieu de naissance

323 1 055 1 804

2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020

Narendra Modi au pouvoir

Réélection de Modi

Recensement d'Assam

Modi inaugure la construction du temple de Ram

2014-2019, le triomphe de Narendra Modi

A la tête des nationalistes hindous, **Narendra Modi devient premier ministre en 2014**. D'origine modeste, membre du RSS depuis ses 8 ans, Modi est ministre en chef de l'Etat du Gujarat depuis 2001. Sous son mandat, en 2002, le Gujarat a été le théâtre d'émeutes intercommunautaires sanglantes, pendant trois mois : Modi est accusé de ne pas avoir mobilisé les forces de l'ordre pour mettre fin aux violences, qui font plus de mille morts, majoritairement musulmans.

En 2014, puis en 2019, Modi est élu avec une écrasante majorité, s'appuyant sur la « Hindi Belt » (la « ceinture hindie »), une zone qui regroupe 40 % de la population indienne et compte 226 sièges (sur les 543 que comprend la Lok Sabha, la Chambre basse du Parlement). Populiste, il s'érige en figure centrale du nationalisme hindou, inversant le rapport de force avec le RSS et sa vision collégiale.

MODI ET LES MUSULMANS

En août 2019, Modi révoque la semi-autonomie du Jammu-et-Cachemire, seul Etat à majorité musulmane. Le même mois, la Cour suprême déchoit de leur nationalité 2 millions de personnes (majoritairement musulmanes), lors du recensement de l'Assam, et facilite l'obtention de la nationalité indienne pour les réfugiés hindous, sikhs, bouddhistes, jainistes, parsis et chrétiens venus du Pakistan, du Bangladesh et d'Afghanistan, excluant explicitement les musulmans.

2024, une victoire en demi-teinte

Le 22 janvier, Modi lance sa campagne électorale pour briguer un troisième mandat, en inaugurant le nouveau **temple de Ram**, à Ayodhya. La réhabilitation du temple est instrumentalisée comme une victoire hindoue sur le colonialisme musulman, accusé d'avoir assujéti l'Inde pendant huit siècles. Ce temple, attendu depuis quarante ans par les nationalistes hindous, devait consacrer la victoire du BJP dans l'Uttar Pradesh, Etat le plus pauvre et le plus peuplé du pays, disposant du plus grand nombre d'élus et dirigé depuis 2017 par Yogi Adityanath, un moine fondamentaliste hindou.

Temple de Ram, construit entre 2020 et 2024

Malgré cette opération de séduction, et une campagne électorale marquée par d'innombrables meetings et un discours antimusulman particulièrement virulent, le BJP perd du terrain dans ses bastions de la ceinture hindiphone, dans le nord et dans l'ouest du pays, y compris dans l'Uttar Pradesh (où il a perdu vingt-sept sièges).

2019

2024

New Delhi

Ayodhya

GUJARAT

UTTAR PRADESH

Hindi Belt
Zone hindiphone

BJP et ses alliés

Parti du Congrès et ses alliés

Autres

Composition de la Chambre basse du Parlement (Lok Sabha), en 2024

240 sièges BJP et ses alliés

99 sièges Parti du Congrès et ses alliés

543 sièges au total

Autres

400 sièges nécessaires pour modifier la Constitution

Le 7 juin, Narendra Modi est élu pour la troisième fois, mais le BJP n'ayant pas obtenu la majorité des sièges, ce dernier a besoin de former une coalition avec d'autres formations. Avec une courte majorité, cette coalition ne dispose pas d'assez de sièges à la Chambre basse du Parlement pour modifier la Constitution qui ferait de l'Inde une nation hindoue.

Pierre-Yves Trouillet

« L'hindouisme est un point de contact entre une multitude de traditions religieuses »

Le chercheur explique que cette religion très ancienne est le fruit d'échanges et d'héritages divers, à rebours de l'idéologie de l'hindutva revendiquée par les nationalistes hindous



COLLECTION PERSONNELLE

ENTRETIEN

Reconduit, à une courte majorité, à son poste de premier ministre pour un troisième mandat, le 7 juin, Narendra Modi base son projet politique sur l'idéologie de l'hindutva, qui prévoit de faire de l'Inde un Etat hindou. Spécialiste de l'hindouisme, géographe et chercheur au CNRS, Pierre-Yves Trouillet analyse comment, en Inde, s'imbriquent religion, culture et politique, selon des pratiques extrêmement diversifiées.

Qu'est-ce que l'hindouisme ? Est-ce une religion ? Une culture ? Quand a-t-on commencé à parler d'hindouisme ?

Bien qu'il n'existe pas vraiment de terme équivalent à celui de « religion » dans les langues indiennes, l'hindouisme est aujourd'hui considéré comme tel par les hindous. Il s'agit néanmoins d'une religion très diversifiée, résultant du contact entre des héritages millénaires puisés dans le védisme, un système rituel ancien centré sur le corpus des Veda [textes religieux millénaires], et une multitude de traditions locales, régionales et communautaires, rassemblées autour du système des castes, du polythéisme et, souvent, du culte des saints. En raison de cette diversité, le sentiment d'appartenance à une même religion, que l'on observe aujourd'hui, ne s'est vraiment diffusé qu'au cours du XX^e siècle, d'abord au sein des élites urbaines, à mesure qu'elles développèrent leur conscience politique d'appartenir à une « communauté hindoue », englobant même les castes de très bas

statut jusqu'alors exclues de l'identité religieuse des castes dites « supérieures ».

Le mot « hindouisme » n'est d'ailleurs apparu qu'au XIX^e siècle, introduit par les Britanniques pour désigner la religion des « hindous », terme lui-même inventé par les Perses au début de notre ère pour désigner les habitants de l'est du fleuve Indus, puis utilisé à partir du XV^e siècle au sujet des populations du sous-continent n'étant ni musulmanes ni chrétiennes. Par le terme « hindouisme », les administrateurs britanniques cherchaient à rassembler sous une même catégorie la multitude de pratiques religieuses observées en Inde et qui ne relevaient d'aucune autre religion. Depuis la fin du XIX^e siècle, l'élite hindoue mobilise également le terme sanskrit *sanatana dharma* [« éternelle loi »] pour se réapproprier l'appellation de cette religion.

Y a-t-il un hindouisme ou des hindouismes ?

L'hindouisme est pratiqué par une multitude de communautés suivant différents maîtres spirituels et par des milliers de castes qui ne partagent pas toutes les mêmes rites, ni forcément les mêmes croyances. Par exemple, certaines castes réalisent des sacrifices d'animaux, alors que d'autres réprouvent cette pratique. S'ajoutent à cela des différences linguistiques et régionales qui ont entraîné des pratiques et des représentations de l'hindouisme souvent régionalisées. Mais, malgré cette diversité, la plupart des temples hindous proposent globalement les mêmes dispositifs rituels aux fidèles.

Dans l'introduction du recueil d'études « Les Hindous, les autres et l'ailleurs »

[Éditions de l'EHESS, 2021], que vous avez codirigé avec Mathieu Claveyrolas, vous dites que l'hindouisme et les hindous se construisent dans le creuset du rapport à l'autre, qu'entendez-vous par là ?

L'hindouisme est un point de contact entre une multitude de traditions religieuses. Il est notamment marqué par les relations entre des groupes de différents statuts aux pratiques rituelles parfois diverses : les castes. Or, l'hindouisme pratiqué par les castes dites « supérieures » et celui des castes de plus bas statut font système au sein d'un même continuum social et religieux. Ainsi, dans les villages, les temples marquent certes la ségrégation par quartiers de caste, mais les fêtes et les processions religieuses attestent aussi, régulièrement, de la coopération rituelle entre castes.

Les cultes de certains saints, comme celui de Sai Baba de Shirdi, à la fois hindou et musulman, témoignent également des contacts et des influences répétés entre l'hindouisme et d'autres religions, au cours de l'histoire. En outre, de nombreux hindous se rendent dans des lieux de culte d'autres communautés religieuses, notamment dans des églises ou des sanctuaires érigés autour de tombeaux de saints soufis, afin de résoudre divers problèmes personnels. Tout cela atteste de l'importance du contact et de la relation à l'autre dans l'hindouisme et ses pratiques.

Le système de caste est-il religieux ou culturel ? Pensez-vous qu'une Inde sans castes soit possible ?

L'anthropologue Louis Dumont a défini l'hindouisme comme la « religion de l'ensemble des gens vivant à l'intérieur des castes », soulignant combien l'hindouisme est un système social et religieux imbriqué dans le système des castes. Il faut d'ailleurs être né dans une caste hindoue pour être hindou. La caste dépasse cependant la sphère religieuse pour concerner bien d'autres domaines de la vie sociale, tels que le système de parenté, puisque les mariages s'effectuent au sein de la même caste, et le champ économique, car l'appartenance de caste est définie et transmise sur la base d'une profession traditionnelle héréditaire – potier, barbier –, ou la sphère politique, tant la caste constitue un enjeu identitaire politisé. Une Inde sans castes semble donc difficilement envisageable, mais les discriminations fondées sur la caste sont en revanche interdites par la Constitution.

Pourquoi les minorités religieuses, en particulier l'islam et le christianisme, sont-elles stigmatisées par le pouvoir politique ?

Les musulmans et les chrétiens sont particulièrement stigmatisés par les nationalistes hindous, car ils constituent les deux principales communautés non hindoues en Inde, ne représentant pourtant que 14,2 % et 2,3 % de la population, et parce que l'idéologie des nationalistes hindous considère que leurs religions ont été importées par les colonisateurs musulmans ou occidentaux, ce qui est faux puisque la présence du christianisme et de l'islam est antérieure aux conquêtes des empereurs moghols et à la colonisation britannique.

De plus, en raison du conflit qui oppose l'Inde au Pakistan depuis la partition, en 1947, les musulmans indiens sont présentés par les nationalistes hindous comme des ennemis de l'intérieur, alors que beaucoup de musulmans restés en Inde ont choisi la nationalité indienne et qu'ils tiennent à se distancier du Pakistan.

Quel rapport l'hindouisme entretient-il avec le pouvoir politique ?

Dans l'Inde précoloniale, qui était morcelée en différents royaumes, le pouvoir politique et les institutions religieuses hindoues se tenaient mutuellement. Ainsi, avant que les

Britanniques n'élaborent des procédures administratives pour encadrer la vie et les finances des temples hindous, qui seront conservées à l'indépendance, les rois assuraient la fondation et le patronage des plus importants. En retour, le statut des rois était célébré par certains honneurs rendus publiquement dans ces temples, lors de rituels conduits par les prêtres, généralement brahmanes.

L'inauguration du nouveau grand temple de Ram à Ayodhya, par Narendra Modi, en janvier, une première pour un premier ministre indien, n'est pas sans rappeler ces pratiques datant d'une époque où l'Inde n'était pas une république séculariste. Autre fait inédit des dernières années, témoignant de la politisation de l'hindouisme, le grand prêtre d'un des plus importants temples du nord de l'Inde, le moine extrémiste Yogi Adityanath, est devenu le chef du gouvernement de l'Etat le plus peuplé, l'Uttar Pradesh, à la suite de la victoire de son parti, le BJP [Bharatiya Janata Party], aux élections régionales de 2017 et de 2022.

Le sécularisme est inscrit dans la Constitution indienne. Pensez-vous que le système soit toujours séculaire ?

Le sécularisme indien se fonde sur la reconnaissance officielle de toutes les communautés religieuses, qui jouissent des mêmes droits. L'Etat indien ne reconnaît donc aucune religion officielle. La Constitution indienne garantit les libertés de conscience et de culte, et interdit les discriminations fondées sur l'appartenance religieuse.

Cependant, le projet politique des nationalistes hindous va à l'encontre du sécularisme inscrit dans la Constitution, car il défend l'idée que l'Inde doit être une nation hindoue. Ainsi, outre la recrudescence des violences contre des musulmans et des chrétiens, plusieurs mesures prises par le gouvernement de Narendra Modi, dont une loi sur la citoyenneté qui régularise les immigrés des pays voisins à l'exception des musulmans, font craindre en effet la fin de l'Inde séculariste. Néanmoins, aux dernières élections, les nationalistes hindous n'ont pas obtenu suffisamment de sièges à la Chambre basse du Parlement, la Lok Sabha, pour éventuellement leur permettre de modifier la Constitution en ce sens. L'Inde demeure donc officiellement une république séculariste.

Pouvez-vous expliquer en quoi l'hindouisme diffère de l'hindutva, l'idéologie suprémaciste des nationalistes hindous ?

L'hindouisme est une religion, alors que l'hindutva, néologisme que l'on peut traduire par « hindouité », est une idéologie politique élaborée par les nationalistes hindous à partir des années 1920, et qui entend « hindouiser » l'indianité en souhaitant faire de l'Inde un Etat hindou, considérant que seuls les hindous sont des Indiens légitimes. Or, tous les pratiquants de l'hindouisme ne soutiennent pas l'idéologie politique de l'hindutva, comme en témoignent les résultats des récentes élections.

Narendra Modi vient d'être réélu. Pensez-vous que l'hindouisme soit perçu de façon différente par les Indiens et que sa pratique pourrait évoluer sous ce nouveau mandat ?

Les pratiques les plus courantes de l'hindouisme, comme se rendre au temple, dans une procession ou partir en pèlerinage, relèvent bien davantage de la religiosité personnelle et collective que des résultats électoraux. En outre, la victoire du parti de Narendra Modi n'est pas assez large pour qu'il soit en mesure de modifier la Constitution et la place de l'hindouisme dans la société indienne. Nul doute, en revanche, que le premier ministre poursuivra son projet de transformer l'Inde en une nation hindoue. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CORINNE FRILET



FRANZ KAFKA

L'INSAISSISSABLE

Un hors-série du « Monde » - 120 pages - 11 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

La vie de Robert Wyatt en version hallucinée

Au Festival d'Annecy, Maria Trénor présente « Rock Bottom », un film-hommage psychédélique au musicien

RENCONTRE

ANNECY - envoyée spéciale

Le film le plus fou de la compétition officielle du Festival du film d'animation d'Annecy est sans conteste celui de la réalisatrice espagnole Maria Trénor. Son titre ? *Rock Bottom*, du nom de l'album chef-d'œuvre écrit il y a tout juste cinquante ans par Robert Wyatt, chanteur, batteur et pierre angulaire du rock progressif, qui forma, en 1966, le groupe Soft Machine et, plus tard, Matching Mole.

L'album contient six chansons intenses et délicates, inquiétantes et poétiques, que le long-métrage reprend, dans l'ordre, déroulant à partir de là une partie de la vie tumultueuse du musicien britannique, dans les années 1970. A New York (Robert Wyatt a vécu, en réalité, à Londres) et à Majorque, l'île des Baléares où il aimait se retrancher avec sa compagne, Alfie (Alfreda Bengé, avec qui il vit toujours), artiste plasticienne qu'il a épousée en 1974. Soit un an après sa chute de quatre étages d'un immeuble, lors d'une soirée au domicile londonien de June Campbell Cramer (1931-1999). Chute qui le laissa paralysé des deux jambes, lui fit abandonner son groupe et entreprendre une carrière solo. C'est durant sa convalescence qu'il finalise *Rock Bottom*.

Le film nous envoie en pleine période hippie, au sein d'une communauté où se croisent les artistes, notamment les Pink Floyd, amis de Wyatt. La drogue et l'alcôol accompagnent les jours et les soirées planantes, créant aussi des états d'angoisse et de descentes vertigineuses. Si le film de Maria Trénor est fou, c'est qu'il illustre tous ces états, mais aussi les sensations que procure la musique. Et ce, par le champ immense qu'offre l'animation : saturation des couleurs, juxtaposition des images et courants artistiques, glissement de la réalité au rêve par l'usage de diverses techniques, dont la peinture. Dans *Rock Bottom*, la tête mise à l'envers, on perd pied, on plonge dans des espaces hallucinatoires, puis dans les eaux marines de Majorque, avec le couple d'artistes. Retour à la réalité.

Pour cette immersion psychédélique, la réalisatrice, née en 1970 à Valence, en Espagne, s'est inspirée de l'esthétique underground et surréaliste du début des années



Image extraite du long-métrage d'animation de Maria Trénor, « Rock Bottom ». LOCO FILMS

1970, du cinéma expérimental, d'artistes tels que Mati Klarwein, Maya Deren, Barbara Rubin et Shirley Clarke. « J'ai souhaité que *Rock Bottom* tente de capturer l'essence même de l'expérience artistique et personnelle de Wyatt, explique-t-elle. Les différences de style et d'esthétique du film traduisent en image les hauts et les bas, les humeurs et les émotions qui le traversent au fil de sa vie. Je n'ai pas réalisé un biopic, mais un film sur la musique et la création. La plus grande difficulté, d'ailleurs, a été d'écrire un script, de créer une narration cohérente à partir des morceaux de l'album, dont je voulais respecter l'ordre. Chaque scène, chaque note de ce film cherchent à immerger les spectateurs dans un monde où la musique n'est pas seulement entendue, mais ressentie et vécue. »

Elle-même aurait aimé devenir musicienne, mais, lorsqu'elle s'est décidée, il était trop tard. Elle a donc choisi les beaux-arts, mais la

musique n'a cessé de l'accompagner, occupant une grande place dans ses films – jusqu'à ce jour, des courts-métrages seulement, mais pas des moindres, puisque *Con qué la lavaré* ? (2003), le premier, retenu à la Berlinale, à Sundance et à Annecy, a reçu quatorze prix et propulsé la réalisatrice sur la scène de l'animation. Ont suivi *Exlibris* (2009) et *Donde estabas tu* ? (2020), qui, eux aussi, ont parcouru les festivals et engrangé des récompenses.

Long travail de documentation
Rock Bottom est son premier long, né de sa rencontre avec l'artiste rock. « Quand j'ai découvert cet album de Wyatt, je n'avais jamais rien entendu de pareil. J'ai eu ensuite la chance de le rencontrer, en Angleterre. Je m'attendais à voir quelqu'un de distant, de très british. Il était une sorte de mythe et je pensais trouver une star. Or il a été d'une gentillesse inouïe, très ave-

nant. Si bien que j'ai eu le courage de lui demander si je pouvais réaliser quelque chose sur lui. Contre toute attente, il m'a répondu : "Bien sûr ! Et faites ce que vous voulez." »

A commencé alors pour Maria Trénor un long travail de documentation, sur l'artiste mais aussi sur l'époque hippie. « L'épicentre de ce courant et de ces artistes se nichait en Californie, mais aussi à Majorque, où se retrouvaient les artistes européens. L'île était isolée, bon marché, et leur offrait cet espace idéal pour la liberté à laquelle ils aspiraient. Ce qui apparaît aussi comme un paradoxe, puisque l'Espagne, à ce moment-là, est celle de Franco. » Wyatt et Bengé, eux, y trouvent leur paradis pour un amour aussi heureux que fébrile, soumis aux affres de la création et des effets des drogues.

Sur l'île, ils sont logés par l'écrivain Robert Graves (1895-1985), grand ami de la mère de Wyatt, au

« J'ai voulu laisser la place à la créativité jusqu'au montage »

MARIA TRÉNOR
réalisatrice

point qu'elle donna à son fils le même prénom. « Graves a été très important dans la vie de Wyatt. Notamment, l'écrivain l'a accueilli après une tentative de suicide dont avait réchappé le musicien. Mais il le fit à une condition : qu'au moment du dîner il fasse quelque chose d'artistique, lire un poème, jouer un morceau... Histoire de lui remettre le pied à l'étrier. »

Rassembler toute cette matière, écrire le scénario a pris dix ans. La réalisation, deux ans. « J'ai travaillé à partir d'une base, mais,

avec les nombreuses équipes qui m'ont ensuite accompagnée, j'ai tenu à garder une certaine flexibilité. J'ai voulu laisser la place à la créativité tout au long du processus et jusqu'au montage », souligne la réalisatrice. Pour passer du court à ce long-métrage, avec son originalité et sa destination à un public exclusivement adulte, il a fallu l'intervention d'une société de production courageuse.

Maria Trénor l'a trouvée auprès de la productrice Alba Sotorra, qui, salue la réalisatrice, « aime mettre en avant les femmes ». Quant aux coûts des droits sur la musique de Robert Wyatt, la somme a été raisonnable, semble-t-il. « Grâce à lui, qui est intervenu pour qu'ils ne soient pas trop élevés. Il a été très généreux. » En revanche, le musicien n'a toujours pas vu le film, terminé dans la hâte pour Annecy. Il tarde désormais à la réalisatrice de voir sa réaction. ■

VÉRONIQUE CAUHAPE

La Libération de Paris célébrée dans la presse latino-américaine

Une exposition présentée à la Maison de l'Amérique latine à Paris réunit des archives de la presse chilienne, argentine ou uruguayenne

EXPOSITION

Le jour de gloire est arrivé ». Le titre, en français, barre toute la page du quotidien, ce 24 août 1944. Puis, en sous-titre : « Paris, berceau de la liberté, affranchie de l'oppression », mais cette fois en espagnol. Car cette une n'est pas celle d'un journal français, mais celle de *La Nación*, au Chili, que l'on peut découvrir dans une exposition présentée à la Maison de l'Amérique latine, à Paris.

C'est en tombant sur cet étonnant document que Jean Mendelson, historien et diplomate, ancien directeur des archives du Quai d'Orsay, a eu l'idée de chercher les unes de cette période dans le reste de la presse latino-américaine. Résultat : sur tout le sous-continent, la Libération de Paris a été couverte comme un événement majeur, avec émotion et lyrisme. « Parce que la chute de

Paris, en ce douloureux juin 1940, a rempli tous les cœurs de deuil et de désespoir (...). Aujourd'hui, Paris est à nous, à tous les hommes », vibre ainsi *La Prensa libre* du Costa Rica. « Le drapeau de la liberté flotte à nouveau sur Paris », s'enthousiasme *La Razon*, en Bolivie.

Anachronisme

Pour Jean Mendelson, cet enthousiasme régional n'est pas si étonnant : les trois quarts des comités France libre, nés après le 18 juin 1940, étaient situés en Amérique latine, rappelle-t-il. Un fait que Charles de Gaulle reconnaîtra très vite : « Aucune partie du monde ne montre à la France qui souffre et qui combat une sympathie plus ardente que l'Amérique latine », dit le Général le 12 avril 1943.

Quelques erreurs émaillent les textes : la Libération est parfois attribuée aux chars américains, la place des insurgés est réduite.

« Aujourd'hui, Paris est à nous, à tous les hommes », vibre ainsi « La Prensa libre » du Costa Rica

Surtout, elle est annoncée... en avance : alors que les grèves qui déclenchent l'insurrection commencent le 19 août et que la capitulation allemande n'est signée que le 25, les journaux latino-américains l'annoncent dès le 23 ou le 24 août. « Paris est libéré, Marseille est tombée, Bordeaux est encerclé », titre par exemple le journal équatorien *Ultimas Noticias* dès le 23 août, alors ces deux villes ne seront libérées que le 28. Un anachronisme que Jean Men-

delson attribue, d'une part, au fait que les médias locaux étaient probablement alimentés par les communiqués officiels du Comité français de libération nationale (CFLN) et par les comités France libre, impatientes de voir la capitale libérée.

Et aussi, parce qu'« aucun titre ne voulait être en retard sur le concurrent pour annoncer cette nouvelle », signale le diplomate, qui dit avoir ressenti une « émotion pure » en trouvant ces archives. « L'image de la France à l'étranger était extrêmement forte. C'est pour cela que je suis aussi, d'un autre côté, très triste face à ce qui n'est plus », regrette-t-il.

Des manifestations spontanées de liesse populaire se dérouleront aussi dans plusieurs capitales de la région, en particulier en Uruguay. « Emotion et ferveur populaire dans les rues de Montevideo », titre *El Bien publico*, quotidien catholique uruguayen, avec

une photo de la foule occupant la largeur de la page.

Avec une exaltation particulière, l'éditorial de l'hebdomadaire uruguayen de gauche *Marcha* se fait dithyrambique : « Pour l'amour que nous lui portons, pour ce que nous lui devons, pour ce que nous espérons d'elle en ces heures de joie si longtemps attendues, qui nous vengent des jours d'angoisse de juin 1940, nous crions de tout cœur avec le peuple de notre patrie : la France ! la France ! la France ! »

Ces manifestations de joie seront durement réprimées au Nicaragua par la dictature d'Anastasio Somoza (1937-1947 puis 1950-1956), bien que celui-ci eût reconnu le CFLN dès août 1943, comme presque tout le sous-continent – l'Argentine étant la principale exception.

Car l'événement est l'occasion, pour les oppositions des pays dirigés par des dictatures, de dire leur

attachement à la démocratie. « Rien n'a plus de valeur pour le monde que cette France, sa glorieuse capitale, sa culture humaniste, ses indestructibles institutions républicaines, ses barricades populaires », publie dans un éditorial *La Tribuna*, opposé au régime du général paraguayen Higinio Morinigo (1940-1948).

Plus étonnant, des médias pourtant proches des milieux militaires se montrent tout aussi euphoriques. « Après une lutte acharnée, les patriotes français ont libéré la ville de Paris », titre ainsi *La Prensa* en Argentine, alors dirigée par un gouvernement militaire putschiste (1943-1946) qui ne cachait pas ses sympathies pour l'Axe. ■

ANGELINE MONTOYA

« Paris libéré », Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris 7^e. Jusqu'au 28 juin.

S É L E C T I O N A L B U M S



LIAO LIN-NI
Bagatelles
Wang Ying-Chieh (*erhu*), Fanny Vicens (*accordeon*), Wilhem Latchoumia (*piano*), Christelle Séry (*guitare*), Hélène Breschand et Laurence Bancaud (*harpe*), David Joignaux (*tam-tam*), ensembles L'Arsenale et Cairn.

Ce disque a tout pour désorienter. Compilation d'enregistrements, souvent effectués lors de la création des œuvres, programme à base de courtes pages (*Bagatelles*) détachées de cycles pour solo, duo, trio ou ensembles, et disposées sans cohérence apparente, partitions dépourvues de présentation. Seules les considérations générales de la compositrice ont été rapportées dans la notice. On pourrait s'en passer. Liao Lin-Ni, Taïwanaise née en 1977, n'a nul besoin de mots pour se démarquer. Elle mise sur des modes de jeu inouïs et fait paradoxalement oublier la matière sonore. Ses miniatures s'apparentent à des actions de commando, qui frappent l'esprit dans l'instant et laissent une trace indélébile dans la mémoire. Les craintes de se perdre dans un album patchwork sont finalement évacuées par la force d'attraction, à la limite de l'aspiration, d'une musique à la fois ciblée et ouverte. ■ **PIERRE GERVASONI** Neos.



SWIM DEEP
There's a Big Star Outside
Jusqu'ici, on n'a jamais vraiment su sur quel pied danser avec ce quintette pop de Birmingham. Un premier album paru en 2013 dans une veine à la Stone Roses, puis un deuxième virant électro psyché. *Emerald Classics*, paru en 2019, n'a pas été épargné par la pandémie. *There's a Big Star Outside* sort enfin le grand jeu. Nul doute que le choix de déléguer la production à l'impeccable Bill Ryder-Jones (ex-The Coral) leur a fait grand bien. Les compositions, délestées d'arrangements superflus, exhalent une mélancolie pop-folk gracieuse mise en valeur par la voix caressante d'Austin « Ozzy » Williams : le vaporeux *First Song* aux effluves de guitares shoegaze, l'envolée rock *Glitter* et ses claviers rêveurs, ou les ballades en apesanteur *Fire Surrounds* et *Don't Make Me a Stranger*, dont les charmes opèrent instantanément. ■ **FRANCK COLOMBANI** Submarine Cat Records/Big Wax.



RICHARD HAWLEY
In This City They Call You Love
Avec *Two for His Heels* et *Have Love*, et des stries de guitares électriques, l'entrée dans le dixième album en studio de Richard Hawley pourrait rappeler la direction prise par le chanteur, guitariste et auteur-compositeur

anglais en 2012 vers des éclats psychés dans *Standing at the Sky's Edge*. Ce sont toutefois les ballades acoustiques (superbes *Prism in Jeans*, *Heavy Rain*, *Do I Really Need to Know?*, *When The Lights Go Out*), rehaussées de cordes, qui dominent. Allant jusqu'au dépouillement du seul Hawley au chant et à la guitare dans *People*. Voix profonde, caressante, suscitant l'émotion, ici souvent mise en avant, Hawley chante sa ville de Sheffield, ses gens, des amitiés, des mots d'amour, des paysages, l'urbain et la nature, avec ses compagnons de longue date, le guitariste Shez Sheridan, le bassiste Colin Elliot et le batteur Dean Beresford. L'on est une nouvelle fois séduit. ■ **SYLVAIN SICLIER** BMG.



NAI-JAH & THE KWENU BAND
Democracy
Paru sur le label indépendant français Khanti Music, voilà un excellent disque de reggae. Voix souple, phrasé impeccable du chanteur franco-nigérian Nai-Jah (Mahakwe Wadike de son vrai nom, basé à Lyon), originalité des arrangements (dont la présence d'un soubassophone tenant le rôle de la basse dans le parfait quartette Kwenu Band), chœurs soignés, invités idoines – le chanteur Marcus Gad, le saxophoniste Guillaume « Stepper » Briard. Un reggae qui a le sens de l'hospitalité, ouvre la porte à d'autres styles : calypso trinitadien (*Home Sweet*) ou afrobeat nigérian (*I Am Nigeria*, célébrant la diversité ethnique du Nigeria). Nai-Jah aborde des questions concrètes, interroge, interpelle, s'insurge. Contre les violences quelles qu'elles soient (celles faites à l'enfance ou aux peuples dépossédés de leurs terres) et toutes les injustices. *Democracy* est son deuxième album, après *Masquerades*, paru en 2019. ■ **PATRICK LABESSE** Khanti Music/Integral.



AURÉLIEN MOLE

DANIEL STEEGMANN
MANGRANÉ
Galerie Esther Schipper
La pensée férale, c'est cette incitation à revenir à l'état sauvage, à échapper au domestique, qui envahit l'art contemporain. Daniel Steegmann Mangrané, installé au Brésil, l'incarne avec grâce dans ses sculptures et photographies, à travers lesquelles souffle l'esprit de la Mata Atlantica, forêt primaire avec laquelle il cohabite et dont il tente d'exprimer l'âme. Des branches délicates, précieusement dédoublées, flottent en suspens dans la galerie. Une fine lance d'or soutient des épines de pin. Des feuilles sont épinglées au mur, à demi dorées. Des photographies accompagnent ces interventions gracieuses, prises dans le parc national de Tijuca, près de Rio de Janeiro : ses arbres dont les plus âgés ont plus de 600 ans ont été les témoins de l'histoire du pays. Héros des cosmologies amérindiennes, ils ont été victimes des colons portugais, qui ont décimé nombre de forêts avant de contraindre les esclaves à les replanter. Sur la cheminée, une branche est percée de l'œil d'un de ces chiens qui ont échappé à l'homme pour habiter la Mata : féral, il nous regarde en nouveau sauvage, comme pour nous rappeler qu'il est d'autres façons d'habiter le monde que de l'exploiter. ■ **EMMANUELLE LEQUEUX** « La Pensée férale. Daniel Steegmann Mangrané ». Galerie Esther Schipper, 16, place Vendôme, Paris 1^{er}. Jusqu'au 20 juillet.

G A L E R I E

« One Hand Clapping », de Paul McCartney & Wings, sort enfin

Le concert spécial, enregistré dans les studios Abbey Road, à Londres en août 1974, est dans les bacs après une intense circulation pirate

MUSIQUE

Les bandes enregistrées attendaient leur heure depuis cinquante ans. Dans la catégorie disque maudit, *One Hand Clapping* (« applaudir d'une main ») est un peu le *Let It Be*, de Paul McCartney & Wings. Pour des raisons toujours restées obscures, ce live de 1974, enregistré et filmé dans les conditions d'un studio, n'avait encore jamais fait l'objet d'une sortie officielle. Très convoité par les « maccaphiles », ce témoignage d'une période importante dans la carrière du bassiste gaucher fut maintes fois dupliqué par les bootleggers. En août 1974, Paul McCartney, 32 ans, est de nouveau au sommet. Cinq ans après la traumatisante séparation des Beatles, son nouveau groupe, les Wings, formé avec sa femme, Linda (1941-1998), aux claviers et aux chœurs, et le guitariste Denny Laine (1944-2023, ex-Moody Blues), est numéro un des ventes au Royaume-Uni pour la septième semaine d'affilée, grâce à leur troisième album, *Band on the Run* (1973), ainsi qu'aux États-Unis, au Canada et en Espagne. Porté par ce succès, le groupe investit les studios londoniens d'Abbey Road pour y tourner un concert spécial, accompagné partiellement d'un orchestre et entrecoupé d'entretiens. Filmées par le réalisateur David Litchfield, les sessions durent quatre jours dans les anciens studios d'EMI, où les Beatles avaient gravé leur premier album, *Please Please Me*, en 1963, et bien d'autres classiques jusqu'à leur dissolution.

Performance remarquable
Jamais diffusé à la télévision, le documentaire vidéo est finalement exhumé en DVD, en 2010, avec la captation de quinze morceaux filmés, uniquement disponible sur le coffret Deluxe anniversaire de *Band on the Run*. L'objet volumineux comprenait également six extraits audio du concert. Cette édition officielle, en deux CD et deux LP, dévoile pour la première fois l'intégralité du concert audio, soit vingt-sept chansons au total, mixées par Giles Martin, fils du producteur et arrangeur George, mort en 2016, et Steve Orchard, binôme déjà à l'œuvre sur les récentes rééditions du catalogue des Fab Four. Guère étonnant que *One Hand Clapping* ait fait les beaux jours du circuit pirate. La performance du

groupe y est remarquable, avec un Paul McCartney particulièrement en voix. Le trio, scellé autour de Paul, de Linda et de Denny, connaît pourtant de fréquents remaniements de personnel : deux fraîches recrues viennent alors d'intégrer la formation, le guitariste Jimmy McCulloch (1953-1979), un proche des Who, et le batteur Geoff Britton. Souvent qualifié, à l'époque, avec de méprisants sous-entendus, de « *premier groupe de rock familial* » – les enfants du clan McCartney étaient souvent des tournées –, le quintette se révèle très à l'aise dans l'exercice scénique. *One Hand Clapping* se découpe en trois sections distinctes : une interprétation classique avec le groupe ; une deuxième symphonique conduite par le Britannique Del Newman (1930-2020) ; enfin, une troisième privilégiant Paul McCartney en solo. L'instrumental inédit, qui ouvre le concert, deviendra la chanson thème de *One Hand Clapping*. Le répertoire se concentre majoritairement sur l'album *Band on the Run*, guère averse en tubes (*Let Me Roll It*, *Bluebird*...). Des synthétiseurs datés gâchent un peu le plaisir sur l'entrée électrique de *Jet*, puis se font heureusement plus discrets. Escortés d'un orchestre sympho-

Les Wings, groupe formé en 1971, réunit McCartney, sa femme Linda et le guitariste Denny Laine

nique, les ambitieux *Band on the Run*, *Live and Let Die*, célèbre thème d'un James Bond, et le phénoménal *Nineteen Hundred and Eighty Five* méritent le détour. Même traitement pour la ballade sentimentale *Maybe I'm Amazed*, qui figure sur le premier album solo du natif de Liverpool. Trois classiques des Beatles sont, en revanche, expédiés hâtivement : un *Let It Be* dépouillé à l'orgue et un court medley au piano de *The Long and Winding Road* et *Lady Madonna*. Ce maigre ratio sera similaire sur le triple album live *Wings Over America*, paru en 1976, l'ex-« garçon dans le vent » souhaitant, à l'époque, couper avec son histoire passée. Pour le reste, le programme se veut très éclectique. Les Wings reviennent tout juste de Nashville, dans le Tennessee, où ils ont enregistré le single *Junior's Farm*, et

l'influence de la country s'y ressent. Notamment sur *Sally G*, une tentative americana de « Macca » plutôt séduisante, sans oublier la sympathique reprise de *Blue Moon of Kentucky*, écrite en 1946 par Bill Monroe. Autre hommage, *Baby Face*, un standard ragtime des années 1920, que le bassiste à la Höfner affectionne depuis son enfance. Trois compositions interprétées en mode piano solitaire s'avèrent assez anecdotiques : les faces B *All of You* et *I'll Give You a Ring* ainsi que *Let's Love*, composée pour Peggy Lee (1920-2002). Plus intéressant, le hit des Moody Blues *Go Now*, chanté par Denny Laine, est revisité à la sauce Wings. Et surtout, *Soily*, une des compositions les plus rock des « Ailes », qui ouvrait un temps leurs concerts, inexplicablement écartée des sessions studio. On peut également saluer les versions mémorables des moins exposés *Wild Life* et *Power Cut*, ce dernier étant tiré de *Red Rose Speedway* (1973). Concert immortalisé sans public, *One Hand Clapping* mérite bien – enfin ! – des applaudissements. ■

FR. C.

One Hand Clapping, de Paul McCartney & Wings, 2 CD et 2 vinyles, MPL Communications/Universal.

DEPARDON

15 JUIN 2024 – 5 JANVIER 2025

2 EXPOSITIONS
À RENNES

LES JEUX
OLYMPIQUES
1964 – 1980

AU FRAC
BRETAGNE

ALGÉRIE
1961 & 2019

AUX CHAMPS
LIBRES

© Raymond Depardon / Magnum Photos

MINISTÈRE
DE LA CULTURE

RENNES
Ville et Métropole

INRoctuptibles

culture

EXPO
RAMA

Armand Gatti, un poète face au fascisme

Livres, projections, lectures et expositions rendent hommage à ce créateur inclassable à l’occasion des 100 ans de sa naissance

THÉÂTRE

Mars 1989, à Marseille, Gabriel Domenech (1920-1990), membre du Front national, obtient 13,5 % des voix aux élections municipales. Quelques semaines plus tard, en juin, son parti frôle les 12 % aux élections européennes. Invité à créer un spectacle dans la cité phocéenne en juillet 1990, l’auteur de théâtre Armand Gatti (1924-2017) a pris acte. Pas question de faire l’autruche devant la montée du Front national.

Gatti n’est pas un militant, mais un dramaturge qui manie le verbe avec une aisance éblouissante. Ses armes, ce sont ses mots. Il les range en ordre de bataille et fait jouer par des comédiens stagiaires *Le Cinécadre de l’esplanade Loreto reconstitué à Marseille pour la grande parade des pays de l’Est*. Ce titre est truffé d’allusions historico-politiques. Loreto renvoie à la place milanaise où les corps de Mussolini, sa femme et deux fidèles furent exposés à la foule après leur exécution en avril 1945.

Jean-Jacques Hocquard, collaborateur d’Armand Gatti pendant cinquante ans, poursuit l’explication : « *Il faut se souvenir qu’avant de fonder, en 1921, le Parti national fasciste Mussolini a été syndicaliste et membre du Parti socialiste italien. Ne pas oublier non plus qu’entre 1988 et 1990 la chute des régimes communistes venait de mener les pays de l’Est vers la droite. Ce sont ces bascules individuelles et collectives qu’interrogeait la pièce.* » D’une formule

concise, Stéphane Gatti, fils de l’écrivain, résume l’ambition paternelle : « *Il a dressé à Marseille un inventaire des fascismes.* »

Que ferait aujourd’hui Dante Sauveur Gatti (dit « Armand ») devant un Rassemblement national aux portes du pouvoir ? « *La même chose !* », répond Stéphane Gatti. Et peut-être bien que le poète, dramaturge, scénariste, metteur en scène et réalisateur saurait par quel geste artistique, quelle forme théâtrale, appréhender la séquence que traverse la France depuis le 9 juin.

Jeune résistant

Né d’un père anarchiste, cet homme au verbe haut, si imaginatif qu’il confinait parfois au délire, entre dans la Résistance française dès 1942. Il est arrêté, condamné à mort, gracié en raison de son jeune âge. En juillet 2011, une enquête du *Monde* révèle qu’il n’a jamais été (contrairement à ses dires) déporté au camp allemand de Neuengamme. Il en conviendra.

Cet épisode malheureux ne doit pas faire oublier la suite de son engagement contre le nazisme (qu’il avait, rappelle Jean-Jacques Hocquard, rebaptisé le « *full fascisme* »). Après s’être évadé du camp de travail où il était emprisonné, le maquisard rejoint les Forces françaises libres à Londres en 1944 et devient parachutiste dans l’armée de l’air. A la Libération, on le décore.

Est-ce cette plongée active dans la Résistance qui a fait de lui une conscience vigilante de son temps ? « *C’est après la Résistance qu’il va connaître des années déci-*

Armand Gatti chez lui, à Montreuil, en janvier 2004.

RAPHAËL GAILLARDE / GAMMA-RAPHO
VIA GETTY IMAGES



sives, relativise Stéphane Gatti. *Au sortir de la guerre, lui qui n’a pas son bac devient chroniqueur judiciaire au Parisien libéré. Du camp de concentration de Struthof [Bas-Rhin] ou massacre d’Oradour-sur-Glane [Haute-Vienne], il suit les procès de la collaboration et de la Gestapo. Ces dix années sont la matrice de son théâtre.* »

Anarchiste, libertaire, reporter courant la planète, de l’Amérique du Sud à la Sibérie, engagé auprès des prolétaires, des révolutionnaires ou encore des jeunes en réinsertion, Armand Gatti a pris le XX^e siècle à bras-le-corps et n’a cessé d’en secouer, dans l’art et au théâtre, les beautés et les infamies. Matthieu Aubert, qui fut son assistant, se souvient d’un « *passéur de mémoires* », auprès de qui il découvre « *la poésie, la spiritualité, les sciences ou la philosophie* ».

C’est ce créateur titanique et inclassable dont on célèbre, depuis janvier, le centenaire de la naissance. Livres, lectures de textes, films, expositions : à mi-parcours des célébrations et avant le Festival d’Avignon, qui lui rendra aussi hommage, une étape des festivités s’ancre, du 16 au 30 juin, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), la ville où vivait et travaillait l’artiste depuis 1998.

Au 24-26 de la rue Robespierre, une fois franchi le vaste café baptisé Les Pianos, une cour intérieure pavée mène vers une fabrique de meubles reconvertie en salles de spectacles, d’expositions ou de colloques. L’endroit sauvage et atypique vaut le détour. La Guillotine (ça ne s’invente pas) est le nom que porte ce lieu culturel alternatif. Au programme, des rencontres la première semaine, des lectures la seconde et une exposition permanente.

Plume volubile

Stéphane Gatti veut susciter des frottements, des frictions, une sorte de remue-ménages qui saura rendre justice à la personnalité « *clivante* » du créateur. Il a fallu faire des choix dans une masse de matériaux pour que surgisse le caractère vivant d’une œuvre encore à défricher et à déchiffrer.

Dans un atelier aux longues baies vitrées, le public découvrira les œuvres de peintres tels que Bernard Saby (1925-1975), Oskar Gonschorr ou Raymond Moretti (1931-2005). Tous furent amis ou collaborateurs de Gatti. Leurs dessins, affiches ou sérigraphies racontent à quel point son écriture n’est pas une suite de lettres endormies sur la page, mais une

Armand Gatti a pris le XX^e siècle à bras-le-corps et n’a cessé d’en secouer les beautés et les infamies

mise en mouvement d’énergies qui explosent et se réagencent.

Auteur d’une cinquantaine de pièces, le dramaturge avait la plume volubile. Et corrosive : en 1968, sa pièce *La Passion du général Franco* est retirée de l’affiche sur ordre du gouvernement français à la demande des autorités espagnoles.

Après cela, l’institution théâtrale ne le programme plus, ou à peine. Seul Pierre Debauche, directeur de Nanterre-Amandiers, le met en scène, en 1971. « *Son spectacle n’a pas servi la prose de Gatti, ce qui a dissuadé d’autres metteurs en scène* », regrette Jean-Jacques Hocquard. Et d’ajouter : « *Mais Gatti a aussi été, de son vivant, l’arbre qui cachait la forêt.* » Entendre : sa force de conviction et l’intensité de sa parole étaient telles qu’elles en occultaient ses écrits.

« *Il n’est plus du tout joué* », constate son fils, qui impute cette désaffection à un spectacle vivant « *replié sur lui-même et qui a tendance à tout ranger dans des cases* ». La verve d’Armand Gatti ne se discipline pas. La jouer, c’est en accepter les trop-pleins, la mettre en scène, c’est s’exposer à sortir de sa zone de confort. La lire, c’est explorer un univers qui s’agrandit « *aux confins de l’indicible, de l’irreprésentable* », avance Olivier Neveux, auteur d’Armand Gatti. *Théâtre-utopie* (Libertalia, 228 pages, 10 euros).

Pour l’essayiste, « *Gatti a refusé de dire la réalité dans les termes par lesquels elle nous parvient. Il a toujours cherché, par la poésie, à intervenir sur cette réalité. Sa méthode est la démesure* ». Armand Gatti, enfant, était élève au Petit Séminaire. Sur le bois de son pupitre, il aurait, paraît-il, gravé cette phrase programmatique : « *Je veux être Victor Hugo ou rien.* » ■

JOËLLE GAYOT

Armand Gatti, 100 ans. Les mots et la poésie, inventaire des formes. Du 16 au 30 juin à La Guillotine/Les Pianos, Montreuil (Seine-Saint-Denis). Visite-projection-rencontre le 12 juillet à la Maison Jean-Vilar, à Avignon.

Au parc de La Villette, l’architecture en prise avec l’air du temps

Deux projets, dont l’un réalisé pour les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, apportent une tonalité organique à ce vaste espace

ARCHITECTURE

En 1982, c’est avec l’idée de faire un parc pour le XXI^e siècle que Bernard Tschumi met sur papier son sys-

tème de points, de lignes et de surfaces, qui lui vaudra de remporter le concours du site de La Villette. Les vingt-six « folies », petites architectures rouges, chacune dotée d’une personnalité propre, sont

les ponctuations de cette partition souple et virevoltante comme une toile de Vassily Kandinsky, qui scelle joyeusement les nœuds entre nature et culture. Nila Cité de la musique, de Christian de Portzamparc (1995), ni la Philharmonie de Paris, de Jean Nouvel (2015), ni aucune des constructions qui se sont érigées depuis ne leur ont jamais fait de l’ombre.

Ces balises, qui font l’identité du lieu, ont facilité, au contraire, l’intégration de bâtiments imposants, pour ne pas dire gesticulants, à ce qui a fini par former, avec le Zénith, de Chaix et Morel (1984), la Géode, d’Adrien Fainsilber et Gérard Chamayou (1985), une belle collection d’architecture. Aussi remarquable soit-elle, elle n’en restait pas moins ancrée dans une période aujourd’hui révolue, déconnectée des enjeux qu’ont imposés l’urgence climatique, ainsi qu’un contexte général de crise et de remise en question des hiérarchies traditionnelles.

Deux projets viennent la mettre au goût du jour : un bâtiment de bureaux et une collection de pavillons spécialement réalisés pour les Jeux olympiques et paralympiques, afin d’accueillir les différentes fédérations sportives. Réalisé par Anne-Cécile Comar et Philippe Croisier, de l’Atelier du Pont, le premier héberge, de-

puis quelques mois, les équipes du Parc des expositions, qui étaient restées cantonnées, depuis l’inauguration du site au milieu des années 1980, dans des bâtiments en préfabriqué.

Situé à la lisière du parc, sur la parcelle qu’occupaient historiquement ces vieux baraques, ce lumineux ouvrage répond à des principes de construction bioclimatique : une structure en bois porteuse d’une façade en verre ; un système de ventilation naturelle ; un mobilier (partiellement) conçu à partir de matériaux de réemploi ; une noue creusée tout autour du bâtiment pour irriguer les sols et favoriser la biodiversité... Les architectes ont travaillé avec le paysage de végétation sauvageonne, qui foisonne tout autour du bâtiment, qui tend toutes les perspectives

Les « archi-folies », structures démontables, éphémères, incarnent une approche collective de l’architecture

depuis l’intérieur. Les feuillages des grands arbres et des arbustes qui s’élèvent à leurs pieds servent de toile de fond à tous les espaces de travail et d’écran aux nombreuses terrasses qui les prolongent à l’extérieur, créant pour les usagers le sentiment d’être plongés dans un sous-bois enchanteur.

En conditions réelles

Installées sur les deux grandes pelouses qui vont accueillir le Club France, enceinte à ciel ouvert où, pendant les JO, les athlètes seront invités à venir se détendre, et les fédérations sportives à rencontrer leur public, les « archi-folies » sont d’une tout autre nature : des structures démontables, éphémères, qui incarnent une approche collective de l’architecture, aux antipodes du mythe aujourd’hui périmé de l’architecte demiurge.

Lancée par le ministère de la culture, parrainée par Bernard Tschumi, l’initiative fut, pour les étudiants en architecture, l’occasion de réaliser un projet en conditions réelles, depuis les ateliers préparatoires, qui les auront vus phosphorer avec les représentants des fédérations sportives, jusqu’au chantier, qui aura duré neuf jours pour chaque pavillon. Pas question de dévier de l’emplacement alloué, ni de la forme carrée du socle, ni même de choisir son

voisin de pavillon : ces petites structures sont collées les unes aux autres, en rang d’oignons, de part et d’autre de la grande bambouseraie qui sépare les deux pelouses. Un principe qui limite les possibles, rigidifie l’expressivité des architectures et rend difficile d’en apprécier les qualités.

Certaines propositions retiennent toutefois l’attention : ici pour une manière de théâtraliser l’espace avec des gradins (Paris-Malaquais pour la Fédération française d’escrime), là pour un art consommé de l’assemblage à sec des poutres en bois (ENSA Lyon pour la Fédération française de danse), là encore pour un jeu inspiré avec les symboles de la voile (ENSA Marseille pour la Fédération française de voile), plus loin pour une fascinante capacité à démultiplier l’espace (Ensap Bordeaux en collaboration avec l’Ecole supérieure du bois de Nantes pour la Fédération française de pentathlon moderne), pour un travail poétique sur les propriétés du bambou (Ensam La Réunion pour la Fédération française de surf) ou de la paille porteuse (ENSA Versailles pour la Fédération française d’équitation)... Autant de pistes qui suggèrent malgré tout le potentiel immense de l’architecture. ■

ISABELLE REGNIER



DE CAUSE À EFFETS.

Le mardi
21h – 22h
Aurélie Luneau



L'esprit d'ouverture

Le magazine de l'environnement

En partenariat avec **Le Monde**

Bataille pour le Trône de fer

La nouvelle saison de la préquelle de « Game of Thrones » reste sombre et parfois obscure

MAX
À LA DEMANDE
SÉRIE

Telle une location saisonnière, la maison du dragon rouvre pour l'été. Si celui-ci est caniculaire, on y trouvera ce qu'il faut de nuées et d'averses. S'il est pourri, on tentera de se réchauffer aux flammes des monstres que chevauchent les rivaux, qui s'affrontent pour le Trône de fer. La première saison de *House of the Dragon* offrait un paysage assez familial pour que les anciens combattants de *Game of Thrones* y trouvassent leurs aises. Se passant quelques siècles avant la saga que HBO a déroulée de 2011 à 2019, cette nouvelle adaptation d'un texte de George R. R. Martin se distinguait de son épique prédécesseur par la sensation de claustrophobie qu'elle suscitait. Il faudra attendre le quatrième épisode de cette nouvelle livraison pour retrouver les moments d'hyperspectacle, qui ponctuaient

jadis *Game of Thrones*. Jusque-là, on reprendra la marche vers la guerre civile, qui ne saurait tarder à opposer les deux branches de la dynastie Targaryen.

Reines rivales

Cette longue introduction à la catastrophe est loin d'être dépourvue d'intérêt. Les interprètes ont pris la mesure de leurs personnages, à commencer par les reines rivales. Alicent (Olivia Cooke), la douairière, a imposé son fils Aegon (Tom Glynn-Carney) sur le trône, aux dépens de Rhaenyra (Emma D'Arcy), fille d'un premier lit de son défunt époux. Cette dernière s'est repliée sur Dragons-tone, fief de la famille où, en compagnie de son oncle et mari, Daemon (Matt Smith), elle tente de rallier ses vassaux à sa bannière.

Max, la plate-forme du conglomerat Warner-Discovery, qui a phagocyté HBO, ne cesse, à force d'opérations de marketing, d'inciter les spectateurs à choisir entre le camp des noirs de Rhaenyra et celui des verts d'Alicent, comme

si l'on était à l'orée d'un championnat. Il faudrait pour cela que la légitimité de l'une ou l'autre des causes s'impose.

Certes, les deux reines ne manquent pas de noblesse, Olivia Cooke et Emma D'Arcy incarnent, avec une certaine grandeur, leur impuissance, dans cette marche à l'abîme. Mais les hommes se chargent de faire un grand pas en avant : Aegon, capricieux et cruel, se débarrasse d'Otto Hightower (Rhys Ifans), son conseiller retors mais prudent, qui se trouve par

ailleurs être son grand-père, pendant que Daemon ourdit un crime atroce, pour terroriser ses adversaires.

On pourrait, à force d'hémoglobine et d'adrénaline, donner à ce long préambule un tour spectaculaire. De manière inattendue (et les dieux, anciens et nouveaux, savent que l'on a besoin d'inattendu dans le monde des séries), *House of the Dragon* met plutôt en avant l'ennui dans lequel s'engluent les adversaires Aegon et Daemon.

Malgré cette rupture de ton avec *Game of Thrones* et une manière plus assurée, Ryan Condal, qui dirige la série, n'a pas su soigner l'un des maux constitutifs de cette dernière : les Targaryen partageant la même chevelure platine, on continue d'avoir du mal à les distinguer les uns des autres, d'autant que leurs noms se ressemblent souvent à une ou deux lettres près – Rhaenyra-Rhaenys, Aegon-Aemond. Sans parler de l'affrontement, nocturne et mortel, entre jumeaux

monozygotes, qui sème la confusion jusque chez les personnages qui assistent au duel. Vivement la bataille rangée. ■

THOMAS SOTINEL

House of the Dragon, série créée par Ryan Condal et George R. R. Martin, d'après le roman de George R. R. Martin Avec Matt Smith, Olivia Cooke, Emma D'Arcy, Rhys Ifans (EU, 2024, 8 × 60 min). Un épisode le lundi, du 17 juin au 4 août.



Alicent (Olivia Cooke), dans la saison 2 de la série « House of the Dragon ». MAX

De la Terre à la Lune, une exploration des sphères complotistes

« La Fabrique du mensonge » s'intéresse aux fake news liées à l'espace avec un film de Pierre Zéau et Elsa Guiol, suivi d'un débat

FRANCE 5
DIMANCHE 16 - 21 HEURES
DOCUMENTAIRE

Putain de menteur. Dégage, fumier ! » Charismatique et populaire, Thomas Pesquet est l'astronaute le plus suivi au monde sur les réseaux sociaux, avec 5 millions d'abonnés. Mais depuis quelque temps, aux messages admiratifs de ses fans se mêlent des insultes. Thomas Pesquet évoque pour la première fois dans « La Fabrique

du mensonge » ces commentaires d'internautes qui l'accusent de diffuser de fausses images de l'espace. Selon eux, l'espace n'existe pas et l'homme n'a jamais marché sur la Lune. Face à cette théorie du complot qui empire, le film tente d'en comprendre les causes.

La partie historique est la plus intéressante. A l'aide d'archives, elle revient sur la mission Apollo-11. Le 21 juillet 1969, quelque 600 millions personnes voient à la télévision Neil Armstrong poser le pied sur le sol lunaire. Le quoti-

dien russe *La Pravda* relaie alors l'information sans remettre en cause l'exploit. Il faut attendre 1976 pour qu'un ancien employé de la Navy, Bill Kaysing, publie *We Never Went to The Moon* (« nous ne sommes jamais allés sur la Lune », non traduit).

Alors que les Etats-Unis sont en proie aux doutes, entre la guerre du Vietnam et le scandale du Watergate, cette théorie du *Moon Hoax* (« canular de la Lune ») rencontre un écho certain. C'est du moins l'explication fournie par les

intervenants, parmi lesquels les astrophysiciens Eric Lagadec et Christophe Galfard – vulgarisateur scientifique, à travers ses nombreux livres, dont sa captivante trilogie jeunesse *Le Prince des nuages* (Pocket jeunesse, 2015).

Ces théories conspirationnistes vont par la suite connaître divers regains d'intérêt, de telle sorte qu'à la fin des années 2010, un Français sur dix (selon l'IFOP), un Britannique sur six (YouGov) et un Russe sur deux (Centre russe d'étude de l'opinion) pen-

sent que l'humain n'a jamais posé le pied sur la Lune...

De la même façon, le film s'intéresse ensuite aux platistes – ceux qui croient que la Terre est plate –, en donnant notamment la parole à l'un d'entre eux, l'influenceur Mark Sargent, puis aux croyances extraterrestres. Une deuxième partie moins convaincante, tant le ridicule l'emporte parfois.

Rudy Reichstadt, fondateur du site Conspiracy Watch, l'Observatoire du conspirationnisme, y voit toutefois une cause profonde, ap-

parue au XX^e siècle en réaction à la faillite des grands récits collectifs, religieux et séculiers. Face à ce « désenchantement du monde », théorisé par le sociologue Max Weber, « d'une certaine manière, ce complotisme radical réenchante le monde en mettant de l'extraordinaire et du fantastique ». ■

CATHERINE PACARY

Espace, les fake news contre-attaque, de Pierre Zéau et Elsa Guiol (Fr., 2024, 76 min). Suivi d'un débat.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 140
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 139

HORIZONTALEMENT I. Prédécesseur. II. Lipides. Erra. III. Ipéca. Titans. IV. Solo. Bilobée. V. Sue. Camail. VI. Es. Recensera. VII. Collège. II. VIII. Evitées. Sodé. IX. Ni. Ire. Tan. X. Terrasserait.

VERTICALEMENT 1. Plissement. 2. Ripous. Vie. 3. Epelé. Ci. 4. Dico. Rôtit. 5. Eda. Cèlera. 6. CE. Bâclées. 7. Estimées. 8. Ilang. Lé. 9. Sétoises. 10. Erable. Ota. 11. Urne. Ridai. 12. Raserait.

HORIZONTALEMENT

I. Appel à la fuite mais chacun pour soi. II. Station pour les grands buveurs. Surréaliste et provocateur. III. Personnel. Même le sien n'est pas toujours facile à tenir. Point. IV. Ont souvent la tête ailleurs. V. Mise de côté. Fait mâle dans les mots. VI. Toujours belle dans le temps. En prise. VII. Roi déchu. Sa lyre accompagnait ses poèmes. Baba. VIII. Relié au continent par un double tombolo. Pas mieux. IX. Allemande sur la Saale. Pour jouer à touche-touche. X. Alimente le bétail. Ensemble des forces naturelles.

VERTICALEMENT

1. Etudie les symptômes et les signes. 2. Prêt à tout affronter. 3. Arturo. Très légers. 4. Mise en avant. Propos puéril. 5. Préposition. Petite enclume. 6. Tombe avec régularité. Le chlore 7. Nouilles japonaises. Elu local. 8. A réuni Staline, Churchill et Roosevelt. Pâte de Hollande. 9. Bien bourrés. Dame de la côte. 10. En peine. Encaignent le vagabond. Fratricide. 11. Thym sauvage. 12. Touchent les fonds et les suivent.

SUDOKU

N°24-140

8	6	5	4	3	2	7	9	1
2	4	1	8	7	9	6	3	5
9	7	3	5	6	1	4	8	2
4	2	7	6	8	5	3	1	9
3	5	8	1	9	4	2	6	7
6	1	9	7	2	3	5	4	8
1	8	2	3	5	6	9	7	4
5	3	4	9	1	7	8	2	6
7	9	6	2	4	8	1	5	3

Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

NOUVEAU HORS-SÉRIE

Des nuits de Lisbonne à celles de Medellín, des rues de Shanghai aux toits d'Alger, des bars de Prague aux plages de Dubaï, un tour du monde des cultures urbaines.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

Directrice générale
Elisabeth Cialdella

PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P_{Tot} = 0,0083 kg/tonne de papier

Hugo Lloris « J’ai toujours accepté positivement les situations négatives »

ENTRETIEN

Recordman de sélections en équipe de France avec 145 apparitions sous le maillot tricolore, le gardien de but Hugo Lloris revient sur son parcours, qui l’a vu passer de l’OGC Nice à l’Olympique lyonnais, puis du club londonien de Tottenham au Los Angeles FC, où il évolue actuellement, à l’âge de 37 ans. Alors que l’Euro 2024 a débuté vendredi 14 juin, le retraité des Bleus, dont il fut le capitaine, publie *Le Monde entre les mains* (Stock, 318 pages, 20,90 euros).

Je ne serais pas arrivé là si...

... Si ma famille ne m’avait pas aidé à rester dans le droit chemin. J’ai appris très jeune la discipline grâce à elle, ne serait-ce qu’en regardant le parcours de mes parents. Ils ont été une source d’inspiration. Voir ses parents se lever tôt le matin et rentrer tard le soir n’est pas sans vous influencer. J’ai profité de l’ascenseur social grâce à leur travail. Jusqu’à mes 10 ans, nous vivions dans un quartier populaire du nord de Nice ; leur réussite nous a permis de déménager dans une zone résidentielle.

On a souvent dit que vous avez grandi dans un milieu favorisé...

Cela ne reflète pas la vérité. Pour faire simple, mon père a commencé à travailler dans une banque en bas de l’échelle avant de gravir les échelons et d’en devenir l’un de ses directeurs. Il a ensuite rejoint plusieurs banques importantes de Monaco. Ma mère, elle, a donné naissance à ma sœur alors qu’elle était très jeune, ce qui a freiné ses études. Elle aussi a débuté au pied de la hiérarchie dans un cabinet d’avocats de Monaco, avant de se voir confier d’importantes responsabilités. L’un et l’autre étaient passionnés par leur travail, ce qui ne les a pas empêchés d’offrir la meilleure éducation qui soit à leurs trois enfants.

Comment le football s’est-il inséré dans votre environnement familial ?

Dans la famille, on jouait plutôt au tennis, sport que ma grand-mère a longtemps pratiqué au Monte-Carlo Country Club. Je lui dois à elle, ainsi qu’à mon père, le goût de la petite balle jaune. C’est d’ailleurs sur un court, au Tennis club des Combes, à Nice, que j’ai effectué mes premiers plongeurs... En me voyant, le restaurateur du club m’a conseillé d’essayer le foot avec un de ses copains éducateur. J’ai jonglé entre les deux disciplines avant d’arrêter le tennis en signant à l’OGC Nice, à 8 ans. Il y avait alors quatre ou cinq entraînements par semaine, les matchs chaque week-end... Ma mère a eu le sentiment que le foot lui prenait son fils.

Votre grand-père vous a-t-il vraiment inscrit à un stage de détection de l’OGC Nice à l’insu de vos parents ?

Oui. Mes parents s’appuyaient beaucoup sur mes grands-parents, qui, pur hasard, habitaient juste en face du centre d’entraînement de l’OGC Nice. Très tôt, mon grand-père a été extrêmement exigeant avec moi sur le terrain, tellement exigeant que j’ai voulu arrêter le foot. J’ai fini par prendre le dessus mentalement, ce qui m’a rendu plus fort. Et je suis également devenu très exigeant avec moi-même. Cette ligne de conduite ne m’a jamais quitté depuis.

Votre grand-mère a eu aussi un rôle important...

Elle venait me chercher à l’école, me conduisait à l’entraînement, lavait mes tenues, me préparait à manger... Sa grande force est de toujours regarder vers l’avant, sans jamais ressasser le passé. Je lui dois beaucoup : dès que j’atteins un objectif, je m’en fixe immédiatement un autre. Elle va avoir 90 ans cette année, et elle n’a pas changé. Elle était et elle reste ma confidente.

En quoi la « discipline » inculquée par votre famille a-t-elle été décisive ?

Quand on a 17 ans, on est forcément attiré par les à-côtés, surtout quand on vit dans une région magnifique, avec la plage, la montagne... J’ai décidé très vite de mettre toutes les chances de mon côté pour réussir dans le foot. Le reste m’apparaissait alors secondaire. L’engagement que j’avais pris avec mes parents était d’obtenir mon bac pour pouvoir ensuite me consacrer pleinement au football. Après mon bac, le directeur sportif de l’OGC Nice, Roger Ricort, m’a accordé trois semaines de vacances. Je n’en ai pris qu’une seule afin de



A Londres, en janvier.
YANNICK FARAUT

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. L’ancien gardien des Bleus insiste sur le rôle de ses grands-parents dans son apprentissage de l’exigence

repandre l’entraînement avec le groupe professionnel. Je ne voulais pas perdre de temps.

Cette impatience n’est pas facile à gérer. Un gardien de but peut parfois passer plus de temps sur le banc des remplaçants que sur le terrain, ce qui vous insupporte...

C’est vrai. J’ai toujours été respectueux de la hiérarchie. Il y a un entraîneur : on peut ne pas être d’accord avec lui, il reste celui qui décide. Cependant, ma motivation première est le jeu. Si je n’arrive pas à mes fins, je vais continuer à travailler pour faire changer la donne.

Quelle a été votre pire période en la matière ?

Ma venue à Tottenham, en 2012, a été un moment assez difficile. Arrivé au club à la dernière minute, j’apprends que le gardien en place, Brad Friedel, sera le numéro un et moi le numéro deux, ce qui n’était pas du tout conforme à ce qu’on m’avait dit avant de signer. J’ai vite compris que j’étais le choix du président, Daniel Levy, et non celui de l’entraîneur, André Villas-Boas. J’ai dû faire avec pendant deux ou trois mois. Ce n’était pas évident... Il m’a fallu être patient avant de devenir titulaire.

Votre dernière saison à Tottenham, après douze ans de bons et loyaux services, s’est avérée également douloureuse...

Oui, j’ai été six mois à l’arrêt. Je savais, heureusement, que cette situation serait passagère et qu’un projet intéressant pouvait arriver, ce qui fut finalement le cas avec le Los Angeles FC. J’ai toujours accepté positivement les situations les plus négatives. C’est le meilleur moyen de les surmonter.

Cela sans faire de vagues dans les médias, quitte à passer pour un joueur « lisse », qui s’exprime avec modération...

Ma personnalité est ainsi faite. Je n’aime pas me plaindre. Si une situation ne me convient

pas, j’en change, tout simplement, et je me mets au travail dans l’attente de l’occasion qui permettra de montrer qui je suis.

Certains faits battent en brèche cette image de pondération. Comme ce coup de sang lors d’un match du championnat anglais, en 2020, où vous avez failli en venir aux mains avec votre coéquipier sud-coréen Son Heung-min, à qui vous reprochiez de ne pas défendre...

J’ai toujours préféré les rapports constructifs, où chacun peut argumenter, donner son point de vue. Mais dans l’effort, parfois, on ne met pas la forme. On peut perdre tout contrôle dans le feu de la compétition, sous le coup de l’émotion... C’est ce qui est arrivé ce jour-là avec Son, qui est pourtant quelqu’un que j’apprécie énormément. J’ai regretté l’image que cela a donnée de moi. En même temps, cela m’a montré très humain. Dès la fin du match, Son et moi sommes tombés dans les bras l’un de l’autre.

La mesure dont vous faites preuve en toutes circonstances (ou presque) est-elle conciliable avec le rôle de gardien de but ? Dans votre autobiographie, vous revendiquez un « grain de folie », inhérent au poste...

Gardien est quand même un poste à part. Je ne sais pas qui a envie de se lever le matin pour enchaîner les plongeurs. C’est un rôle qui demande beaucoup de responsabilités et pas mal d’insouciance. Cela n’empêche pas d’être structuré en dehors du terrain. Jeune, j’étais plus fou. A Nice, il m’arrivait de prendre des risques inconsidérés. A l’époque, il n’y avait pas la VAR [assistance vidéo à l’arbitrage], et les gardiens plongeait devant la tête la première dans les pieds de l’attaquant, au risque d’occasionner un penalty ou de récolter un carton rouge, ce qui m’est arrivé.

Après 145 sélections en équipe de France (record en cours), de quoi êtes-vous le plus fier ?

Le plus difficile n’est pas d’accéder au haut niveau, c’est d’y rester. C’est peut-être la plus belle des réussites pour un sportif : durer dans le temps. Cela demande de s’adapter aux souhaits des entraîneurs, aux styles de jeu... Je ne m’étais pas fixé de limite à mes débuts, mais j’étais loin de penser que je pourrais atteindre ce record. Malgré ma personnalité réservée, j’étais très ambitieux et poussé par une grande force intérieure. Dans les moments de doute, ma meilleure thérapie a toujours été le rectangle vert.

Peut-on affirmer que vous avez été désigné capitaine des Bleus sans jamais chercher à le devenir ?

Je n’ai jamais cherché la lumière, seulement l’efficacité et la performance. Le leadership au sein d’une équipe ne repose pas sur une seule personne. J’ai eu la chance, durant toutes ces années, de m’appuyer sur des leaders incroyables : Blaise Matuidi, Raphaël Varane, Paul Pogba, Olivier Giroud, Antoine Griezmann. La réussite de l’équipe de France doit beaucoup à ce partage des responsabilités.

On a reproché au capitaine que vous étiez de ne pas dénoncer la répression contre les personnes LGBTQI+ exercée au Qatar, pays hôte de la Coupe du monde 2022. Que cela vous inspire-t-il rétrospectivement ?

Le football a pris tellement de place dans la société qu’on demande désormais au footballeur d’avoir un avis sur tout. J’ai toujours souhaité rester à ma place, je ne suis pas un donneur de leçons. Un capitaine de l’équipe de France doit garder à l’esprit qu’il parle pour l’ensemble des 23 joueurs sélectionnés. Évidemment que je ne suis pas insensible à ce qui se passe dans le monde, comme la situation des personnes LGBT ou des travailleurs au Qatar. Mais il existe un cadre préalablement défini duquel on ne peut pas sortir.

Sans exception ?

On est dans une bulle pendant une Coupe du monde, et le meilleur moyen de représenter notre pays et les valeurs qui vont avec est d’être performant. Le football a ce pouvoir unique de rassembler. En tant que capitaine, mon rôle n’était pas de donner mon avis sur tel ou tel sujet, mais de rendre les Français heureux. Il y a beaucoup de tensions actuellement dans le monde, notamment en France. Le football permet de s’en échapper, le temps d’un match ou d’un Euro.

Qu’avez-vous ressenti en devenant champion du monde en 2018 ?

Une joie indescriptible. Mais aussi une frustration. N’Golo Kanté et moi avions été tirés au sort pour le contrôle antidopage. Je n’ai pas pu rentrer aux vestiaires après le match. Cela a duré trente à quarante minutes. Les autres joueurs de l’équipe avaient pris de l’avance sur nous en matière de célébration. J’ai le sentiment qu’on m’a un peu volé cet après-match.

La fin de votre carrière internationale a aussi été marquée par votre échec lors des séances de tirs au but, en huitième de finale de l’Euro 2021 (contre la Suisse) et en finale du Mondial 2022 (face à l’Argentine). Comment expliquer un tel insuccès ?

C’est sans doute un exercice où je n’ai jamais été ultraperformant. Cela ne m’a pas empêché, au cours de ma carrière, d’arrêter des penaltys très importants et de briller lors de séances de tirs au but. Parfois, l’adversaire est mieux inspiré que vous, et on n’a pas d’autre choix que de l’accepter. Il y a aussi une part non pas de chance, mais de réussite dans ce face-à-face. Il faut bien comprendre que le plus déçu, en cas d’échec, c’est moi.

Qu’avez-vous trouvé dans le championnat américain ?

Une approche du football différente et un club ambitieux à dimension humaine, avec des rapports sains et respectueux. Honnêtement, le niveau est meilleur que ce que je pensais. Il est aussi très homogène, les clubs étant tous encadrés en matière de masse salariale. J’étais arrivé à un moment de ma carrière où j’avais besoin de fraîcheur et de me confronter à un nouvel environnement, de nouveaux visages, de nouveaux stades, de nouvelles villes...

Les Bleus peuvent-ils gagner l’Euro 2024 ?

Ils ont tout pour y parvenir : les meilleurs joueurs à leur poste, l’expérience, la culture de la gagne transmise par le coach, Didier Deschamps... Ils ont fait une phase de qualification remarquable, sans concéder la moindre défaite, une sacrée performance, qui a été un peu passée sous silence dans les médias.

Que ferez-vous après le foot ?

Je ne sais pas encore. L’après-carrière ne m’a jamais fait peur. J’ai toujours intégré l’idée que le foot serait passager. Quand, jeune joueur, j’ai acheté mon premier appartement, à Nice, j’ai souscrit un emprunt bancaire dont les traites couraient jusqu’à mes 35 ans, en me disant que ce serait déjà pas mal de jouer jusqu’à cet âge-là. J’en ai aujourd’hui 37, et je n’ai pas racroché les crampons. Je veux prolonger ce plaisir. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC POTET

Sébastien Lumet et Luuk van Middelaar

Les rapports de force à Bruxelles vont peu changer

Le géopolitiste et l'historien observent que les résultats du scrutin du 6 au 9 juin ont surtout des répercussions dans les arènes politiques nationales

Mardi 12 juin, trois jours après le scrutin européen, une poignée de dirigeants nationaux-populistes européens se retrouvent à Bruxelles. Devant les caméras, ils se réjouissent de la nouvelle situation, «grâce à Macron». Geert Wilders, du PVV néerlandais, lance : «C'est un bon ennemi.» Marine Le Pen renchérit : «Il va nous manquer!» L'Italien Matteo Salvini regarde l'échange, tout sourire.

Cette petite scène résume bien l'enchevêtrement sans précédent qui s'opère entre la politique européenne et les arènes politiques nationales. En effet, les élections du 6 au 9 juin ont un impact sur deux tableaux.

D'une part, bien entendu, elles changent la composition du Parlement européen, où l'on constate un déplacement vers la droite, sans qu'il s'agisse pour autant d'un véritable glissement de terrain. D'autre part, de façon plus indirecte, le scrutin rebat les cartes pour les dirigeants nationaux réunis au sein du Conseil européen : qui gagne, qui perd, qui se voit contraint d'agir ? C'est ainsi qu'on peut comprendre ce paradoxe : la décision choc prise par le président français de dissoudre l'Assemblée nationale constitue le fait politique majeur de ces élections, et aussi du point de vue européen.

Regardons ces deux tableaux de plus près. Du côté du Parlement européen, pas de vraies surprises. Certes, les partis nationalistes auront environ un quart des élus. Mais malgré cette percée pressentie, ils peinent depuis longtemps à former un bloc solide au niveau européen. Des différends historiques et des méfiances mutuelles – par exemple entre les Polonais nationalistes, résolument anti-russes, et les Hongrois du Fidesz, proches du Kremlin – les ont empêchés de dépasser le stade des déclarations d'intention, au moins jusqu'à présent.

Le centre politique, lui, tient bon. Dans le nouveau Parlement, les trois familles politiques que sont les démocrates-chrétiens (PPE), les sociaux-démocrates (S&D) et les libéraux (Renew) conservent leur majorité actuelle (environ 400 sièges sur 720). C'est le fait décisif du scrutin, qui va déterminer le fonctionnement du nouveau Parlement ainsi que la présidence et le programme de la prochaine Commission européenne d'ici à 2029.

Trois partis coalisés, trois « top jobs »

Avant les élections, l'aile droite du PPE, prisonnière d'une coalition trop progressiste avec le S&D et Renew, courtisait le groupe de la première ministre italienne, Giorgia Meloni, comme potentiel nouvel allié à sa droite. Les partenaires de gauche de Mme von der Leyen l'ont néanmoins avertie : chaque voix apportée par l'extrême droite à sa reconduction serait perdue parmi les leurs. Message reçu dès dimanche soir. La coalition actuelle du PPE, du S&D et de Renew entend poursuivre sa ligne, «pro-européenne, pro-Ukraine et pro-Etat de droit», comme l'a dit von der Leyen.

Avec ces critères, elle prend soin de rejeter les deux groupes les plus à sa droite : le groupe ID de Le Pen et Wilders (trop ambigu vis-à-vis de Poutine), mais aussi l'ECR de Meloni tant que le PiS polonais (violateur de l'Etat de droit) en fait partie. Même si un rapprochement avec certains partis de droite conservatrice peut encore avoir lieu, à Bruxelles, l'extrême droite n'accèdera pas au pouvoir.

Ici, on voit une différence-clé entre les dynamiques politiques de Bruxelles ou de Berlin et celles de Paris. A mesure que l'extrême droite étend sa base électorale en Europe, rendant de plus en plus difficile l'alternance entre les blocs traditionnels de gauche et de droite, un paysage ternaire se dessine dans de nombreux pays. A gauche, un bloc qui va du rouge

écarlate au rose pâle en passant par le vert, un nouveau bloc central qui s'étend des libéraux aux conservateurs et aux chrétiens-démocrates, et enfin les droites nationalistes, radicales et populistes.

Face à cette situation inédite, plusieurs scénarios se présentent. En Allemagne, toute entente avec les nationalistes de l'AfD restant taboue, les majorités parlementaires depuis 2005 supposent des grandes coalitions entre partis du centre gauche, du centre droit et/ou les libéraux. En revanche, dans un Etat comme les Pays-Bas, les digues ont cédé et des partis de centre droit peaufinent, pour la deuxième fois depuis 2010, une coalition avec la droite populiste de Geert Wilders.

Autre dynamique en France, où le scrutin majoritaire à deux tours permet aux trois grands courants d'aspirer, seuls, au pouvoir. Ce modèle suscite dans le paysage ternaire d'aujourd'hui un fort sentiment d'illégitimité au sein de l'électorat. D'autant plus que depuis 2017, les majorités dépendent d'un passage en force au nom de la République pour faire barrage au RN, transformé par Emmanuel Macron en véritable levier d'accès à l'Élysée.

Le système européen – avec son scrutin proportionnel – fonctionne sur le modèle de grande coalition à l'allemande, ce qui explique que l'extrême droite y soit tenue à l'écart. Toutefois, pour voir cette grande coalition à l'œuvre dès à présent, ça n'est pas sur l'hémicycle strasbourgeois mais sur la table des dirigeants européens qu'il faut mettre le projecteur. En effet, c'est lors d'un dîner informel, lundi 17 juin, réunissant les vingt-sept chefs d'Etat ou de gouvernement qui sera, de fait, inauguré le nouveau cycle politique post-scrutin. Au menu, la distribution des postes de direction de l'UE.

Le puzzle est simple : trois partis coalisés, trois « top jobs » à pourvoir, chacun prend son butin. Le PPE, vainqueur des élections, veut le premier prix : la

LA DÉCISION DU PRÉSIDENT FRANÇAIS DE DISSOUDRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUE LE FAIT POLITIQUE MAJEUR DE CES ÉLECTIONS, ET AUSSI DU POINT DE VUE EUROPÉEN

présidence de la Commission, pour laquelle Mme von der Leyen a fait campagne. Ensuite, les numéros deux et trois pourront chacun revendiquer un poste. Les sociaux-démocrates souhaiteraient, cette fois-ci, assurer la présidence du Conseil européen, un rôle pressenti pour l'ancien premier ministre portugais Antonio Costa. Les libéraux, les plus affaiblis du trio, pourraient alors nommer le prochain représentant de l'UE pour les affaires étrangères, le successeur de Josep Borrell.

Binômes officiels

Ce point d'orgue du jeu politique européen n'est pas sans son lot d'intrigues et de rebondissements. Les dirigeants nationaux y sont à la manœuvre en tant que chefs de partis européens. Fait peu remarqué, des binômes officiels se sont vu confier les ultimes négociations entre les trois familles politiques, avec le Polonais Donald Tusk et son homologue grec Kyriakos Mitsotakis pour le PPE, le chan-

celier allemand, Olaf Scholz, et le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, pour les socialistes. Les libéraux, eux, ont nommé Alexander De Croo, le premier ministre belge, pourtant démissionnaire, et son homologue estonienne, Kaja Kallas, elle-même dans la course pour un des postes à distribuer.

Même si la confirmation formelle n'advientra probablement que lors du sommet de l'Union européenne des 27 et 28 juin, tout se joue lors du dîner de lundi. Chacun arrivera à Bruxelles déjà changé par le scrutin européen : Meloni galvanisée, Macron fragilisé, Scholz pris au piège pour la dernière année de son mandat, Tusk qui consolide son grand retour sur la scène européenne.

Dans ce contexte incertain et changeant, tous les esprits seront occupés par une crainte pour la plupart, un souhait pour certains (à commencer par le Hongrois Viktor Orban) : tout d'abord, le bénéfice que la droite populiste chez eux pourrait tirer d'un succès du parti de Marine Le Pen aux législatives françaises. Mais aussi et surtout, l'impact européen qu'aurait un potentiel gouvernement RN sur le travail dans les conseils des ministres à Bruxelles, pour des sujets tels que le budget, l'Ukraine ou la politique d'asile.

En somme, même si, dans un premier temps, le scrutin européen ferme la porte au pouvoir pour la droite radicale, c'est par le truchement de la politique nationale que la famille de Le Pen, Wilders et Salvini risque de forcer l'entrée. ■

Sébastien Lumet est analyste politique, cofondateur et directeur exécutif du Brussels Institute for Geopolitics ; **Luuk van Middelaar** est historien et philosophe, cofondateur et directeur du Brussels Institute for Geopolitics

Nathalie Heinich

Non, cette gauche-là n'est décidément plus la nôtre

La sociologue explique pourquoi elle ne se reconnaît pas dans une union de la gauche dont la « fraction radicale » a, selon elle, « abandonné les valeurs fondamentales »

SI, DEVANT L'URNE, NOUS N'AVONS LE CHOIX QU'ENTRE DEUX EXTRÊMES ET LEURS ALLIÉS QUI SE SONT LAISSÉ KIDNAPPER, ALLONS-NOUS DEVOIR NOUS RÉSOUDRE À Y GLISSER UNE ENVELOPPE VIDE ?

Il n'aura fallu que quelques heures pour que, tels les enfants dans le roman d'Hector Malot, nous nous retrouvions « sans famille » : sans famille politique.

Nous ? Nous tous qui formions naguère la grande famille des Français attachés non seulement aux valeurs traditionnelles de la République – la démocratie, l'universalisme, la laïcité, la rationalité, la liberté d'expression, et la confiance dans les institutions qui les garantissent –, mais aussi à ces valeurs progressistes que sont le combat contre les inégalités, la solidarité avec les démunis et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Cette famille s'est longtemps reconnue dans une social-démocratie réformiste, de gauche ou de centre gauche. Réduite à peau de chagrin depuis l'instauration funeste de la Nouvelle

Union populaire écologique et sociale (Nupes), elle avait commencé à relever la tête dans la campagne pour les élections européennes grâce au programme porté par Place publique et adoubi par le Parti socialiste (PS). Mais la tête, aujourd'hui, nous l'avons dans le sable, au milieu du désert.

Il a suffi pour cela que, face à la spectaculaire avancée de l'extrême droite et à l'incompréhensible décision présidentielle de dissoudre l'Assemblée, la nouvelle actualité électorale pousse l'actuel irresponsable du PS à se mettre dans la roue d'une coalition portée par un parti – La France insoumise – qui s'est pourtant discrédité depuis des années aux yeux de tous les citoyens un tant soit peu raisonnables, et en particulier de tous ceux, juifs ou non-juifs, pour qui l'antisémitisme est une absolue ligne rouge.

Un parti qui ment, qui diffame, qui tord les mots ; un parti qui a soutenu les pires dictateurs pour peu qu'ils soient anti-américains ; un parti dont les propositions socio-économiques allient sans vergogne l'irréalisme à la démagogie ; un parti dont le chef vient de déclarer, au mépris de la réalité, que l'antisémitisme serait « résiduel » en France ; un parti qui prétend que la laïcité serait « islamophobe » et qui, sous le couvert de protester contre un massacre atroce, hurle au « génocide », au mépris du sens des mots, pour s'attirer les bonnes grâces des Frères musulmans et de leur vivier d'électeurs.

Un éléphant dans la pièce

Dans une tribune au *Monde*, le sociologue Michel Wieviorka imputait à une « radicalité républicaniste » le risque d'une rupture du « pacte républicain » contre la « radicalité nationale » de l'extrême droite, en raison du changement de pied des partis extrémistes face à l'antisémitisme. Sans réaliser que la première cause de la fuite des électeurs traditionnels de la gauche se situe bien plutôt dans la radicalité d'extrême gauche, cet éléphant dans la pièce que ne veulent pas voir ceux qui continuent à en appeler à l'union de la gauche alors que, de la gauche, sa fraction radicale n'a gardé que le nom, après en avoir abandonné les valeurs fondamentales. Non, cette famille-là n'est décidément plus la nôtre, et définitivement depuis le 7 octobre 2023.

Mais alors, où aller ? Pour qui voter ? Et si, devant l'urne, nous n'avons le choix qu'entre deux extrêmes et leurs alliés qui se sont laissé kidnapper, allons-nous devoir nous résoudre à y glisser une enveloppe vide ?

Pour la première fois de notre vie, nous ne savons plus où habiter, politiquement. Nous n'avons plus de famille. Et, tels des enfants devenus subitement orphelins dans un conte horrifique, nous errons hors de ce qui n'est même plus chez nous, dans l'ombre de cet ogre – un parti d'extrême droite incompétent, borné et xénophobe – qui menace de dévorer notre pays, et nous avec. Nous attendons, nous espérons, malgré tout, nous réveiller de ce cauchemar – mais c'est la réalité.

De quel sursaut citoyen, s'arrachant au cynisme des petits calculs et aux outrances des dictateurs en puissance, pourrait venir le salut, c'est-à-dire la résurrection d'une famille, d'un lieu où habiter dans ce marasme politique ? Nous attendons. En vain ? ■

Nathalie Heinich est sociologue, membre de l'Observatoire des idéologies identitaires et de l'association *Unité laïque*. Elle a écrit « Le wokisme serait-il un totalitarisme ? » (Albin Michel, 2023)

UNE COLÈRE SOCIALE QUI VIENT DE LOIN

Politistes et sociologues ont démontré le lien entre insatisfaction au travail et vote pour l'extrême droite. Le rejet politique actuel est aussi celui des réformes du marché de l'emploi

Laurent Moreuil

Un risque de déstabilisation du marché du travail

L'avocat met en garde contre les conséquences de la réforme de l'assurance-chômage sur les équilibres créés par les réformes précédentes

Le contexte

La réforme de l'assurance-chômage, qu'elle soit actée ou pas, ajoute encore au ressentiment de la majorité des Français à l'égard de la politique sociale menée par les gouvernements d'Emmanuel Macron. En faisant l'hypothèse que la trop grande générosité du système de protection sociale fait manquer l'objectif du plein-emploi, l'exécutif a négligé la dégradation des conditions de travail et l'insuffisance des salaires face à l'inflation.

La réforme de l'assurance-chômage voulue par le gouvernement sera l'un des sujets polémiques des législatives anticipées, essentiellement en ce qui concerne l'impact social et la légitimité économique et morale de cette énième réforme. Mais, au-delà des effets d'aubaine et politiques recherchés, les savants équilibres qui gouvernent le droit du travail et la protection sociale sont probablement sous-estimés, ce qui peut s'expliquer par la déposition, par l'exécutif, des partenaires sociaux de la cogestion de cette assurance qui leur est pourtant légalement dévolue. Selon le gouvernement, l'objectif serait la création de 90 000 emplois, ce qui est peu, mais également, et surtout, de faire des économies budgétaires, évaluées à 3,6 milliards d'euros, ce qui est significatif. Pour autant, il est certain que le niveau de protection sociale des chômeurs, certes

l'un des plus favorables en Europe, sera drastiquement diminué.

Selon une étude de l'Unédic de 2021, la précédente réforme impliquait déjà une précarisation de la population jeune, souvent employée dans le cadre de contrats courts (ouverture des droits restrictive, baisse des durées d'indemnisation), mais aussi des chômeurs âgés (seuil et durée d'indemnisation, baisse et limitation du montant des allocations servies dans l'attente de la liquidation de leurs retraites). Il est pourtant établi que le taux de chômage des jeunes est très élevé, et que les seniors licenciés ont une employabilité limitée. Même si des mesures spécifiques sont envisagées pour favoriser leur reprise d'emploi, elles paraissent insuffisantes pour surmonter ce problème structurel, de surcroît amplifié par la réforme.

Radicalisation des discussions

On peut également s'interroger sur la réduction des aides à la création d'entreprise, qui sont souvent une voie de reconversion pour les salariés, en particulier dans le cadre de la profonde mutation des modes de travail et de la très sensible augmentation du travail indépendant.

Mais, au-delà de ces considérations d'ordre politique et social, on doit également se pencher sur l'effet de ces réformes successives sur les dispositifs légaux mis en œuvre antérieurement, sous les quinquennats de Sarkozy, de Hollande, puis de Macron, pour favoriser la fluidité du marché du travail, sécuriser la rupture des contrats de travail et désengorger les tribunaux. Depuis 2008, année de sa mise en place, la rupture conventionnelle homologuée du contrat de travail connaît un succès qui ne se dément pas. Selon les statistiques de la Dares, on enregistrait, en 2023, environ 515 000 recours à la rupture conventionnelle, contre 90 000 licenciements pour motif économique et 895 000 licenciements pour autres motifs.

Il paraissait désormais admis que la rupture amiable du contrat dans des conditions simples – à la condition essentielle de l'homologation par l'inspection du travail,



LA RÉFORME POURRAIT AFFECTER LA STABILITÉ JURIDIQUE ET L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE DU « BARÈME MACRON »

qui vérifie le montant minimal de l'indemnité versée au salarié – avait pour vertu de pacifier les échanges entre l'employeur et le salarié, de sécuriser les ruptures d'un point de vue financier et de permettre aux salariés de chercher un nouvel emploi en bénéficiant de l'assurance-chômage.

L'argument de la protection dont bénéficie le salarié à travers ses droits au chômage est, en effet, très régulièrement invoqué dans les négociations préalables aux ruptures conventionnelles. Il est donc prévisible que la réduction drastique des droits des salariés involontairement privés d'emploi radicalise à l'avenir les discussions entre les employeurs et les salariés, car elle fait perdre à ce dispositif une partie de son intérêt.

Affirmer que de nombreux salariés sollicitent une rupture conventionnelle afin de « profiter du système » renvoie au discours lancinant sur les aides sociales qui néglige le fait que les salariés souhaitent tout simplement travailler dans des conditions et pour une rémunération décentes, dans des fonctions correspondant à leur expérience, à leurs qualifications et à leurs aspirations, et certainement pas « se mettre au chômage ». Il faut souligner que la démission reste le mode de rupture des contrats le plus utilisé en France (près de 2,2 millions en 2023) : l'écrasante majorité des salariés quittent leur emploi pour changer de travail ou de vie, et non pas pour « profiter du système ».

Par ailleurs, la réforme pourrait également affecter la stabilité juridique et l'acceptabilité sociale du « barème Macron », qui, depuis 2017, impose aux conseillers prud'homaux d'accorder une indemnité aux salariés licenciés sans cause réelle et sérieuse dans la limite d'un barème. Ce dispositif a fait l'objet de nombreux débats et combats judiciaires, dont l'enjeu était de déterminer si ce barème privait les juges de la possibilité de réparer l'intégralité du préjudice effectivement subi par le salarié. Même à considérer que ces débats soient clos, de nombreux experts estiment que le barème de l'indemnisation devrait être revu pour considérer certaines situations particulières. C'est d'ailleurs en ce sens qu'un certain nombre de cours d'appel continuent de statuer en accordant des sommes au-delà du barème.

L'équilibre du dispositif pourrait être affecté par une trop forte diminution des droits du salarié à l'assurance-chômage, car le barème des indemnités a été conçu et pensé, consciemment ou non, en fonction du niveau de garanties existant à la date de son établissement. Certains effets recherchés par le législateur, tels que la diminution du nombre de contentieux du travail – passés d'environ 200 000 à 100 000 par an entre 2017 et 2023 –, ou encore la sécurisation des conséquences financières des licenciements pour les entreprises, pourraient être remis en cause.

On peut enfin anticiper un impact délétaire pour les salariés âgés licenciés ne retrouvant pas d'emploi, jusqu'alors assurés de percevoir une indemnité proportionnelle à leurs anciens revenus jusqu'à l'âge du taux plein et la liquidation de leur retraite. Le plafonnement de cet accompagnement, prévu par la réforme, pourrait donc remettre également en débat... le recul de l'âge de la retraite! ■

Laurent Moreuil est avocat associé du cabinet Patchwork Avocats

Faire jouer la concurrence au bénéfice des salariés

Quatre économistes français et allemands proposent de rendre obligatoire la publication de la rémunération dans les offres d'emploi, afin de rééquilibrer les rapports de force sur le marché du travail

Les marchés du travail de plusieurs pays européens ont récemment vu émerger un paradoxe. Les employeurs font régulièrement le constat d'une pénurie de main-d'œuvre et de difficultés à l'embauche. Cela devrait, en théorie, conduire à des augmentations de salaires jusqu'à ce que ces pénuries disparaissent. Pourtant, rien de tel n'est observé. En Allemagne comme en France, les travailleurs ont même enregistré des pertes salariales réelles ces dernières années. Bien que certaines de ces pertes soient liées au Covid-19 et à la crise énergétique qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, il est tout de même surprenant que les salaires ne réagissent pratiquement pas au manque de main-d'œuvre. Comment cela peut-il s'expliquer?

Une réponse à cette question réside dans la concurrence limitée entre les employeurs, et la mauvaise répartition des travailleurs qui en découle. Les conséquences de ce pouvoir de marché des employeurs sont immédiates : le manque de concurrence se traduit par des salaires et des niveaux d'emploi inférieurs à ceux qu'offrirait un marché concurrentiel. Pire

encore, une faible concurrence peut créer des distorsions sur le marché du travail : les entreprises improductives prospèrent tandis que les entreprises plus productives peinent à embaucher, ce qui freine le dynamisme économique.

Des recherches empiriques récentes mettent en évidence une raison essentielle du pouvoir démesuré des employeurs : les travailleurs et les demandeurs d'emploi n'ont qu'une connaissance limitée des salaires qu'ils pourraient percevoir chez d'autres employeurs. Prenons un exemple concret : si une représentante commerciale à Rouen ne

sait pas qu'elle pourrait gagner 10 % de plus en changeant d'employeur dans sa région, elle ne dispose pas des informations nécessaires pour exiger un salaire équitable ou trouver un meilleur emploi. En conséquence, elle risque de rester bloquée dans un emploi mal rémunéré et peu productif. Ces frictions sont particulièrement graves pour les travailleurs à bas salaires, car ils sont les moins susceptibles d'avoir accès aux barèmes de rémunération.

Des réformes novatrices actuellement envisagées par les responsables politiques français et allemands et encouragées par le Parlement européen pourraient contribuer à remédier à cette situation : des lois efficaces sur la transparence des salaires pour favoriser la concurrence sur le marché du travail. Allant au-delà des politiques non contraignantes actuellement en vigueur, elles obligeraient les employeurs à inclure des fourchettes de salaires dans toutes les offres d'emploi. Les modèles d'entreprise qui reposent sur la sous-rémunération des travailleurs auraient plus de mal à être compétitifs, tandis que les entreprises plus productives, qui versent des salaires plus élevés, auraient accès à un plus grand vivier de talents.

Pourquoi, dès lors, les entreprises à la recherche de travailleurs n'informent-elles pas volontairement les candidats des salaires qu'elles proposent? Leurs motivations sont diverses. En informant sur leurs salaires, les entreprises peuvent attirer davantage de candidats, mais aussi encourager leur main-d'œuvre existante à exiger des salaires plus élevés. En restant opaques, elles peuvent aussi espérer payer les nouveaux employés moins que le salaire qu'elles annonceraient.

Neutralité budgétaire

Des réformes obligeant à plus de transparence sur les salaires ont récemment été mises en œuvre dans des Etats américains comme la Californie, le Colorado ou New York, ainsi qu'en Europe, notamment en Autriche et en Slovaquie. Plusieurs études ont démontré l'impact positif de ces politiques sur le dynamisme du marché du travail. En Slovaquie par exemple, la concurrence accrue a conduit à des augmentations de salaire d'environ 3 %.

Une enquête auprès de plus de 2 000 employeurs présents sur une plate-forme nationale d'offres d'emploi aux Etats-Unis indique que la majorité d'entre eux s'attendent à ce que la transparence

salariale améliore la qualité de leurs candidats ; environ un tiers d'entre eux pensent que leurs employés les plus performants resteraient plus longtemps en poste. Cela signifie que les employeurs, en particulier ceux qui sont productifs et qui offrent des salaires élevés, bénéficieraient également de l'affichage obligatoire des salaires sur les offres d'emploi.

La transparence peut également permettre de réduire l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. En particulier dans les emplois à forte rémunération, qui restent majoritairement occupés par des hommes, les femmes n'ont pas toujours accès aux informations sur les salaires et demandent, en conséquence, des salaires plus faibles. Nos recherches montrent que le fait de fournir aux femmes des

informations sur les salaires auxquels elles peuvent prétendre réduit cet écart de rémunération.

En cette période de restrictions budgétaires, l'un des avantages de l'obligation de transparence des rémunérations est sa neutralité sur le plan budgétaire pour le gouvernement et que les coûts administratifs de mise en conformité pour les entreprises seraient également faibles. Bien entendu, cela n'est vrai que si la législation met l'accent sur la simplicité et minimise la charge administrative associée à l'implémentation de la fourchette.

Cela est très important à une époque où les réglementations trop complexes et bureaucratiques sont devenues un obstacle majeur à l'investissement et au dynamisme économique en Europe. Si elle est bien menée, la transparence des salaires favorisera la concurrence entre les employeurs, générant à la fois une augmentation de la productivité et une hausse de salaires, en particulier pour les plus vulnérables. Les dirigeants européens devraient saisir cette occasion pour offrir un double dividende aux travailleurs et à l'économie. ■

Clemens Fuest est président de l'Institut Ifo et professeur d'économie à la LMU de Munich ; Simon Jäger est professeur associé d'économie au Massachusetts Institute of Technology et conseiller auprès du ministère fédéral allemand de l'économie et de l'action climatique ; Camille Landais est professeur d'économie à la London School of Economics et président du Conseil d'analyse économique ; Nina Roussille est professeure adjointe d'économie au Massachusetts Institute of Technology et chercheuse au National Bureau of Economic Research

Changer les critères d'allocation modifie le comportement des chômeurs

Les économistes **Thomas Le Barbanchon, Roland Rathelot et Alexandra Roulet** constatent que réduire les conditions d'éligibilité et le niveau des allocations diminue la durée du chômage, mais peut aggraver les difficultés de certains

La réforme de l'assurance-chômage récemment annoncée vient à la fois durcir les conditions d'accès à l'indemnisation et réduire la durée d'indemnisation. Chacun de ces deux paramètres a déjà été modifié lors d'une précédente réforme. Que penser de ce nouveau tour de vis ?

Concernant les conditions d'éligibilité, les durcir peut pousser les employeurs à proposer des contrats plus longs. En 2009, lorsque la durée de travail minimum pour être indemnisé était passée, à l'inverse des réformes actuelles, de six à quatre mois, cela avait induit une augmentation significative de la part des contrats de quatre mois parmi les CDD. Cet argument est à mettre en balance avec le fait que certains demandeurs d'emploi vont se voir privés d'indemnisation à cause de la réforme, principalement des personnes aux trajectoires hachées et des jeunes, dont la situation sera d'autant plus difficile qu'ils ne sont pas éligibles au RSA.

Qu'en est-il pour la durée d'indemnisation ? Nos travaux, comme beaucoup d'autres conduits en France ou à l'étranger, montrent qu'avoir droit à une période d'indemnisation plus longue induit des périodes de chômage un peu plus longues. Deux exemples parmi d'autres. Avant 2009, on peut comparer les demandeurs d'emploi ayant travaillé sept mois dans les deux dernières années et ceux qui avaient travaillé huit mois. Il s'agit de personnes au parcours assez simi-

laire et pourtant, du fait des règles de l'époque, les premières étaient éligibles à sept mois d'indemnisation tandis que les secondes avaient le droit à quinze mois.

Nous avons montré que les premières, qui étaient donc éligibles à huit mois d'assurance-chômage de moins que les secondes, restaient au chômage en moyenne environ deux mois de moins. Toujours avant 2009, on a pu également comparer les personnes qui s'inscrivaient au chômage à 49 ans et celles qui le faisaient à 50 ans. A l'époque, c'est à 50 ans que commençait la « filière seniors », qui donne droit à une indemnisation plus longue. Toutes choses égales par ailleurs, les personnes qui ouvraient un droit à 50 ans étaient éligibles à une durée d'indemnisation en moyenne 30 % plus longue que celles qui ouvraient leur droit à 49 ans et avaient une durée de chômage 6 % plus longue.

Autre résultat frappant des travaux de recherche : réduire la du-

rée d'indemnisation ne fait pas baisser le salaire de l'emploi retrouvé. En théorie, une durée d'indemnisation plus courte pourrait pousser les demandeurs d'emploi à chercher des emplois de moins bonne qualité. D'un autre côté, rester au chômage plus longtemps exerce un effet à la baisse sur les salaires retrouvés ; une baisse de la durée d'indemnisation peut donc augmenter les salaires du nouvel emploi en raccourcissant le temps passé au chômage. Empiriquement, ces deux effets semblent donc s'annuler.

Fluidifier le marché du logement Cela étant, l'assurance-chômage ne se réduit évidemment pas à un système d'incitations. Sa fonction première est d'assurer le niveau de vie en cas de perte d'emploi et de fin de contrat. Réduire les durées d'indemnisation va priver d'un revenu ceux qui n'auront pas réussi à retrouver un emploi dans les délais impartis. L'effet de cette perte de revenu sur le niveau de vie dépend de l'épargne financière et de la composition du ménage et nécessite d'être quantifié. Des données anonymisées de comptes et de cartes bancaires, voire de factures de supermarché, permettent d'observer, aux Etats-Unis ou en Suède, une chute de consommation lorsqu'un demandeur d'emploi arrive en fin de droits. Nous espérons que l'évaluation des réformes de 2019 et de 2023 sera l'occasion d'obtenir une quantification dans le cas français de la valeur de soutien de notre système d'assurance-chômage. Il

faut en tout cas être particulièrement vigilant à cette perte d'assurance en période économique atone et alors que la durée d'indemnisation a déjà été réduite de 25 %, car le nombre de chômeurs susceptibles d'arriver en fin de droits risque d'être substantiel.

Se prononcer sur un durcissement de l'assurance-chômage nécessite donc de pondérer les effets positifs sur l'emploi et les risques négatifs sur la pauvreté. Ces effets varient fortement d'un type de demandeur d'emploi à l'autre, et il faut donc calibrer les chiffres en fonction des publics concernés et de la conjoncture.

L'assurance-chômage n'est pas le seul levier pour augmenter l'emploi. France Travail a un rôle capital à jouer, pour les demandeurs d'emploi comme pour les employeurs. On pourrait même agir de manière oblique, en matière de logement, par exemple, en faisant l'hypothèse que fluidifier le marché du logement aurait, par ricochet, des effets positifs sur le marché du travail. ■

Thomas Le Barbanchon est professeur d'économie à l'université Bocconi (Italie) ; **Roland Rathelot** est enseignant-chercheur en économie à l'Institut polytechnique de Paris ; **Alexandra Roulet**, Prix du meilleur jeune économiste 2024, est professeure d'économie à l'Insead

Alain Klarsfeld et Anthony Perrier

La sécurité de l'emploi n'est pas un gros mot

Les deux professeurs de gestion montrent qu'il ne peut y avoir de réduction de la protection sociale sans contrepartie salariale

Stanislas Guerini, ministre de la fonction publique, a déclaré, le 9 avril, vouloir « lever le tabou » du licenciement des fonctionnaires. « *Le statut n'est pas le statu quo* », a-t-il affirmé, au nom de la même volonté d'assouplissement et de modernisation invoquée pour justifier les réformes du marché du travail menées au long des deux quinquennats. Les résultats d'une recherche récente sur la valeur attribuée par les individus à leur sécurité de l'emploi permettent de mieux comprendre les perceptions des personnes concernées par ce type de réforme.

Combien demanderiez-vous pour accepter de passer d'un emploi sécurisé à un autre, qui ne le serait pas ? Combien seriez-vous prêts à donner, à l'inverse, pour avoir un emploi sécurisé si vous n'en avez pas actuellement ? Telles sont les questions posées par une équipe de chercheurs israéliens, dans le cadre d'une enquête originale, en cours de duplication en France et au Canada, mais qui donne dès à présent des indications éclairantes (« How Does the Welfare Policy Impact Tenure and Job Security ? », Eitan Hourie, Miki Malul, Raphael Bar-El, SSRN, 2022).

Pour renoncer à un emploi sécurisé, les revenus supplémentaires demandés varient entre 10 % et 22 %. Tout dépend des scénarios proposés. En période de chômage élevé et/ou lorsque la durée et le niveau d'indemnisation sont limités, les exigences apparaissent naturelle-

ment plus fortes. S'ils doivent accepter une diminution de leur sécurité professionnelle, les individus réclament alors une augmentation salariale de 22 %. Avoir voulu s'attaquer au statut des fonctionnaires juste après avoir durci les conditions d'indemnisation du chômage était, à cet égard, particulièrement risqué.

Même lorsqu'on leur décrit une situation proche du plein-emploi et/ou un système d'assurance-chômage très efficace et protecteur, avec un revenu garanti pour tous, comme en Finlande, les personnes interrogées demandent tout de même 10 % de revenus supplémentaires en échange de leur renoncement à un emploi parfaitement sécurisé.

Eviter les « petites phrases »

La sécurité de l'emploi, en effet, ne signifie pas seulement un revenu garanti à long terme et sur lequel on peut s'appuyer pour bâtir des projets. Elle correspond aussi au fait de pouvoir continuer à exercer son métier au sein d'une organisation à laquelle on s'identifie. Elle implique des conditions de travail stables (situation géographique, horaires...) permettant de conserver l'équilibre délicat que chacun construit progressivement entre sa vie professionnelle et son organisation personnelle, ses responsabilités familiales, associatives, citoyennes, etc.

Si les fonctionnaires acceptent des revenus inférieurs à ceux des salariés du privé, c'est parce qu'ils veulent servir le bien commun plutôt que des actionnaires, qu'ils accordent de l'importance au sens de leur activité, mais c'est largement aussi en échange de cette stabilité globale à laquelle ils aspirent sur le long terme, parce que leurs parents, déjà, en bénéficiaient et qu'ils en connaissent la valeur au quotidien, ou bien au contraire, parce qu'ils proviennent de familles soumises à des aléas douloureux dont ils veulent absolument se protéger.

Cet attachement à la sécurité sous ses différents aspects laisse entrevoir les écueils à éviter et les ouvertures possibles si le gouvernement veut introduire plus de souplesse dans le fonctionnement du système, sans avoir à payer une telle réforme au prix fort. Toute tentative de précarisation, comme le contrat de cinq ans préconisé par Nicolas Sarkozy en 2014 ou la facilitation des licenciements envisagée par Stanislas Guerini, fait naturellement figure de chiffon rouge.

Mais dans une période où les carrières sont devenues plus longues et alors que l'intelligence artificielle transforme de nombreux métiers, les fonctionnaires sont en demande d'une visibilité accrue sur l'avenir. Des évolutions du statut pourraient dans un tel contexte être acceptées s'il est démontré qu'elles débouchent sur des carrières plus durables.

Proposer un choix serait dans ce contexte envisageable. A l'issue d'un bilan de leurs aspirations et de leurs contraintes, certains fonctionnaires pourraient conserver l'ancien statut et d'autres opter pour un nouveau, assorti de perspectives d'évolutions plus alléchantes, avec un droit au retour possible pendant une période transitoire. Dans tous les cas, ces changements, pour être acceptés et advenir, doivent être négociés, ce qui nécessite temps et confiance. A ce titre, éviter les « petites phrases », les formules-chocs, s'avère indispensable. Stanislas Guerini aurait, sur ce plan, mieux fait d'éviter d'ouvrir un tel dossier en ciblant les fonctionnaires « insuffisants ». ■

Alain Klarsfeld et Anthony Perrier sont professeurs de management à TBS Education



LA CHRONIQUE
DE **PATRICK ARTUS**

Deux stratégies face au vieillissement

Les pays européens sont presque tous confrontés au vieillissement démographique et au recul de leur population en âge de travailler (de 15 à 64 ans). Celle-ci a reculé de 2,5 % dans la zone euro et de 2 % en France, entre 2010 et 2023. La baisse du taux de fécondité, c'est-à-dire le nombre d'enfants qu'a en moyenne chaque femme, va amplifier ce mouvement. Il n'était plus, en 2023, que de 1,36 en Allemagne, 1,68 en France, 1,24 en Italie et 1,19 en Espagne, alors qu'il devrait être légèrement supérieur à 2 pour assurer le remplacement des générations.

On peut donc prévoir une baisse de 17 % de la population en âge de travailler, entre 2023 et 2050, dans la zone euro, et de 7 % en France. La situation est totalement différente aux Etats-Unis, où cette population augmente de 1 % par an depuis 2018, avec une accélération récente due à l'immigration : 647 000 immigrants ont été enregistrés aux Etats-Unis en 2021, 1,9 million en 2022, et leur nombre devrait atteindre 3 millions en 2023, année qui a connu par ailleurs 878 000 naturalisations. En Inde, la population active s'accroît depuis 2018 de 3 % par an, ce qui a contribué pour près de la moitié à la croissance économique du pays sur cette période.

Quelle stratégie faut-il adopter, en Europe, face à cette situation démographique inquiétante ? Une première stratégie possible est celle... de la résignation. Elle correspond à l'analyse théorique dite « de la population optimale », selon laquelle un pays qui va subir une baisse de sa population en âge de travailler doit, tant que le vieillissement ne s'est pas encore produit, accumuler des actifs extérieurs, non pas sous la forme de titres de dettes publiques d'autres pays, mais sous celle d'actifs productifs (investissements dans les entreprises et les infrastructures) de pays qui vont rester jeunes. Cela permettra au pays vieillissant de compenser ou de compléter par des revenus du capital, rapatriés du reste du monde, la baisse de son revenu domestique, et ainsi de ne pas subir de recul de son revenu par habitant, alors même que sa production par habitant recule.

Montée en gamme et modernisation

C'est, par exemple, la stratégie suivie par le Japon. Le pays bénéficie, depuis dix ans, d'un excédent de sa balance courante de 2,9 % de son produit intérieur brut (PIB) en moyenne. Mais cet excédent courant n'est dû que pour 15 % à l'excédent de sa balance commerciale ; il résulte essentiellement de l'excédent de la balance des revenus du capital, grâce à un niveau considérable d'actifs nets extérieurs : 3 460 milliards de dollars (3 235 milliards d'euros), soit 64 % du PIB du pays ! On pourrait citer, comme autres exemples de pays détenteurs d'actifs nets extérieurs très importants, la Suisse, la Norvège, Singapour, l'Arabie saoudite, l'Allemagne. Tous ces pays ont adopté une stratégie d'accumulation d'actifs extérieurs nets, pour soutenir leur capacité à consommer, soit quand le vieillissement démographique surviendra, soit quand les ressources naturelles dont ils disposent (pétrole, gaz naturel) ne pourront plus être exploitées.

S'ILS NE RÉAGISSENT PAS, LES PAYS DU SUD DE L'EUROPE VONT PRENDRE DE PLEIN FOUET LES EFFETS NÉGATIFS DU REcul DE LA POPULATION EN ÂGE DE TRAVAILLER

Une deuxième stratégie pourrait être appelée la « stratégie de résistance ». Il s'agit de ne pas laisser le recul de la population en âge de travailler affecter négativement la capacité de production. Pour cela, il faut mener une politique conduisant à des gains de productivité élevés dès que possible. C'est le cas, par exemple, de la Corée du Sud, confrontée à un effondrement de sa natalité : le taux de fécondité n'y était plus que de 0,72 en 2023. Le pays, qui n'a pas d'actifs extérieurs nets, a réagi par un effort considérable de recherche et de modernisation des entreprises. Les dépenses de recherche et développement ont atteint 5 % du PIB en 2022, contre 3,5 % aux Etats-Unis et 2,3 % dans la zone euro. Le nombre de robots industriels pour 10 000 emplois dans l'industrie était, en 2022, de 1 014 en Corée du Sud, contre 415 en Allemagne, 397 au Japon, 219 en Italie, 180 en France, et 169 en Espagne. Il a résulté, de cet effort, des gains de productivité moyens de 2,7 % par an depuis vingt ans, nettement supérieurs à ceux réalisés par l'ensemble des pays de l'OCDE (1,5 % par an).

Les autres pays ayant utilisé cette stratégie de résistance peuvent être repérés par le niveau élevé de leurs dépenses de recherche-développement et d'investissement dans les technologies des télécommunications et de l'informatique... Il s'agit, par exemple, de la Suède, de l'Autriche, des Pays-Bas, et à nouveau de la Suisse et du Japon, qui poursuivent donc une double stratégie de progrès techniques et d'accumulation d'actifs extérieurs.

Le problème des pays du sud de l'Europe (France, Espagne, Italie) est qu'ils n'ont choisi aucune de ces deux stratégies. Ils n'ont pas d'actifs extérieurs nets – la France a une dette extérieure nette de 32 % du PIB –, et ils ont, comme on l'a vu, des dépenses de recherche-développement modestes et un degré de robotisation de l'industrie plutôt bas. S'ils ne réagissent pas, ces pays vont prendre de plein fouet les effets négatifs du recul de la population en âge de travailler. Il est trop tard pour qu'ils puissent accumuler des actifs extérieurs suffisants pour compenser la perte de revenu due au vieillissement. La seule stratégie qu'ils peuvent envisager est donc une montée en gamme et une modernisation de leurs entreprises. C'est d'ailleurs la piste retenue par la Commission européenne et par la France : transition vers l'industrie verte, indépendance stratégique pour les batteries électriques, les semi-conducteurs, l'espace, les ordinateurs quantiques, l'intelligence artificielle... Reste à se demander si cette réaction au recul de la population active, bien qu'évidemment favorable, n'est pas trop tardive... ■

Patrick Artus est économiste à Natixis, le Cercle des économistes



Lot-et-Garonne
Le Département Lot-et-Garonne
Marwan
Couthures-sur-Garonne
Google
SUD-OUEST
CFC
Les Paysans de Sousselle
Le Pruneau d'Agen
Grande commande photojournalisme
TERRES & CAFE
HINE
outbrain
CORRIERE DELLA SERA
EL PAIS
LE TEMPS
The Guardian
france.tv
3 nouvelle equipe
SUD OUEST
FAR-OUEST REVUE
rtbf
DER SPIEGEL
actu.fr
le Républicain
S inter

Le Monde
NouvelObs
Télérama
Courrier international
LA VIE
IHUFFPOSTI

FESTIVAL

INTERNATIONAL DE

JOURNALISME

COUTHURES-SUR-GARONNE

LE RENDEZ-VOUS
DES PASSIONNÉS DE L'INFO

12
13
14
JUILLET 2024

Anne-Sophie, 99 ans, dans la cathédrale Saint-Pierre de Lisieux (Calvados), le 28 mai. FLORENCE BROCHOTTE POUR « LE MONDE ».

5

SANTÉ

Allô, docteur, bobo!

Les e-mails aident les praticiens à mieux prendre soin de leurs patients. A condition de ne pas se laisser envahir

7

AU BESTIAIRE !

La femme et l'ours

Seules en forêt, une majorité de femmes préféreraient croiser un plantigrade qu'un homme. Une rencontre à risque

8

UN APÉRO AVEC...

K-Marco

Le tube « Femme Like U » fête ses 20 ans et poursuit sa carrière sur les plates-formes. Le chanteur et producteur Cyril Kamar célèbre cet anniversaire avec une autobiographie

2

ENQUÊTE

Croire, qui l'eût cru?

Loin des idées reçues, les jeunes croyants de toutes confessions adaptent leur pratique au monde moderne et à leurs convictions personnelles. En quête de sens mais sans interdits

« Croire, c'est aussi se dire que "ça va aller" »

Dans une société matérialiste qui regarde la foi comme un archaïsme, ils ont embrassé la religion. Pour ces jeunes de toute confession, la pratique, revisitée, passe par les nouvelles technologies et un rapport assoupli aux dogmes

Par **Bénédicte Jourgeaud**

Quand j'ai proposé à des copains de passer me voir un après-midi à ma paroisse pour une réunion de la JOC [Jeunesse ouvrière chrétienne], ils pensaient que nous portions tous des aubes. Ils n'en revenaient pas de nous voir jouer au Uno et manger des pizzas », se remémore avec malice Anne-Sophie, 22 ans, agente en milieu hospitalier à Lisieux (Calvados). Comme les autres jeunes adultes qui ont accepté de témoigner, cette fan de la série *La Chronique des Bridgerton* doit souvent corriger des idées reçues liées à sa pratique de la religion qui n'a plus grand-chose à voir avec qui n'a rien à voir avec un embrigadement grisâtre.

Croire en 2024 quand on est un jeune de moins de 30 ans relève d'abord d'une démarche personnelle et mûrement réfléchie. Anne-Sophie suit ainsi depuis un an des cours de catéchisme pour se préparer à sa première communion qui aura lieu l'année prochaine.

De son côté, Benoît, 24 ans, membre d'une communauté catholique des Hauts-de-France, parle de sa foi comme d'un apprentissage. « Aller à la rencontre de Dieu, c'est un peu comme se faire un nouvel ami. On a besoin de temps pour construire sa relation. Vers l'âge de 15-16 ans, je me suis dit que Dieu existait, mais, ensuite, il y a eu tout un chemin par la prière, des camps d'été chrétiens, où j'ai pu nourrir, améliorer cette relation. J'étais baptisé, j'avais fait ma première communion car ma famille est très pratiquante. Mais j'ai attendu d'avoir 21 ans, quand j'étais sûr de moi, pour faire ma confirmation, ce qui correspond au renouvellement du baptême. »

Dans la transmission et le choix de leur foi, l'environnement familial compte encore pour beaucoup, cependant rien n'est figé. « J'ai grandi dans la

religion catholique chez ma grand-mère paternelle qui m'a élevée et fait baptiser. Je suis allée jusqu'à la profession de foi. C'est en grandissant que je me suis progressivement tournée vers l'Eglise protestante car je suis d'origine camerounaise du côté maternel et la sœur de ma mère est pasteur, tout comme mon fiancé est protestant... », explique Solange, 28 ans, entrepreneuse dans la mode et consultante en informatique, en région parisienne.

Quelle que soit leur religion, pour ces jeunes croyants pratiquer répond à des attentes assez similaires. En premier lieu, donner un sens à leur vie. D'autant plus qu'ils se définissent comme la génération touchée en plein cœur par le Covid-19 et les remises en question que cela a impliquées. Ils avancent aussi les problèmes écologiques pour expliquer la soif d'espérance qu'ils partagent. « Croire, c'est mettre du sens dans une société très matérialiste et affirmer que la vie sur terre ne se résume pas à l'achat d'une bagnole. Qu'il y a quelque chose de plus haut. Croire, c'est aussi se dire "ça va aller", ce qui, selon moi, n'a jamais été aussi pertinent qu'actuellement car il faut une sacrée dose d'espoir quand on lit les rapports du GIEC [le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat] », analyse Hippolyte, 24 ans, étudiant à l'école de formation du barreau de Paris et de confession protestante.

« Je suis très préoccupé par l'état de la planète, mais je me dis que, si Jésus a réussi à vaincre la mort alors tout est possible et c'est ce qui me donne confiance en l'avenir », énonce avec d'autres mots Benoît. Tout comme Anne-Sophie, quand elle avance que la religion l'aide à être heureuse dans un monde où l'on est en perte de repères. Elle a aussi le sentiment que croire lui a permis de trouver une oreille attentive quand elle manquait de confiance en elle. « Je me sens plus heureuse depuis. » Même constat pour Benoît qui, plus jeune, était timide.

dans la finance décide d'intégrer la Communauté du Chemin Neuf et quitte son petit ami de l'époque pour consacrer sa vie au Christ. Emblématique de cette jeunesse qui croit, la sœur aborde tout type de sujet, de manière cash, à l'image du père Matthieu, alias « le curé TikTok ».

Au quotidien, inspirés par ces nouvelles figures pour qui viralité n'est pas péché, les jeunes croyants ont eux aussi adapté leur pratique au monde moderne. Cumulant deux emplois, Solange suit le culte protestant en rediffusion sur YouTube. « J'ai un rythme de vie complètement fou et une charge mentale très forte entre mon emploi de salariée et ma marque de mode à développer. Ma mère me dit qu'il faut faire l'effort de se déplacer à l'église. Elle a complètement raison, mais pour le moment c'est trop compliqué pour moi... » Sur Instagram, c'est l'influenceuse américaine Tabitha Brown qui lui donne le courage d'avancer et de se battre pour réussir : « Elle est très active dans l'entrepreneuriat et s'affiche dans son profil en tant que "believer" ["croyante"], en faisant beaucoup de références au Seigneur. Ses publications sont destinées à motiver les jeunes entrepreneuses comme moi. »

Leur présence aux offices religieux se fait sans contrainte, en fonction des impératifs du moment. En période de concours et d'examens, se rendre au temple passe ainsi en seconde position dans l'emploi du temps d'Hippolyte. De même, pour Anne-Sophie, quand la messe du dimanche entre en compétition avec des matchs de basket qu'elle ne veut pas louper... « La personne avec qui je fais le caté me dit d'aller à l'église tous les jours à 8 heures. Personnellement, je ne m'en sens pas capable. » A la place, elle se préserve des moments de recueillement, à sa façon. « J'écoute des psaumes et des chants chrétiens quand j'effectue des tâches répétitives qui ne nécessitent pas toute mon attention au travail. »

De confession musulmane, Yanis, 25 ans, salarié chez un concessionnaire automobile en région parisienne, pratique le ramadan et se rend à la mosquée le vendredi midi pour Jumu'ah. Mais pour les prières quotidiennes, il compose. « Je considère que l'on doit pratiquer en fonction de ce que l'on ressent dans son cœur, que cela est propre à chacun. Je défends cette philosophie. Certains diront le contraire car la prière est un pilier de l'islam. Mais cela demande une très grande disponibilité. C'est cinq fois par jour pendant dix-quinze minutes, il y a aussi les ablutions qui accompagnent la prière, donc il faut un point d'eau. C'est exigeant et compliqué si l'on n'est pas dans un endroit approprié pour ça. Alors quand je dois prier, lire les écrits, je préfère le faire chez moi, au calme, seul. C'est une démarche vraiment personnelle. » Par ailleurs, s'il mange halal, Yanis ne s'interdit pas de boire parfois de l'alcool.

Mis à part la prière du Chema qu'elle pratique chaque soir avant de s'endormir, Emma a elle aussi adapté sa pratique de la religion juive à son mode de vie. Elle fréquente peu la synagogue et fait des entorses au shabbat. « Nous sommes nombreux dans mon cas. L'arrivée des nouvelles technologies ces dernières décennies a fait que c'est de plus en plus compliqué de revenir à la définition exacte de ce qui est écrit dans les textes. Quand il n'y avait pas d'électricité, ni de téléphone ou d'ordinateur, c'était forcément plus simple. Donc, pour moi, le shabbat, c'est un jour de repos, mais cela ne m'empêche pas d'allumer la télévision ou d'aller sur les réseaux sociaux », témoigne cette ex-Parisienne de 25 ans qui vit depuis deux ans à Bruxelles dans le cadre de ses fonctions de présidente de l'Union des étudiants juifs d'Europe (EUIS). Ce que l'on retrouve dans les pratiques de nombreux jeunes adeptes, de quelque confession que ce soit, c'est une certaine forme d'aménagement, une pratique marquée par plus de souplesse.

Droit à l'avortement, gestation pour autrui, procréation médicalement assistée, relations sexuelles en dehors du mariage, homosexualité... Ces jeunes adultes ont également pris le parti de ne pas forcément s'aligner avec les dogmes de leur religion en espérant que, avec le temps, les règles évolueront. Ainsi Anne-Sophie défend le droit à l'avortement. « J'en ai parlé récemment au catéchisme où les participants sont majoritairement contre. Ils se basent vraiment sur les textes qui disent que la vie est sacrée. Ils n'ont pas tort, mais il y a des circonstances où avorter est nécessaire. » Emma aussi pense que l'on doit disposer librement de son corps et c'est d'ailleurs ce que lui a enseigné sa mère. Elle soutient également activement le

« Je suis très préoccupé par l'état de la planète, mais je me dis que, si Jésus a réussi à vaincre la mort, alors tout est possible »

Benoît, 24 ans

mouvement LGBTQ+, ce qui n'est pas toujours bien vu dans la communauté juive orthodoxe.

Enfin, tous veulent vivre leur foi dans le respect de celle des autres. Ils fréquentent des jeunes d'autres religions sans trouver à redire.

Et Hippolyte de citer cette histoire où l'on demande à cinq aveugles de décrire un éléphant pour illustrer cette tolérance. « Il y aura celui qui parlera d'un long tuyau, un autre d'une grande feuille plate... Chacun détient un morceau de la vérité, mais les autres ne se trompent pas pour autant. Dès lors, je considère qu'échanger avec des pratiquants d'autres religions est enrichissant. Même si je ne me sens jamais aussi protestant que lorsque je discute avec un catho... », glisse-t-il dans un sourire.

En dépit de cette modernisation de leur vision du culte, ces jeunes doivent composer avec une image de la foi souvent perçue comme négative, notamment par les non-croyants. Au mieux, la religion est considérée comme ringarde, vieillotte. Au pire, elle

apparaît comme dangereuse pour la société. « C'est comme si c'était honteux de dire "je crois en Dieu". Il y a beaucoup de jugements de la part de ceux qui ne croient pas. Face à eux, je reste discrète sur mes convictions », observe Anne-Sophie. « Je pense que c'est difficile de comprendre la religion chrétienne parce que, justement, on croit en quelque chose qui semble impossible. C'est-à-dire le fait qu'un mort ressuscite. Pour la majorité des gens, c'est incompréhensible et ils pensent que Dieu est un ami imaginaire », complète Benoît.

A ce scepticisme, s'ajoute le racisme pour les pratiquants de confession musulmane et l'antisémitisme à l'encontre des juifs. « Je ne sais pas si je finirai ma vie en France car, en tant que musulman, on est toujours un peu pointé du doigt. Moi qui aime beaucoup la mixité, je constate que ça devient compliqué de se mélanger et quand on essaie, alors on sent de la méfiance. La politique a pris le pas sur la religion et a créé des clans. Ça s'endurcit d'année en année. Du coup, on assiste à un repli de chacun. J'ai des amis musulmans qui n'ont que des amis musulmans. J'ai l'impression que c'est propre à notre époque. Du temps de mon grand-père algérien, aujourd'hui décédé, tout le monde se mélangeait. Peu importait la religion. Son meilleur ami était un rabbin. Aujourd'hui, je pense que cela doit être rare, de telles amitiés », déplore Yanis.

Hippolyte partage ce sentiment. « Le rapport à la laïcité est de plus en plus tendu et cela m'inquiète beaucoup. En fait, la laïcité a de moins en moins à faire avec la question religieuse, mais plus à faire avec la question sociale. Il y a plusieurs siècles, c'étaient les protestants qui étaient persécutés. Aujourd'hui, c'est clairement la religion musulmane. Port de

l'abaya, prières dans la rue... Les signes extérieurs de religion qui posent des problèmes sont la plupart du temps propres à cette confession. Ce n'est pas par hasard. C'est de l'islamophobie. »

C'est également souvent pour des raisons plus politiques que religieuses que la communauté juive n'est pas épargnée. Et Emma de souligner la peur qui peut parfois la saisir, d'autant plus depuis le 7 octobre 2023. « Si je n'ai pas renoncé à porter ma Magen David autour du cou, je réfléchis à deux fois actuellement pour sortir avec mon tote bag à sigle de l'EUJS quand je prends le bus. » Face à cette violence, la jeune femme veut pourtant rester optimiste et positive. Pour elle aussi, croire, c'est se dire que cela ira mieux demain.

LE CHIFFRE

48 %

Les chiffres ne sont pas récents mais peuvent témoigner d'un léger regain pour la foi des jeunes Français. Ils seraient 48 % à croire en Dieu chez les moins de 34 ans si l'on se réfère à une enquête de l'IFOP pour l'Association des journalistes d'information sur les religions datant d'août 2021. Soit – et c'est à souligner – quasiment le même niveau que pour l'ensemble des Français de plus de 18 ans qui sont 49 % à déclarer croire en Dieu.



Ci-dessus : les médailles que porte Anne-Sophie, 22 ans, de confession catholique, dans la cathédrale de Lisieux (Calvados), le 28 mai. En haut, à droite : Hippolyte, 24 ans, se recueille dans le temple protestant du Marais, à Paris, le 31 mai. A gauche : son livre de chant. FLORENCE BROCHIRE POUR « LE MONDE »

ESSOR DU « CATHOLICCORE »

L'esthétique catho inonde les réseaux

Sur les réseaux sociaux, le catholicisme n'est pas seulement une religion. C'est aussi une « esthétique » que les internautes s'approprient, entre bougies à l'effigie du Christ, chérubins et chapelets serts de pierres précieuses (en toc). Sous les hashtags #catholiccaesthetic et #catholiccore, ces images défilent sur TikTok. On y trouve des conseils pour assortir une tenue d'inspiration catholique, dessiner la Vierge sur ses faux ongles, et agrémenter son intérieur en y disséminant bibles et fioles d'eau bénite. Sur Instagram, il est aussi possible de retoucher ses photos avec des filtres Jésus ou Renaissance. Et souvenez-vous du récent Festival de Cannes, lors duquel l'actrice dominicaine Massiel Taveras a monté les marches dans une longue robe blanche, signée Giannina Azar, sur laquelle on pouvait voir le visage XXL du Christ. Prestement invitée à remballer sa traîne de 5 mètres, Massiel Tavares n'a pas apprécié le peu de compassion pour son look *catholiccore*.

« Depuis que j'ai découvert cette esthétique, j'ai changé toute la déco de ma chambre. Avant, j'avais un style cottagecore, panier en osier, vieille porcelaine, tout ça. Mais le catholiccore me correspond mieux, c'est plus sophistiqué, plus profond », confesse Laurène (les prénoms ont été modifiés à la demande des personnes interrogées), 15 ans, lycéenne à Rouen. Issue d'une famille athée, elle n'a jamais été baptisée. Julie, 23 ans, étudiante en physique chimie à Nantes, confie, elle : « Ce qui me plaît, c'est le côté décalé, à la fois sage et intello, mais aussi pittoresque. C'est assez cinématographique. Quand j'enfile mes croix, j'ai l'impression d'être la veuve d'un prince de France, il y a un côté clinquant. Le style est très riche, on peut jouer avec à l'infini. » Tout comme Laurène, la jeune femme n'est pas croyante.

« Le succès de l'esthétique résulte de la sécularisation de l'iconographie religieuse, qui fait l'objet d'une (ré)appropriation intellectuelle. On ne croit plus vraiment, on ne pratique plus beaucoup, mais les images liées à la spiritualité et à la dévotion qui tournent en ligne ont un côté vintage qui flatte un certain penchant nostalgique », explique l'historien Joël Schnapp. Ici une jeune femme défile, vêtue d'une robe noire moulante, d'un corset et d'un voile de dentelle. Là une adolescente reproduit le style d'une « fille de prêtre », moue angélique et croix sur le col de chemise. Pour les internautes, c'est l'occasion de prendre la pose, l'air habité et un peu lymphatique. Ce n'est pas un hasard si l'un des mots-clés souvent associés à la tendance est « coquette ». Nul besoin d'être expert en théologie ou rigoureux dans la reproduction de l'iconographie catholique, il s'agit de composer sur mesure un univers hétéroclite. Julie pioche tout aussi bien dans le patrimoine de l'Eglise orthodoxe orientale que dans celui des communautés de sœurs protestantes aux habits épurés (davantage niche, cette esthétique se retrouve sous le #conventcore).

Pour peaufiner son « esthétique », Tessa, 16 ans, lycéenne à Houston (Texas), puise un peu partout : de vieux manuels d'histoire, la série télé *Borgia*, les clips des artistes Lana Del Rey et Lil Nas X, le film *Immaculate*, sorti en mars aux Etats-Unis, ou encore Pinterest. Sur la plate-forme de partage de photographies, les recherches « *catholic aesthetic* » sont principalement imputables aux 18-24 ans, qui représentent en France 70 % des utilisateurs ces trois derniers mois.

Pour Chris Stedman, professeur des religions à l'université Augsburg de Minneapolis (Minnesota), l'esthétique attire les jeunes grâce à sa nature foisonnante. « C'est exagéré, c'est coloré, c'est excessif, c'est théâtral », explique-t-il dans Vox. Un avis partagé par Adrien Cadiot, conseiller en anticipation des tendances socioculturelles, pour qui cette esthétique séduit car elle

capitalise sur l'opulence. « Dans un contexte d'inflation aiguë, le catholiccore prend le contre-pied de la sobriété, du minimalisme et de la frugalité devenue élitiste. »

Pour Laurène et Julie, la première source d'inspiration demeure TikTok, où circulent photos et vidéos de défilés de mode. Entre la mode et le catholicisme, le dialogue n'a jamais cessé. Deux millénaires durant, les atours de la royauté européenne symbolisaient non seulement la nation, mais aussi l'Eglise, créant un lien indélébile entre mode, religion et aristocratie. Dans les années 1980 et 1990, les créateurs Thierry Mugler, Versace et Alexander McQueen ont utilisé rosaires et crucifix dans leur collection, comme la chanteuse Madonna dans ses clips. L'iconographie religieuse irrigue tous les pans de la pop culture.

En 2018, le Met Gala choisit comme thème « Heavenly Bodies : Fashion and the Catholic Imagination » (« corps célestes : mode et imaginaire catholique »). Rihanna affiche une tenue papale, Ariana Grande un imprimé du plafond de la chapelle Sixtine, et Zendaya une armure inspirée par Jeanne d'Arc. En 2021, la star de télé-réalité Kourtney Kardashian arbore pour son mariage une traîne brodée d'un portrait de la Vierge. Dans la série télé *Euphoria*, les personnages se déguisent en nonne et en ange déchû, et sur Depop (le Vinted américain), une utilisatrice propose de recevoir les confessions de toutes les « filles angéliques » en échange de 5 dollars. Les marques de prêt-à-porter ont flairé le filon de la marchandisation du catholicisme : Praying propose un bikini estampillé « Père, Fils, Saint-Esprit », et, sur Etsy, les petits créateurs présentent des tee-shirts floqués de représentations de Jésus.

« Je ne connais pas bien tous ces tableaux, mais cela me parle, cela m'évoque plein de choses », rapporte la Canadienne Sarah, 22 ans, qui travaille dans une agence de publicité à Toronto. Pour l'essayiste américaine Biz Sherbert, le retour de l'imagerie catholique serait en partie le fait de la démocratisation de la notion d'appropriation culturelle. « Les jeunes Blancs alternatifs ont dû s'adapter et rechercher de nouvelles manières de se différencier. (...) Leur recherche de l'altérité se déroule maintenant dans la limite du pittoresque familial », soulignait-elle en 2022, dans le média i-D.

Sur Instagram, le compte Ineedgodinevermomentofmylife (« j'ai besoin de Dieu à chaque moment de ma vie ») compile les mêmes absurdes entremêlant le divin et la culture Internet. D'obédience postironique, le compte allie dérision et premier degré. Pour Hannah Marie, youtubeuse spécialiste de la culture Internet, la popularité de l'iconographie religieuse ne relève pas seulement de la marchandisation. « La religion a toujours été un refuge, une narration qui offre un sens là où la rationalité échoue. C'est pareil avec la mode et les mêmes. Ils offrent une sortie de secours, un moyen de disparaître dans un imaginaire où l'humour et la beauté peuvent être réparateurs », explique-t-elle dans une vidéo. La religion excelle à raconter des histoires, où les mêmes auraient pris la place des psaumes.

L'historien Joël Schnapp précise : « La popularité de l'iconographie doit aussi au regain du fondamentalisme religieux. Les églises évangéliques ont le vent en poupe et le succès de l'imagerie facilite la prédication à une époque dominée par les alertes à la fin du monde. » Si le catholiccore correspond par endroits à une forme d'hyperféminité, Adrien Cadiot rappelle que cette esthétique réintroduit l'idée selon laquelle le corps de la femme doit s'associer au sacré pour pouvoir être désirable : « Elle agit aussi comme un cheval de Troie à la disposition des défenseurs d'une idéologie antiwoke. »

Maxine Miller

LA FRANCE BUISSONNIÈRE

La championne de puzzle ne supporte plus les chatons ni la Reine des neiges

Frédéric Potet

Sophie de Goncourt a remporté une flopée de compétitions. La juriste sarthoise aime le côté éphémère des puzzles, mais elle reproche aux éditeurs la mièvrerie et le manque d'originalité de leurs motifs

Les enfants arrêtent de dessiner en grandissant, sauf exception. Il en va de même pour ceux qui jouent aux puzzles. Sauf exception, également. Dans le genre, Sophie de Goncourt tient du cas d'école. Cette juriste de 54 ans, qui dit n'avoir « *jamais arrêté* », est aujourd'hui à la pièce en carton chantournée ce que Jeannie Longo fut à la bicyclette de course : une championne hors catégorie. Depuis plusieurs années, le puzzle se décline en effet en compétitions dont le but consiste à emboîter le plus rapidement possible les éléments prédécoupés d'une image à partir de son modèle. A ce jeu, Sophie de Goncourt s'est construit un palmarès unique, avec des victoires aux Mondiaux de puzzle (trois), aux Internationaux de France, aux 24 heures de Belgique, aux championnats du Luxembourg, d'Espagne, de Russie... Un peu lassée par son hégémonie, la bête à concours s'est muée en organisatrice en lançant sa propre épreuve, l'Open de France du puzzle. Plus de soixante-dix participants, venus de tout l'Hexagone, sont attendus ce dimanche 16 juin à la salle des fêtes d'Aubigné-Racan (Sarthe), où elle vit.

Du lundi au vendredi, Sophie de Goncourt exerce son métier dans un cadre professionnel à forte pression dont elle ne peut rien dire pour des raisons de sécurité. Le puzzle agit chez elle comme un sas de décompression. « *Cela me calme, me vide la tête, confie-t-elle. Il s'agit d'une activité silencieuse et solitaire qui procure les mêmes sensations que la couture ou les mots croisés, et qui ne produit rien sur le plan matériel : votre puzzle sitôt terminé, il ne vous reste qu'à le défaire et le ranger dans sa boîte.* »



ALE GIORGINI

« Une amie possède cent cinquante boîtes du château de Neuschwanstein de Louis II de Bavière ! »

Question « boîtes », la joueuse n'est pas démunie : 1500 spécimens, de 500 à 1500 pièces, majoritairement achetés dans le commerce ou gagnés en compétition, ornent les murs d'une chambre de sa maison. Au milieu, une table d'une dizaine de mètres carrés est occupée par les réalisations en cours.

Sa force, Sophie de Goncourt dit la tenir de son ambidextrie. Quand tout un chacun utilise une seule main pour poser une pièce, elle se sert des deux

en même temps afin de grappiller de précieuses secondes. A l'inverse des adeptes dominicaux, la championne ne commence jamais par assembler les bords : « *Cela fait perdre du temps, et on risque de tout casser d'un coup de coude. Il vaut mieux trier les pièces par couleurs et composer des séquences qu'on emboîtera.* »

Autre idée reçue : la difficulté d'un puzzle ne tient pas au nombre de ses pièces, mais à la composition de son image. « *Un Van Gogh de 500 pièces, comme Les Tournesols, sera bien plus long à finir qu'un tableau de Mondrian de 1500 pièces* », affirme l'experte, en regrettant que les organisateurs de concours jouent une certaine surenchère en ce moment : « *A quoi bon proposer un puzzle représentant la tour Eiffel en pleine nuit qu'un quart des inscrits ne pourront pas terminer, comme cela est arrivé récemment lors d'une épreuve ?* »

Mais là n'est pas le plus décevant, selon elle, dans le monde silencieux des casse-tête en 2D. Sophie de Goncourt supporte de moins en moins la mièvrerie des motifs inlassablement proposés par les fabricants de puzzle : chatons dans un panier, palmiers aux Seychelles, Reine des neiges sous toutes les coutures... « *Sans oublier l'incontournable château de Neuschwanstein de Louis II de Bavière, immortalisé sous la neige, au petit matin, au soleil couchant... Une amie collectionneuse en possède cent cinquante boîtes !* »

Ce qu'elle aimerait, elle, c'est que les designers de puzzle cessent de s'approprier des images du domaine public – donc gratuites – et optent pour des créations contemporaines plus innovantes. « *Il y a peu de chances. Leur but est de faire le maximum de marge avec un jouet en carton qui ne coûte rien à fabriquer.* »

Alors, Sophie de Goncourt chine. Sur les videgreniers des environs, il lui arrive de trouver des puzzles du XIX^e siècle, voire des « perles » plus récentes. Ainsi, dans des genres bien différents (preuve de l'universalité du puzzle) : des photos de mariage de la famille royale d'Angleterre ou l'affiche du Crazy Horse Paris avec ses danseuses en tenue légère.

AMOURS DE JEUNESSE



HÉLÈNE BLANC

« J'étais amoureuse à 1000 %, cela devenait une obsession »

Ils se sont connus, se sont aimés, se sont séparés.

Puis le tourbillon de la vie les a fait se retrouver.

Ingrid, 49 ans, raconte son histoire avec Sylvain, qui avait, le mois dernier, confié sa version de leurs retrouvailles

Charlotte Herzog

Première rencontre

Quand j'arrive dans sa classe, à Thieusies [en Belgique], il n'y a pas que son physique que je remarque. Sylvain a l'air gentil, doux. Moi, j'ai 11 ans, et c'est la première fois que je suis attirée comme ça par quelqu'un. Je suis timide, du genre à devenir rouge comme une tomate si je dois lire un texte devant tout le monde. Mes copines me disent de faire quelque chose pour que Sylvain s'intéresse à moi. Je n'y arrive pas et comme on s'échange des regards, je me dis qu'il va faire le premier pas. Mais non.

Un jour, j'écris un mot, mais le garde pour moi. Un autre, je passe le cap et le donne à l'une de mes amies, pour qu'elle le donne à l'un des siens, et qu'il arrive jusqu'à lui. C'est un poème que j'avais lu dans un livre à la maison : « *J'aime deux choses : la rose et toi. La rose pour un jour, et toi pour toujours.* » J'ai peur qu'il le refuse, qu'il rigole ou que les autres se moquent. Quand il le reçoit, il est quelques rangées devant moi, et je le vois, il sourit. Je suis heureuse. Quand je reçois son premier mot, je suis amoureuse à 1000 % et lui ne vient toujours pas me voir. Deux ans durant, on s'écrit des mots, qu'on ne se donne jamais de la main à la main. Chaque jour, je peux dire où il est assis dès que je rentre en classe ; de quelle couleur est son plumier – jaune, avec la marque Carambar – ; les gestes qu'il fait. Cela devient une obsession.

En 1987, il doit partir en secondaire. A cette époque, on fait tourner nos carnets entre copains, pour s'y laisser des mots. Sylvain, lui, dessine dans le mien plein de petits bonshommes dans un parc. Des qui se cachent, des qui se tiennent la main, des qui s'embrassent. Peut-être tout ce qu'on pourrait faire à deux si on n'était pas si timides. En dessous, il écrit qu'il m'aime « *avec autant de force que Superman* ». Là, j'ai ma réponse.

Quand il quitte l'école, c'est la catastrophe. Je ne mange plus, pleure, ne veux plus aller à l'école et, quand j'y vais, je le cherche dans la cour. Certains disent qu'il m'a oubliée ; mes parents s'inquiètent, m'envoient parler à une psy, mais je ne dis rien. La sœur de Sylvain est encore à l'école, c'est elle qui transmet mes mots. Mais il ne me répond pas toujours. Audrey finit par me dire qu'ils vont quitter la Belgique. J'ai un chagrin d'amour. Le premier.

Quand j'apprends que Sylvain va revenir quelques jours en famille pour la kermesse, je me débrouille pour y aller aussi avec ma voisine. Je le cherche, je de-

mande aux gens s'ils l'ont vu, j'attends ; rien. « Il faut qu'il vienne. Il le faut », me dis-je. Quand enfin je le vois, tout mon corps ressent la joie de « il est là, il est là ! », mais je suis bloquée. On se regarde, il me sourit, personne ne fait le premier pas. Aux autos-tamponneuses, on s'échange un petit « ça va ? ». Sous le chapiteau, ma voisine voit bien que je n'arrive pas à aller vers lui. Elle me tire par le bras, me met nez à nez avec Sylvain, et dit : « *Allez, maintenant, vous dansez tous les deux !* » J'ai des palpitations. Lui sourit, et accepte. On danse un slow sans se parler. C'est la première fois que l'on se touche. A la fin, il me dit « *Merci pour la danse* », part retrouver sa sœur, et moi, ma voisine, qui me dit : « *T'aurais pu l'embrasser !* » Non, bien sûr, je n'aurais pas pu. Mais je suis au paradis. J'oublie qu'on ne va plus se revoir, et pourtant, nous sommes en 1988, et on ne se reverra plus pendant trente-trois ans.

Retrouvailles

Quand Facebook arrive en France, en 2008 je crois, Sylvain est la première personne que je retrouve : « *Coucou, c'est Ingrid, tu te souviens de moi ?* » On se donne des nouvelles, c'est bref, comme avant. Je vois sur ses photos qu'il a une femme et deux enfants, il doit voir sur les miennes que j'ai un mari et deux filles, mais nous n'échangeons pas sur nos situations familiales. Ça ne se fait pas de s'immiscer dans la vie des gens comme ça. Le temps passe, parfois un an ou deux sans que nous nous écrivions, à part un petit message par-ci par-là, pour son anniversaire. Sa date était ancrée en moi, on ne pouvait pas me l'enlever.

En 1988, quand il est parti, j'ai mis quatre ans à passer à autre chose, mais je ne l'ai pas oublié. Je suis tombée amoureuse très intensément d'un garçon, John. Mais mon cœur s'est de nouveau brisé lorsqu'il a dû déménager aux Etats-Unis. Lui aussi avait un papa qui bougeait tout le temps. On s'écrivait, mais on souffrait de la distance.

En 1993, je fréquente un cousin par alliance. Il n'est pas Sylvain, il n'est pas John, mais il travaille, est installé, ne partira pas. Nous nous marions, nous avons deux filles, nous emménageons dans une maison et, moi, je deviens institutrice dans l'école où j'ai rencontré Sylvain. En 2016, le profil de John apparaît en suggestions d'amis sur Facebook. Mon cœur malheureux à la maison se met à battre. Cela fait un moment que je pense à partir, mais j'ai mes filles, et puis... si je pars, que diront les gens du village ? Avec John, on échange tous les jours, lui a divorcé, moi je me confie. La fougue revient entre nous.

Quand je divorce, en 2017, et que je pars retrouver John aux Etats-Unis, on se donne des nouvelles avec Sylvain. Il me trouve courageuse. On ne coupe jamais le fil, mais c'est très bref, toujours, et espacé. En 2020, il sait que John, avec qui je me suis mariée, a un cancer. Il m'écrit plus, pour me soutenir. Je ne sais toujours rien de sa vie. John meurt le 31 décembre 2020. Sylvain se présente à moi comme un ami

sur qui je peux compter, c'est l'inverse d'à l'école, c'est lui qui m'écrit beaucoup. Moi, je réponds brièvement, je suis anéantie.

Je rentre en Belgique en 2021, mais je ne veux voir personne. Je refuse toutes les mains que l'on me tend. Je ne sais pas pourquoi j'accepte celle de Sylvain. A lui, je dis oui. Un dimanche matin de juillet, vers 9 h 30, il arrive et se gare devant chez moi. Quand j'ouvre la barrière, je tremble, je sens que mes jambes vont se dérober sous moi. Comme pendant le slow. Son regard, son sourire, je le reconnais, je me dis « c'est lui ». Il m'emmène faire la promenade que j'avais plusieurs fois faite en rêves. On oublie l'heure ; les mots fusent, comme jamais ils n'ont jailli entre nous. C'est comme si on ne s'était jamais quittés. Ou bien qu'on se retrouvait. Ou alors qu'on se rencontrait, enfin. Comme des amis.

Mes proches n'osent pas me parler de mon deuil. Alors que Sylvain m'écoute et pose les choses. Il me fait du bien. De son mariage à lui, il ne dit presque rien. Après son départ, j'en parle à ma meilleure amie qui me dit : « *Ce n'est pas un hasard, c'est le destin, ne te ferme pas.* » Moi, je suis en deuil, je culpabilise, je pense à John, je ne veux faire de mal à personne. Mais avec Sylvain, on s'écrit beaucoup, et la connexion revient. Tout revient. Tout s'emballa. Je lui propose de venir chez lui, en Allemagne. Et, encore une fois, le temps passe tout seul. Il m'apprend qu'il est divorcé. Je ressens comme un soulagement, mais sans arrière-pensée.

C'est venu au fil du temps. On a eu des rapprochements, des allusions, il fallait qu'on se voie, qu'on se parle, ça devenait trop pour de l'amitié. On le sent quand on plaît à quelqu'un. Un soir, en septembre 2021, il est arrivé devant chez moi pour me dire : « *Je te donne tout le temps qu'il faut, mais je dois te le dire : je pense tout le temps à toi.* » Je suis troublée. A ce moment-là, j'ai besoin d'être sûre que je ne fais pas un transfert de John sur Sylvain. Tout mon corps, tout mon esprit veulent être avec Sylvain, mais c'est comme si je refusais la réalité. Et puis, que vont dire les autres ? Que je fais peut-être mon deuil bien vite ? Sauf que, quand on n'est pas ensemble, on est malheureux.

Sylvain comprend tout, et moi, j'arrête de lutter. Je crois qu'il est arrivé juste quand il fallait, avant, ça ne l'aurait pas fait. Comme s'il savait. Je pense que le destin a beaucoup fait pour nous. Au début, je n'ose pas le dire à mes parents, donc quand il vient chez moi, on joue un peu à cache-cache. Jusqu'à ce que j'aie le courage de le leur présenter, le jour de mon anniversaire, le 6 décembre. Ma mère met à peine trente secondes pour voir que c'était lui, mon cœur brisé, à l'école. La soirée est belle, Sylvain est accueilli et accepté, personne ne me juge contrairement à ce que j'avais imaginé.

Sylvain, aujourd'hui, c'est mon meilleur ami, mon confident, mon amoureux, ma chaleur. Notre fusion va toujours crescendo. Même si on arrive à se voir toutes les semaines, ces 180 kilomètres entre nos maisons respectives nous fatiguent. Je voudrais que l'on trouve un endroit où l'on puisse vivre tous les deux. Le problème, c'est quand et comment. Il faut vraiment que l'un de nous deux fasse un bond de géant pour déclencher notre future vie. Mais qui le fera en premier ?

SANTÉ

Mon toubib, malade de ses e-mails

Les messageries se sont imposées dans la relation avec les patients. Mais elles sont chronophages et la source de problèmes

Guillemette Faure

Ce sont deux médecins qui se retrouvent vingt ans après avoir fait leurs études ensemble. L'un est devenu ophtalmologue, l'autre urologue. Après quelques minutes à prendre des nouvelles de leurs boulots respectifs, le premier demande : « *Et toi, pour les mails, tu fais comment ?* » Surprise de l'urologue. Pour lui aussi, donc, c'était un enfer de savoir quand et comment répondre aux patients de plus en plus nombreux à le contacter !

Cela peut sembler curieux, mais des médecins capables de mener les opérations les plus délicates peuvent avoir du mal à gérer leur boîte e-mail. Que pensent-ils de ce drôle de bouton rouge dont voici une photo ? Peut-on mettre de l'huile d'olive dans sa salade avant une coloscopie ? Pourraient-ils envoyer un certificat de santé pour une course à pied après-demain ? Les fils d'une greffe au pouce n'ont pas l'air de tenir, un médecin pourrait-il regarder « *pour ne pas encombrer les urgences* » ? Ensevelis sous les messages, beaucoup de soignants n'ont pas encore trouvé la manière d'y répondre. Le soir, après sa journée de travail, au risque de ficher en l'air sa vie personnelle ? Entre deux patients, de manière lapidaire, au risque de passer à côté de quelque chose ? Et pourquoi pas jamais ?

La plupart des médecins rencontrés pour cet article font remonter l'emballement du nombre de messages électroniques à l'après-Covid-19. Jusqu'au confinement, il était compliqué de contacter son médecin par e-mail. Déjà, il fallait avoir ses coordonnées. Et s'il vous donnait sa carte de visite avec son adresse e-mail, on comprenait qu'on avait le droit de l'utiliser uniquement à l'article de la mort. « *Le Covid a intensifié l'usage des mails. Les secrétaires n'étaient plus là. La peur d'un moins bon suivi a ouvert les vannes de modes de communication différents* », se souvient Marie Msika Razon, généraliste à Paris. En moins de cinq ans, « *on est passé de "comment amener les patients à utiliser les mails pour échanger avec les docteurs" à "ils le font beaucoup trop !"* », note A. Jay Holmgren, assistant professeur de médecine au Center for Clinical Informatics and Improvement Research de l'université de Californie qui travaille depuis plusieurs années sur le sujet. Une étude qu'il a conduite en 2021 aux Etats-Unis et publiée dans le *Journal of the American Medical Informatics Association* note un bond de 157 % du nombre de messages électroniques de patients à leurs médecins entre le début de 2020 et la fin de 2021. En France, la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques du ministère de la santé ne dispose d'aucune étude sur le sujet et l'AP-HP n'en a pas réalisé non plus.

Chez les médecins, « *c'est un vrai sujet de santé mentale* », assure Jean-Urbain Hubau, directeur général de Doctolib. D'après la plate-forme, cette préoccupation est l'une de celles qui remontent le plus au comité médical de l'entreprise. « *Non seulement ils sont sur-sollicités*, dit Jean-Urbain Hubau, *mais de plus les messages arrivent par différents canaux : mails, courriers, WhatsApp... D'autant plus que, depuis le Covid, certains ont donné leurs coordonnées personnelles. Il arrive qu'ils ne se souviennent plus des gens auxquels ils ont répondu et par quel canal.* » C'est ce qui a amené la plate-forme à tester, depuis décembre 2023, une messagerie spécifique soignant-patient. Certains médecins l'ont adoptée, d'autres sont sceptiques à l'idée de devoir gérer un canal supplémentaire.

« *Nos boîtes mails sont pleines tout le temps, on passe notre temps à les vider*, raconte Olivier Milleron, cardiologue à l'AP-HP, qui constate lui aussi une augmentation de ses courriels. *On reçoit en permanence des messages d'alerte disant que la boîte est presque pleine, on a l'impression que tout est sous-dimensionné !* » Il a récemment pris une semaine de congé. « *Quand je suis rentré, ça m'a pris deux jours pour éclipser les mails de la semaine précédente. Savoir que je ne vais faire que ça en rentrant de vacances est assez nouveau...* »

Toutes les spécialités médicales ne font pas face au même flot d'e-mails : selon A. J. Holmgren, les médecins traitants, les pédiatres, les oncologues en reçoivent particulièrement beaucoup parce que



LUCAS BURTON

« *leurs patients ont des questions* ». Les travaux sur le sujet indiquent aussi, ajoute-t-il, que les femmes médecins reçoivent plus de messages que les hommes. « *Les études montrent que les patients ont des attentes différentes vis-à-vis des femmes et des hommes*, explique-t-il. *Quand on demande aux patients s'ils se sentent à l'aise avec leur médecin pour poser des questions, les femmes obtiennent des chiffres supérieurs en moyenne. Peut-être qu'ils les pensent plus empathiques...* » A moins qu'ils aient moins peur de les déranger.

Proche de la retraite, le gynécologue parisien Philippe Mintz est en train de passer la main à un confrère. L'an dernier, il recevait une trentaine d'e-mails de patients par jour. Pour lui, le phénomène est générationnel. « *Les jeunes patients, ça ne leur viendrait pas à l'idée de passer un coup de fil au secrétariat. Ils ont le sentiment de ne pas déranger et que ça ne coûte rien. Mais ils ne comprennent pas qu'on ne réponde pas dans l'heure, que ce n'est pas un tchat.* » A l'autre bout de Paris, la généraliste Marie Msika Razon, elle, s'en arrange. « *Au début de mon activité, il y a quinze ans, les secrétaires laissaient des listes de patients à rappeler le soir, les uns derrière les autres. Je suis contente d'être libérée de cela !* » Elle ne se sent pas contrainte par ce mode d'échanges : « *Mes patients m'écrivent quand ils ont un moment, je réponds quand j'ai le temps.* » Elle a adopté la messagerie de Doctolib – elle fait partie du conseil médical de la plate-forme – pour que ce soit moins intrusif et que les messages n'arrivent pas dans sa boîte personnelle. « *Si je ne suis pas sur l'appli, je ne fais pas le travail ; si je suis en vacances, ma remplaçante gère* », dit-elle.

Parmi les médecins rencontrés, chacun a sa manière de faire. Certains gardent des rendez-vous libres pour avoir le temps de répondre, d'autres répondent le soir. Pour Olivier Milleron, le cardiologue, c'est après 18 heures, à la fin de la journée. A l'AP-HP comme ailleurs, il n'y a pas de politique de service sur le sujet, chacun se débrouille. « *C'est assez anxiogène, j'ai toujours peur d'avoir raté un message*, dit-il. *Si j'en lis un et que je n'ai pas le temps d'y répondre, il n'est plus en catégorie "non lu", j'ai peur de l'oublier...* » Certains parcourent la liste de messages en diagonale, d'autres remettent dans la boîte « non lus » ceux qu'ils ont ouverts et auxquels ils n'ont pas répondu ; d'autres, comme le docteur Mintz, mettent un astérisque sur le message pour le « repêcher » plus tard.

En réalité, ce n'est pas tant le nombre de messages qui crée le sentiment d'épuisement, mais l'absence de procédure de tri claire, note A. J. Holmgren. « *Si on s'en tient au volume, le nombre de messages de patients reste moins important que ceux des confrères ou du système de santé, mais ceux-là en général n'attendent pas de réponses. Ce sont ceux des patients qui prennent le plus de temps et que personne ne sait bien gérer : est-ce que ce sont des urgences ou des messages à lire quand on a le temps ? Ce sont ces questions qui font que la charge mentale est plus élevée.* » Il estime que c'est la nature asynchrone de la communication médecin-patient qui rend le message électronique stressant. Comme le résume Olivier Milleron, « *une fois que le message est dans la boîte, on se sent engagé* ».

Même les médecins qui ne donnent pas leur adresse électronique à leurs patients reçoivent des messages car celle-ci est souvent facile à trouver, voire à deviner, généralement toutes composées de la même façon selon l'établissement. Un orthopédiste parisien nous a ainsi dit se réjouir qu'un homonyme d'une autre spécialité reçoive une bonne partie de son courrier électronique.

Les patients du docteur Yvon Le Flohic, à Ploufragan (Côtes-d'Armor), ont l'e-mail de son cabinet, mais pas l'adresse de sa messagerie privée. « *Donner son mail personnel aux patients, c'est la porte ouverte à encore plus de demandes sans consultation. Du "il me faut un certificat médical pour un saut en parachute", on glisse vite, d'après lui, à "j'étais pas au boulot la semaine dernière, il me faudrait un arrêt..."* » Dans les messages qu'il a reçus récemment au cabinet, celui d'un Ehpad demandant une ordonnance pour un patient qui ne dort pas bien. Il râle : « *J'ai toujours appris qu'en médecine, il fallait examiner les gens ; je ne sais pas trop faire autrement...* » Le docteur Le Flohic replace ces demandes dans leur contexte : « *Si je n'avais pas 1600 patients et des journées déjà pleines à craquer, je réagisais peut-être autrement. Si on ne met pas de limite, il n'y en a pas. On a tous les jours des demandes par mail d'actes gratuits et hasardeux.* » Les trois quarts des messages reçus par le docteur Mintz, le gynécologue parisien, sont

des demandes d'ordonnance. Il s'est inspiré d'une de ses collègues pour inscrire dans ses réponses qu'aucune ordonnance n'est faite par e-mail, ses petits créneaux de visio peuvent servir à cela, se dit-il.

« *Si je regarde les mails trop rapidement, j'ai l'impression de mal faire mon métier et j'ai peur de passer à côté de quelque chose*, raconte un urologue. *Mais si je passe un quart d'heure dessus, alors c'est le temps d'une consultation et ça devrait être payant...* » Evidemment, il n'en est pas question en France, mais aux Etats-Unis, le centre médical de l'université de Washington a annoncé en juin 2023 qu'il allait désormais facturer certains e-mails des médecins à leurs patients. En Suisse, les médecins peuvent déjà le faire. Le Tarmed, le tarif des prestations médicales, prévoit que les courriels aux patients puissent être facturés au prix des consultations téléphoniques.

Certains praticiens s'interrogent aussi sur les risques juridiques qu'ils encourent s'ils ne répondent pas à un e-mail, s'ils y répondent mal, ou tout simplement utilisent une messagerie non sécurisée. De plus en plus nombreux sont ceux qui optent pour une réponse automatique signalant que l'e-mail risque de ne pas être lu, qu'il ne remplace pas une consultation médicale, et invitant à composer le 15 en cas d'urgence... Au cabinet de Sylvie Pilot, médecin généraliste à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), la réponse automatique indique que l'adresse e-mail est exclusivement réservée à l'envoi et aux échanges de documents médicaux entre médecins et patients. Suit le numéro des secrétaires du cabinet auxquelles laisser un message et les heures d'ouverture du cabinet. Un peu sec, se dit-elle, mais comment faire autrement ?

D'autres médecins embrassent ces nouveaux modes de communication avec enthousiasme. La gynécologue Amina Yamgnane donne même son numéro de téléphone à ses patients. Elle sait que cela effare beaucoup de ses collègues. « *Si une patiente m'envoie des pelletées de SMS en apparence inutiles, je me sers de son attitude comme d'un instrument pour l'alliance thérapeutique.* » « *Madame, vous vous doutez que toutes les patientes de ma base de données ne m'envoient pas six messages par jour, n'est-ce pas ? qu'est-ce qui ne va réellement pas ?* », demande-t-elle, comme elle l'indique dans son livre *Prendre soin des femmes* (Flammarion, 320 pages, 21 euros). Cela lui permet, assure-t-elle, de réduire le risque de passer à côté d'urgences et cela rend le dépistage de la dépression plus efficace. Au sein de sa patientèle, celles qui lui envoient des pluies de messages restent cependant peu nombreuses.

Psychiatre à Sainte-Anne à Paris, Emmanuelle Coste donne elle aussi facilement son e-mail à ses patients en leur précisant qu'il est réservé aux messages dont la réponse peut être différée. « *Cela crée une relation de disponibilité bénéfique dans le cadre de la thérapie, cela humanise la relation, on peut ajouter un petit "je suis contente que vous alliez mieux" à une réponse... Mais il faut fixer des limites.* » Les siennes ont consisté à ne pas installer son e-mail professionnel sur son téléphone. « *Je ne vois les messages que lorsque je suis sur mon ordinateur au travail.* »

Même enseveli sous les messages, le cardiologue Olivier Milleron estime aussi que ce lien est bénéfique pour les patients. « *Je donne plus mon e-mail qu'avant parce que la structure est plus défaillante qu'avant. On accepte d'être en contact direct avec le patient pour pallier les carences du système. Cela peut être compliqué de passer par les secrétariats.* » Le cardiologue avoue qu'il a parfois l'impression de devenir le médecin traitant de ses patients qui n'arrivent plus à avoir accès à des généralistes en ville et qui lui écrivent leur désarroi : « *Je suis perdu, vous pouvez m'aider ?* » L'e-mail, se dit-il, est « *un mode de recours dans une situation de difficulté à l'accès aux soins* ». Aux Etats-Unis, c'est ce que le chercheur A. J. Holmgren voudrait pouvoir explorer davantage : dans quelles situations les e-mails sont-ils utiles aux patients et au corps médical ?

C'est peut-être parce que l'e-mail est devenu à la fois une source de solutions et de problèmes pour les professionnels de santé que l'AP-HP organisait en mai une formation « *gestion des mails* ». Elle vise, à en croire sa présentation, à « *adopter de nouvelles habitudes qui permettront de réduire la quantité d'attention dans la gestion des courriels, dans un contexte d'hyper-sollicitation numérique des managers* ». Parmi ses objectifs, « *créer et affecter des catégories de couleurs pour organiser son courriel dans Outlook* ». Il n'est pas certain que cela suffise à régler le casse-tête auquel font face beaucoup de médecins.

« CELA CRÉE
UNE RELATION DE
DISPONIBILITÉ BÉNÉFIQUE
DANS LE CADRE DE LA
THÉRAPIE, MAIS IL FAUT
FIXER DES LIMITES »,
ESTIME LA PSYCHIATRE
EMMANUELLE COSTE